1,80€ vendredi 9 mai 2014 LE FIGARO – N° 21 696 – www.lefigaro.fr – France métropolitaine uniquement Première édition

lefigaro.fr

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



FAMILLE
CONTROVERSE AUTOUR DES DROITS DES BEAUX-PARENTS
PAGE 7

RÉFORME TERRITORIALE
« JUSQU'À 25 MILLIARDS D'ÉCONOMIES » PAGE 4



L'interview d'André Vallini, secrétaire d'État à la Réforme territoriale.

EUROPÉENNES
Hollande met en garde contre les populismes PAGE 4

BOKO HARAM
Les appels à la libération des otages se multiplient PAGE 5

MALI
Mort d'un huitième soldat français PAGE 5

IGAS
Une enquête sur Aquilino Morelle demandée au chef de l'État PAGE 6

UNIVERS
13 milliards d'années d'évolution reconstitués PAGE 8

FOOTBALL
Une femme va entraîner une équipe masculine PAGE 9

ENTRETIEN
Née de donneur anonyme, une avocate réclame l'accès aux origines PAGE 14

CHAMPS LIBRES
• Europe : les tribunes de Jacques Delors, Antonio Vitorino et Coralie Delaume
• Le bloc-notes d'Ivan Rioufol : vers une révolution conservatrice-libérale
PAGES 12 ET 13

Ukraine : les prorusses ignorent l'appel de Poutine à la modération



MANU BRABO/AP

Rejetant la demande de Poutine, les séparatistes de la « République populaire de Donetsk » se sont prononcés hier pour le maintien de leur référendum d'autodétermination. *« Nous venons de voter au Conseil populaire. La date du référendum a été approuvée à 100 % : le référendum aura lieu le 11 mai »*, a assuré Denis Pouchiline *(au centre)*, chef de cette république autoproclamée. PAGES 2 ET 3 ET L'ÉDITORIAL

De plus en plus de juifs quittent la France pour Israël

Les raisons de cette émigration vers l'État hébreu sont multiples. Elles ne sont pas seulement liées à la progression du sentiment antisémite dans l'Hexagone.

C'est l'« aliyah », mot hébreu qui signifie la montée. En 2013, 3 280 juifs de France ont émigré en Israël. Chiffre qui représente moins de 1 % de la communauté, mais qui marque une augmentation de 70 % des départs par rapport à l'année précédente. Accélération qui se poursuit en 2014, selon l'Agence juive, puisque 854 Français ont fait leur aliyah entre début janvier et fin février, contre 274 l'an dernier.

Cette hausse est d'autant plus remarquable qu'elle intervient dans un contexte de relatif tassement, au plan mondial, de l'émigration vers l'État hébreu. « *L'aliyah en provenance de l'Hexagone a pour la première fois dépassé celle des États-Unis, où la communauté juive est pourtant dix fois plus importante* », observe le président de l'Agence juive.

PAGE 11



L'euro trop fort, une « inquiétude sérieuse » pour le président de la BCE

Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne, s'inquiète de l'appréciation de l'euro. Il estime que le renchérissement du taux de change va à l'encontre « *de la croissance et de la stabilité des prix* ».

La BCE, qui a maintenu hier ses taux d'intérêt, est prête à agir dès juin, quand seront connues ses nouvelles prévisions de croissance et d'inflation. PAGE 17

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de jeudi :
Zinédine Zidane ferait-il un bon entraîneur de club français ?

OUI	NON
37 %	63 %

TOTAL DE VOTANTS : 12 102

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr
Faut-il des droits spécifiques pour les beaux-parents ?

CLÉMENT MAHOUDEAU POUR LE FIGARO, JOHN THYS/AFP, GAETAN BALLY/KEYSTONE/MAXPPP

ÉDITORIAL par Philippe Gélie pgelie@lefigaro.fr

Maître du jeu

Après avoir déploré la manipulation par Moscou des courants séparatistes dans l'est de l'Ukraine, les Occidentaux en viennent à souhaiter que Vladimir Poutine exerce une réelle influence sur les radicaux prorusses qui menacent la stabilité du pays. Si, en dépit de leurs bravades, ils obtempèrent à son injonction de reporter leurs référendums sécessionnistes prévus dimanche, il reste une petite chance d'échapper à l'engrenage de la guerre civile et d'échafauder une solution politique à la crise ukrainienne.

Jusqu'ici, le président russe s'est plutôt complu dans le double jeu. En témoigne le décalage entre ses incantations nationalistes à destination du public russe et ses déclarations apaisantes à la communauté internationale. À l'instar de sa vaine promesse, le 17 avril à Genève, de faire cesser l'occupation des bâtiments officiels par les séparatistes, son appel à suspendre les référendums peut fort bien n'être qu'un leurre. Avec un bénéfice tactique pour le maître du Kremlin : afficher sa propre modération tout en montrant que les insurgés ne l'écoutent pas, façon de prouver a contrario qu'il ne tire pas les ficelles. Dans ce cas, la diplomatie aura, une fois de plus, fait beaucoup de bruit pour rien.

Mais il y a une chance, assez mince, pour qu'une nouvelle logique l'emporte à Moscou : laisser les Ukrainiens élire le 25 mai un président qui, fort de cette légitimité, s'engagerait à réformer la Constitution en vue de garantir plus d'autonomie aux régions. Les Occidentaux font miroiter à Poutine les avantages de la formule : alors que les milices prorusses sont probablement incapables d'organiser leur scrutin au-delà de quelques villes, il peut atteindre une partie de ses objectifs par le droit et la stabilité plutôt que par la force et le chaos. Au passage, il allégerait la pression des sanctions occidentales, qui coûtent déjà cher à l'économie russe. Le « tsar » est-il prêt à ce compromis ? Et reste-t-il maître du jeu en Ukraine – ou a-t-il créé un monstre qui ne lui obéit plus ? ■

> Poutine a-t-il créé un monstre qui ne lui obéit plus ?

www.citroenselect.fr

"ENCORE DES ÉCONOMIES QUE BRUXELLES NOUS ENVIE"
Citroën Félix Faure



17 990 €[1] CITROËN C4 PICASSO HDI 110 MUSIC TOUCH
Peinture métallisée, GPS, radar de recul

Garantie 2 ans pièces et main d'œuvre[2]

CITROËN select
VÉHICULES D'OCCASION

[1] Véhicule d'occasion de faible kilométrage immatriculé en juin 2013. Prix valable jusqu'au 31/05/2014, non cumulable avec les opérations en cours, réservé aux particuliers dans la limite des stocks disponibles. Liste des véhicules concernés disponible dans les points de vente Citroën Félix Faure listés ci-dessous. [2] Voir conditions dans les points de vente cités ci-dessous. Photo non contractuelle.

CITROËN FÉLIX FAURE
PARIS 15e - 10, place Etienne Pernet - 01 53 68 15 15
BEZONS (95) - 30, rue Emile Zola - 01 39 61 05 42
LIMAY (78) - 266, route de la Noue, Port Autonome - 01 34 78 73 48
LYON CORBAS (69) - ZI Corbas Mont Martin - rue M. Mérieux - 04 72 48 67 97
MARSEILLE VITROLLES (13) - av. J. Cugnot - ZAC des Cadeteaux - 04 42 78 77 37
— Retrouvez nos offres sur www.citroenselect.fr —

M 00108 - 509 - F: 1,80 €

AND : 2 € – BEL : 1,90 € – CH : 3,30 FS – CAN : 4,50 SC – D : 2,40 € – A : 3 € – ESP : 2,30 € – Canaries : 2,40 € – GB : 1,80 £ – GR : 2,40 € – Guadeloupe/Martinique : 2,20 € – Guyane/St Martin : 2,50 € – ITA : 2,40 €
LUX : 1,90 € – NL : 2,40 € – PORT.CONT : 2,30 € – MAR : 15 DH – La Réunion : 2,20 € – TUN : 2,9 DTU – ZONE CFA : 1 800 CFA ISSN 0182.5852

Ukraine : les prorusses campent sur leur référendum

Les séparatistes passent outre l'appel de Poutine à reporter le vote du 11 mai.

ADRIEN JAULMES @AdrienJaulmes
ENVOYÉ SPÉCIAL À SLOVIANSK

Les séparatistes prorusses ont décidé d'ignorer les recommandations de Vladimir Poutine et de tenir, quoi qu'il arrive, leur référendum d'autodétermination prévu dimanche prochain. Dans la petite ville de Sloviansk, la capitale de facto de leur mini-État autoproclamé, des affiches ont déjà été placardées appelant à voter la séparation avec l'Ukraine. Des militants distribuaient jeudi des tracts proclamant : *« Dis oui à la République ! »* et appelant à voter le 11 mai pour l'autonomie de la République de Donetsk.

« Le référendum se fera », a assuré Stella Khorosheva, la porte-parole de la municipalité autoproclamée de Sloviansk. À Donetsk, le représentant du mouvement, Denis Pouchiline, a aussi annoncé que la consultation aurait lieu comme annoncé et ne serait pas reportée. *« La guerre civile a déjà commencé, le référendum peut y mettre fin et commencer un processus politique*, a-t-il déclaré. *Le désir du peuple de tenir le référendum se renforce. Il y a eu un vote, et une décision de ne pas changer la date a été prise à l'unanimité »*, a-t-il ajouté tout en déclarant *« remercier »* le président russe, *« quelqu'un qui se préoccupe des gens du sud-est de l'Ukraine »*.

À Sloviansk, la capitale de facto de leur mini-État autoproclamé, des affiches ont déjà été placardées appelant à voter la séparation avec l'Ukraine

Cette décision vient compliquer encore un peu la situation dans la région. La demande surprise de Vladimir Poutine de reporter le référendum d'autodétermination a d'abord déclenché un peu de flottement mercredi soir dans les rangs des activistes prorusses. Les chefs du mouvement séparatiste, qui comptent depuis le début de leur action sur le soutien plus ou moins tacite de Moscou, ont été visiblement surpris par cette reculade. Ils n'avaient le soir même aucune réponse prête sur la tenue ou non de la consultation. Mais ils se sont repris jeudi matin et affichent à présent leur détermination.

« C'est vrai qu'il y a eu un moment de tension après les déclarations de Poutine, dit Stella Khorosheva. *Les gens ont été un peu inquiets. Sans commenter ses propos, nous respectons sa position. Il cherche à trouver une solution pacifique à cette crise. Mais nous tiendrons quand même notre référendum. » « Nous sommes allés trop loin pour reculer*, renchérit Valéry, un ingénieur et musicien de Sloviansk. *Si nous faisons marche arrière maintenant, si nous levons les mains en l'air et ne faisons pas notre référendum, nous serons réprimés politiquement et économiquement. La seule solution pour nous est que l'Ukraine devienne une fédération, et que nous ne soyons pas dépendants de ce gouvernement de Kiev. »*

Depuis le début du mois d'avril, la ville de Sloviansk est devenue l'épicentre du mouvement séparatiste. Les activistes qui défendent ce fief ont jusqu'à présent résisté aux tentatives de l'armée ukrainienne pour en reprendre le contrôle. Après plusieurs jours de petites avancées, et des accrochages sporadiques qui ont fait quelques morts, l'armée a fini par approcher ses barricades des entrées de la ville. Mais les militants prorusses se sont réorganisés et ont dressé de nouveaux obstacles en travers des routes. Sur l'axe principal qui vient du sud, les tas de vieux pneus ont été remplacés par des blocs de béton qui entravent complètement la chaussée.

Plutôt que de profiter de la reculade de Poutine et de jouer la carte de l'apaisement, les autorités de Kiev semblent décidées à venir à bout de ce symbole humiliant de leur impuissance. Jeudi, le secrétaire du Conseil de sécurité nationale et de défense, Andrii Paroubi, a annoncé que l'*« opération antiterroriste va se poursuivre, quelles que soient les décisions des groupes subversifs ou terroristes de la région de Donetsk »*.

Les troupes ukrainiennes qui barrent les routes sont dorénavant des soldats venus de l'ouest du pays, moins suspects de connivence avec les insurgés, et parlent le russe avec un fort accent. L'armée ukrainienne dispose d'un peu plus de matériel devant Sloviansk, notamment de nouveaux blindés de transport de troupes. Elle a renforcé ses contrôles routiers aux entrées de la ville. Mais elle a cessé de faire voler ses hélicoptères, après que trois appareils ont été endommagés ou abattus au cours du week-end dernier.



« La guerre civile a déjà commencé, le référendum peut y mettre fin et commencer un processus politique », a déclaré Denis Pouchiline *(au centre)*.

Le ravitaillement continue d'entrer dans Sloviansk. L'armée se contente de fouiller les véhicules à la recherche d'armes. *« On fait quelques stocks, au cas où, mais on ne manque de rien. Sauf un peu de l'essence, et certains jours, de pain »*, dit une dame venue faire ses courses au supermarché central.

Les combattants semblent avoir le moral. Deux cosaques russes passent, toque de fourrure, treillis camouflé et kalachnikov en bandoulière. *« Nous, les Cosaques, on ne fait pas de politique. On est là pour défendre notre région. Nous sommes les Cosaques du Don et nous sommes ici chez nous »*, dit-il, oubliant que le Don coule beaucoup plus à l'est, en territoire russe.

Même si les activistes sont dorénavant isolés dans Sloviansk, et ne disposent pas d'un armement conséquent, les faibles performances récentes de l'armée ukrainienne n'incitent pas à croire que la reconquête de la ville sera facile. ■

Un dossier central lors de la rencontre Merkel-Hollande

NICOLAS BAROTTE @NicolasBarotte
CORRESPONDANT À BERLIN

Face à Vladimir Poutine, François Hollande a laissé la main à Angela Merkel. Avec le président russe, la chancelière a l'habitude, dit-on à Berlin. Elle s'appuie notamment sur la relation particulière entre l'Allemagne et la Russie. Mais, pour tenir tête à Moscou, la chancelière a besoin du soutien du reste de l'Union européenne. Vendredi et samedi, le dossier ukrainien devrait donc figurer en bonne place des discussions « informelles » entre Angela Merkel et son hôte français. Le chef de l'État est attendu à Stralsund, sur les rives de la mer Baltique, dans la circonscription électorale de la chancelière, pour une visite de deux jours.

À Berlin comme à Paris, on a accueilli avec satisfaction les propos de Poutine, jeudi, invitant – en vain – les séparatistes ukrainiens à renoncer à leur projet de référendum. Dans l'entourage de la chancelière, on attend désormais des preuves concrètes de désescalade. Lors d'une conversation téléphonique, elle a ainsi suggéré à Vladimir Poutine de ne pas participer à un défilé militaire en Crimée ce 9 mai, jour de la commémoration de la victoire russe sur le régime nazi. *« Je trouverais dommage qu'une telle journée soit utilisée dans un contexte de tensions pour organiser une parade »*, a-t-elle déclaré.

L'élection présidentielle du 25 mai constitue aux yeux de Berlin la date clé pour juger d'une désescalade. *« Pour l'instant, je pense que Vladimir Poutine doit être sous la pression »*, avait déclaré François Hollande mardi. Le chef de l'État a, lui aussi, mais *« par des voies indirectes »*, fait part à Vladimir Poutine de ses mises en garde. Avec François Hollande, Angela Merkel veut affiner la position de l'Europe dans cette crise. Mais il ne s'agit pas pour eux de prendre une nouvelle initiative publique ce week-end. Berlin s'en tient pour l'instant à l'accord conclu à Genève. La chancelière ne veut pas multiplier les déclarations qui souligneraient, de fait, l'incapacité européenne à faire fléchir Vladimir Poutine.

L'Europe semble hésiter sur les sanctions à prendre contre la Russie. La menace est en tout cas brandie avec plus de précaution à Berlin que dans le reste de l'Europe. *« Les sanctions ne sont pas un objectif en soi, mais nous y sommes prêts en cas de nécessité »*, a déclaré Angela Merkel cette semaine. À Paris, mardi, François Hollande semblait plus menaçant. *« La pression doit être exercée par l'Europe tout entière, par les États-Unis à travers les sanctions »*, a-t-il déclaré. Mais à Berlin, on prévient que pour être efficaces, les sanctions contre la Russie devraient s'installer dans le temps et conduire à une redéfinition des rapports entre l'UE et la Russie. Pour l'Allemagne, qui a des relations économiques plus fortes que la France avec Moscou, la décision est particulièrement difficile à prendre.

À Stralsund, Angela Merkel et François Hollande devraient inévitablement discuter du moment où l'Europe serait obligée d'agir. Mais pour ouvrir la « phase 3 » des sanctions, une réunion du Conseil européen serait nécessaire. Pour l'instant, la ligne est de s'en tenir à cette phase « deux plus », avec un élargissement des critères de sanctions individuelles. ■



Le favori de la présidentielle ukrainienne prône la « force » contre les séparatistes

Pas de déclaration, juste une image qui a valeur de message. La chancelière allemande Angela Merkel a accueilli mercredi dans son bureau le favori de la présidentielle ukrainienne, Petro Porochenko. Le rendez-vous n'était pas inscrit à l'agenda et la chancelière s'est contentée d'une photo pour signifier à la Russie que l'Allemagne attendait l'élection du 25 mai se déroule dans les meilleures conditions possibles en Ukraine. *« Notre objectif est que les Ukrainiens puissent voter librement »*, a répété Angela Merkel jeudi. À Berlin, Petro Porochenko a rencontré des responsables CDU de la grande coalition. Le candidat pousse les Européens à durcir le ton. Il s'en est pris aux séparatistes prorusses : *« Les terroristes, il faut trouver la langue qu'ils comprennent, et il s'agit de la force. »* Au sein du gouvernement allemand, on ne souscrit toutefois pas à cette position. *« Quand on reçoit un responsable politique, cela ne veut pas dire qu'on partage ses positions »*, dit-on.

N. B.





le représentant du mouvement séparatiste, lors d'une conférence de presse, jeudi à Donetsk.

MARKO DJURICA/REUTERS

Menaces et intimidations se multiplient avant le vote

EMMANUEL GRYNSZPAN @_ierez_/
DONETSK

La nervosité grimpe chaque jour à l'approche du référendum controversé que les séparatistes sont décidés à organiser ce dimanche dans les régions de Donetsk et de Lougansk. Plusieurs actions d'intimidation à l'encontre des responsables de bureaux de vote ont été enregistrées ces derniers jours. Olga Timofeïeva, directrice de l'école n° 13 à Antratsit, dans l'oblast de Lougansk, raconte qu'elle et sa famille ont reçu des menaces depuis mardi, après avoir refusé que son école soit utilisée comme bureau de vote pour le référendum. L'ordre est venu de la mairie, contrôlée par les rebelles prorusses. Une heure après avoir signalé son refus, motivé par le *« caractère illégal du référendum »*, Olga Timofeïeva a reçu la visite de deux hommes armés et en tenue de camouflage qui l'ont menacée. Depuis, des appels anonymes ont suivi, promettant des actes de vengeance contre elle et les siens.

À Donetsk, un groupe d'hommes masqués et armés a pénétré mercredi dans les bureaux de la commission électorale n° 43, réclamant le registre contenant la liste des électeurs. Essuyant un refus net des employés, les intrus ont saisi l'ordinateur contenant ce qu'ils cherchaient et sont tranquillement repartis. L'ordinateur renferme également les noms et adresses personnelles des membres locaux de la commission électorale.

Du côté des représentants de la « République populaire de Donetsk », on nie tout en bloc. *« Nous recherchons les voleurs avec l'aide de la police »*, explique une porte-parole. Mais qui d'autre pourrait avoir besoin des listes d'électeurs, des adresses et contacts personnels des membres de la commission électorale ? Les séparatistes ne possèdent pas de liste des électeurs, car le gouvernement leur barre l'accès aux commissions électorales, ainsi qu'aux bureaux de vote. Boris Litvin, membre du présidium de la « République populaire de Donetsk » en charge de la préparation du référendum, admettait jeudi au *Figaro* : les *« autorités locales ne nous aident pas, mais ne se mettent pas non plus en travers de notre route »*. Selon lui, les électeurs pourront voter *« dans les bureaux habituels, à l'exception de quelques villes où certains bureaux pourront être regroupés »*. Aucun détail n'est révélé à 4 jours du scrutin.

> **« Des bandes de voyous armés se déplacent en toute liberté dans les rues de Donetsk »**
> UN MEMBRE DE LA COMMISSION ÉLECTORALE

Du côté des autorités loyales à Kiev, on se cache. *« Des bandes de voyous armés se déplacent en toute liberté dans les rues de Donetsk »*, raconte par téléphone un membre de la commission électorale, qui veut rester anonyme. *« Alors nous avons cessé nos activités jusqu'au 12 »*, le lendemain du référendum illégal. Il restera peu de temps pour préparer l'élection présidentielle du 25 mai, que les séparatistes ont promis de perturber. Et d'ici là, les kalachnikovs n'auront pas disparu. ■

LA SUGGESTION DE FRANÇOIS HOLLANDE

Dans une lettre adressée au chef du Kremlin à la fin de la semaine dernière, le président français suggère que le meilleur moyen d'obtenir un statut d'autonomie renforcé pour les régions russophones d'Ukraine orientale est de laisser se dérouler l'élection présidentielle du 25 mai dans tout le pays. Soulignant sa *« préoccupation croissante »* face au *« climat insurrectionnel »* et à *« l'une des crises les plus graves »* qu'ait connue le continent, François Hollande rappelle ses trois priorités : la *« désescalade »*, la tenue du scrutin présidentiel et le lancement *« d'une réforme constitutionnelle pour répondre aux préoccupations des minorités »*. Étape possible *« à condition qu'un président régulièrement élu puisse l'engager »*, note-t-on à l'Élysée. Poutine acceptera-t-il cette logique ? Il n'a pas encore répondu à la missive.

15 000 soldats ukrainiens seraient massés à la frontière avec la Russie, à en croire Moscou



La nouvelle que le président Poutine participe à la rencontre en Normandie me réjouit

LA CHANCELIÈRE ALLEMANDE ANGELA MERKEL AU SUJET DE LA CÉLÉBRATION DU 70E ANNIVERSAIRE DU DÉBARQUEMENT ALLIÉ EN FRANCE LE 6 JUIN
PHOTO MICHAEL SOHN/AP

Poutine conserve toutes ses options et regarde les Occidentaux gesticuler



Vladimir Poutine.

MADELEINE LEROYER @madoleroyer
MOSCOU

« Poutine ne commande pas le Donbass. » Telle était, jeudi après-midi, la une du site Internet russe gazeta.ru. Passant outre la consigne de Vladimir Poutine, les séparatistes de la « République populaire de Donetsk » ont voté jeudi le maintien du référendum d'autodétermination prévu dimanche. Le Kremlin n'a pas souhaité réagir immédiatement. *« Il y a de nouveaux développements. Il nous faut le temps de les analyser »*, s'est contenté d'indiquer Dmitri Peskov, le porte-parole du président russe.

Que le référendum se tienne ou non, l'effet escompté par le Kremlin est déjà là. *« Jusqu'ici, les Occidentaux accusaient Moscou de soutenir les organisateurs du référendum séparatiste pour empêcher la présidentielle en Ukraine. Les propos de Vladimir Poutine privent les partisans d'une ligne dure contre Moscou de prétexte pour lancer un troisième train de sanctions »*, relève le quotidien de référence *Kommersant*. Pour le journal, ce changement de ton de Vladimir Poutine est le signe *« d'intenses tractations avec les Occidentaux »*, et notamment avec les Allemands.

Car à Moscou, le business russo-allemand, c'est sacré. Si le Kremlin se gausse facilement des menaces américaines, il raffole moins des mises en garde de Berlin. C'est Angela Merkel qui a ouvert une brèche en brandissant, en fin de semaine dernière, la menace de sanctions économiques. C'est également elle qui a mis en avant l'OSCE comme outil de sortie de crise. Rassuré, le ministre allemand des Affaires étrangères salue maintenant le *« ton constructif »* de Vladimir Poutine. *« Nous sommes peut-être à un moment décisif »*, a même déclaré Frank-Walter Steinmeier.

> **Le président russe est attendu en Crimée ce vendredi pour les célébrations de la Victoire**

Cette embellie est trop timide pour restaurer durablement la confiance, mais elle peut déjà permettre à Moscou de reporter plus aisément la responsabilité d'un échec sur Kiev et Washington. Sans même prendre le temps d'étudier la feuille de route négociée par le président de l'OSCE, le gouvernement de Kiev s'est empressé de dénoncer une *« moquerie »*. De son côté, le secrétaire d'État adjoint William Burns, en déplacement au Kazakhstan, a une nouvelle fois dénoncé la politique *« dangereuse et irresponsable »* de la Russie.

L'équation est posée. Moscou reprend langue avec Berlin – du point de vue de l'élite russe, c'est la priorité – tout en laissant Kiev et Washington gesticuler. Cela déporte aussi l'attention de la Crimée, où le président russe est attendu ce vendredi pour les célébrations de la Victoire, à l'issue du défilé sur la place Rouge. *« Soyons réalistes. La Crimée, il faut s'asseoir dessus. On n'en est plus là »*, confirme une source diplomatique européenne.

Reste que Vladimir Poutine a, lui, toujours les mains libres. En insistant sur la nécessité d'un *« dialogue pan-national »* pour garantir les intérêts des citoyens du Sud-Est, il conserve toutes ses options. Selon le site Internet Gazeta.ru, *« on peut toujours revenir en arrière, y compris aux scénarios de force »*. Hasard du calendrier, le président russe supervisait jeudi plusieurs tirs de missiles. Le message est clair : la Russie est puissante. Et la mansuétude de son chef, conditionnelle. ■

Un pays divisé… mais qui veut rester uni

L'institut américain Pew Research Center, qui analyse les opinions en Europe de l'Est depuis plus d'une décennie, a mené un sondage en Ukraine et en Russie après l'annexion de la Crimée, le 16 mars – et avant les récents incidents à Odessa. Parmi les 1 659 adultes interrogés dans toute l'Ukraine, 77 % estiment que le pays devrait rester uni, 14 % souhaitant que des régions puissent faire sécession (9 % sans opinion). La majorité en faveur de l'unité du pays atteint même 93 % à l'ouest et 70 % à l'est.
La question de la langue divise davantage : 66 % des Ukrainiens de l'Ouest ne voient pas l'utilité de donner au russe le statut de langue officielle, contre 73 % des habitants de l'Est favorables aux deux langues. Globalement, le gouvernement intérimaire de Kiev bénéficie d'un taux d'approbation de 41 %, mais d'à peine 21 % à l'est. De même, 59 % à l'ouest croient à l'impartialité de la présidentielle du 25 mai, contre seulement 27 % à l'est.
L'influence de la Russie est jugée négative par 67 % des Ukrainiens – et, même à l'est, ils ne sont que 41 % à la juger positive. Le rôle de l'Europe est jugé favorablement à 45 %, celui des États-Unis à seulement 38 %.
En Russie, où le Pew Research Center a interrogé 1 000 personnes dans huit régions, la donne est plus nette : 83 % des Russes font confiance à Vladimir Poutine pour gérer les affaires extérieures et 92 % voient leur pays sous un jour favorable.
En revanche, les opinions positives de l'UE sont tombées de 64 % en 2011 à 39 %, celles des États-Unis de 51 % à 23 %. En Crimée, également couverte par le sondage, la question de l'annexion par la Russie semble close : 91 % estiment que le référendum du 16 mars était libre et équitable, et 88 % estiment que Kiev devrait entériner son résultat. PH. G.



Vallini : « 12 à 25 milliards de gain grâce à la réforme territoriale »

PROPOS RECUEILLIS PAR
ANNE ROVAN ET ALBERT ZENNOU
@AnneRovan @AlbertZennou

André Vallini est secrétaire d'État à la Réforme territoriale.

LE FIGARO. – François Hollande veut accélérer la mise en œuvre de la réforme territoriale. Pourquoi ?
André VALLINI. – Le calendrier qui prévoyait la fusion des régions en 2016 en deux étapes, le regroupement des intercommunalités en 2018 et la suppression des conseils généraux en 2021 présentait le risque de voir la réforme s'enliser. Ce type de réforme, si on ne la fait pas en bloc et rapidement, on ne la fait jamais. Nous avons estimé qu'il fallait aller plus vite.

Quitte à s'exposer à un procès en « tripatouillage électoral » ?
C'est un faux procès et les postures politiciennes de certains dirigeants de l'UMP sont très différentes de ce que me disent la plupart des parlementaires. Organiser des élections en 2015 dans des régions et des départements appelés à changer un ou deux ans plus tard serait non seulement illogique pour les candidats, quels que soient leurs partis, mais aussi douteux sur le plan démocratique.

Y aura-t-il des élections départementales en 2016 ?
Le président va consulter les partis. Des conclusions en seront tirées sur le contenu de la réforme, dont évidemment la date des élections.

La droite réclame un référendum. Qu'en pensez-vous ?
On sait depuis longtemps que les Français ne répondent pas toujours à la question posée. En plus, ceux qui veulent que rien ne change se mobilisent beaucoup plus que ceux pour qui le changement est tellement évident qu'ils ne jugent pas toujours utile de se déplacer !

La réforme territoriale ne doit-elle pas s'accompagner d'une réforme de l'État ?
François Hollande insiste souvent sur le fait qu'il faut réformer à la fois l'organisation territoriale et celle de l'État : supprimer les doublons, raccourcir les circuits de décision, simplifier les démarches, rationaliser la présence et la qualité des services sur les territoires. Ce qui n'empêche pas, comme le rappellent toujours Manuel Valls et Bernard Cazeneuve, que la présence des préfets dans les départements sera toujours garante du rôle de l'État. La réforme n'isolera pas les territoires.

Certains redoutent les effets de la réforme sur les territoires isolés. Que leur répondez-vous ?
Je les rassure toujours en leur disant qu'aucun territoire ne sera oublié ou abandonné. D'abord par l'État et ses dotations que nous allons rendre plus équitables. Ensuite grâce aux mécanismes de péréquation que nous ferons jouer entre les territoires favorisés et ceux qui sont en difficulté. Enfin, grâce à une réforme de la fiscalité locale sur laquelle Marylise Lebranchu et moi travaillons avec Michel Sapin et Christian Eckert.



André Vallini, mercredi, dans son bureau. « *Le vrai clivage passe en fait entre les conservateurs et les réformateurs.* » CLÉMENT MAHOUDEAU POUR LE FIGARO

Les parlementaires pourraient-ils être appelés à voter une révision constitutionnelle ?
Si notre réforme nécessite une révision constitutionnelle, ce qui n'est pas encore certain, pourquoi pas ? De nombreux centristes disent leur intérêt pour nos projets. Quant à l'UMP qui réclame sans cesse des réformes structurelles, elle serait alors au pied du mur et il lui serait bien difficile d'expliquer qu'elle s'oppose à un changement que les Français attendent.

La gauche est également très partagée et certains grands élus sont très critiques. Comment convaincre les récalcitrants ?
Il y a, c'est vrai, quelques résistances à gauche et le vrai clivage sur ce sujet passe en fait entre les conservateurs et les réformateurs. Dans chaque camp ! Quant aux présidents de région, ils attendent cette réforme qui va doter enfin la France de grandes régions puissantes et attractives, notamment à l'international.

Quel est le calendrier de la réforme ?
Si nous voulons que les élections puissent se tenir en 2016, il faut que la réforme soit votée dans l'année qui vient. Ce qui nous oblige à aller vite. Et tant mieux, car, je le répète, si on prend trop de temps, le risque est grand de ne rien faire. Edgar Faure déjà avait raison de craindre les forces de l'immobilisme lorsqu'elles se mettent en marche…

Quelles économies en attendez-vous ?
Le budget des collectivités locales représente au total 250 milliards d'euros. Les meilleurs spécialistes pensent qu'en tablant sur des économies d'échelle et des suppressions de doublons qui pourraient à terme représenter de 5 % à 10 %, on arrive à un gain annuel de 12 à 25 milliards d'euros à moyen terme. Ce qui est beaucoup. Sans parler des gains de temps et d'efficacité qui sont difficilement quantifiables mais sans doute très importants. ■

Hollande dramatise l'enjeu des élections européennes

Le président demande aux Français de résister à la tentation du vote extrême.

FRANÇOIS-XAVIER BOURMAUD
@fxbourmaud

ÉLYSÉE À trois semaines des élections européennes, le président de la République a publié dans *Le Monde* une tribune pour inciter les Français à ne pas céder à la tentation du vote extrême à l'occasion de ce scrutin. « *Sortir de l'Europe, c'est sortir de l'Histoire* », prévient-il.

« *À la faveur de la crise économique, dans plusieurs pays et en France même, des forces cherchent à la défaire en spéculant sur la déception, en misant sur le découragement, en exhumant les peurs. En désignant l'étranger comme un bouc émissaire. En misant sur la discorde religieuse. En opposant les identités nationales à l'engagement européen* », constate François Hollande, en reconnaissant toutefois que « *ces manœuvres pernicieuses prospèrent sur un terreau fertile* ». Celui d'une déception croissante à l'égard de l'Europe qui ne parvient plus à montrer ce qu'elle apporte aux citoyens.

Publiée le 8 mai, jour anniversaire de la victoire des alliés sur les nazis, la tribune du chef de l'État en appelle à l'Histoire et rappelle « *l'avertissement solennel de François Mitterrand, dans son dernier discours devant le Parlement européen : "le nationalisme, c'est la guerre !"* ».

Symbole du rejet croissant que suscite l'Europe, la monnaie unique est devenue la cible de nombreux discours, à commencer par celui du Front national. Sans jamais citer le parti de Marine Le Pen, François Hollande dénonce la proposition de sortir de l'euro. « *C'est plus qu'une illusion, c'est un piège. Celui du déclin national* », assure-t-il.

Le 25 mai prochain, « *il s'agit, ni plus ni moins, de décider du sort de notre continent, de son rôle dans le monde, du modèle de société que nous voulons promouvoir* », martèle François Hollande. Au-delà de l'avenir de l'Europe, le scrutin européen comporte aussi un risque personnel pour le chef de l'État. Celui d'encaisser en moins de deux mois un deuxième revers électoral majeur après celui des municipales. « *Il joue beaucoup plus qu'il ne le croit sur le score du PS*, prévient un visiteur du soir du président. *Si le scrutin est vraiment très mauvais, ce ne sera pas simplement un mauvais dimanche à passer, ce sera un pas en avant dans la marche à la crise.* » ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD @gtabard

Une figure imposée plus qu'un engagement passionné

D'abord réparer un oubli. Ou du moins corriger une maladresse. Mardi, sur BFMTV et RMC, François Hollande n'avait pas prononcé le nom de l'Europe. Cela avait surpris. Comment convaincre les Français de l'importance des questions européennes quand le président de la République ne pense même pas à les évoquer ? Et difficile d'arguer qu'il avait prévu d'en parler plus tard. Si l'Europe est une priorité, elle ne peut être cantonnée à une tribune d'un jour.

Avant ce 8 mai, un seul occupant de l'Élysée avait tenté d'expliquer les enjeux de la construction européenne : Valéry Giscard d'Estaing, dans un entretien au *Point*, témoignant, à 88 ans, d'une intelligence et d'une pédagogie inégalées. Un autre s'apprête à le faire aussi : Nicolas Sarkozy. Tous ses amis préparent le terrain pour une intervention de l'ancien président qui, du traité institutionnel de Lisbonne à la crise en Géorgie, de la présidence française à la crise de l'euro, a prouvé en la matière les bienfaits du volontarisme. Connaissant les talents de communication de son prédécesseur, François Hollande ne pouvait pas rester muet au moment où l'Europe va servir de prétexte à Sarkozy pour faire un pas de plus vers la revanche de 2012. Il fallait le prendre de vitesse.

Hollande enfin a un devoir civique autant que militant de mobiliser pour un scrutin qui risque de ne déplacer qu'un tiers des électeurs. Nicolas Sarkozy l'avait fait en 2009, avec une tribune cosignée avec Angela Merkel dans le JDD et *Die Welt*. François Hollande le fait en 2014 avec cette tribune dans *Le Monde*, précédant un déplacement chez la chancelière allemande, sur les bords de la mer Baltique. La date du 8 mai est bien choisie pour reprendre le sempiternel plaidoyer en faveur d'une Europe symbole de la paix.

L'argumentaire est-il bien adapté ? En dépit de sa longueur, la tribune présidentielle a davantage des airs de figure imposée que de plaidoyer passionné. Hollande a beau citer la phrase de Mitterrand sur les méfaits du nationalisme – une phrase également citée deux jours plus tôt par Alain Juppé –, l'exercice tourne court. Le chef de l'État reconnaît que « *l'Union déçoit* » mais n'entre dans le fond d'aucune des critiques dont elle fait l'objet, hormis une défense appuyée de l'euro. Il met en garde contre les populismes mais ne définit pas les contours concrets de « *l'Europe du progrès* » dont il rêve.

Hollande a beau avoir été disciple de Jacques Delors, l'engagement européen est pour lui plus un constat qu'un combat. Sa présidence n'est à ce jour marquée sur ce terrain par aucune réussite évidente, aucune initiative percutante, aucune proposition originale. Sur l'Europe aussi, Hollande est finalement plus chiraquien que mitterrandien. ■

» Retrouvez Guillaume Tabard tous les matins à 8h10 sur Radio Classique

> Sur l'Europe aussi, Hollande est finalement plus chiraquien que mitterrandien

JOURNAL
Des élections ★ Européennes 2014

ÇA S'EST PASSÉ HIER
Le PS préfère Schulz face à Le Pen

Martin Schulz, candidat des sociaux-démocrates à la présidence de la Commission européenne, a été proposé jeudi par le Parti socialiste français pour remplacer Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS dans un débat télévisé sur France 2.

Marine Le Pen y voit un « *aveu symptomatique et ravageur* ». « *Si le PS cherche à descendre sous les 15 % aux élections européennes, qu'il continue !* », ironise la présidente du Front national. « *Que les socialistes se planquent derrière Martin Schulz*, accuse-t-elle, *pour essayer d'échapper à ce débat, est une lâcheté, une reddition qui n'échappera pas aux Français.* »

Le PS dénonce une « *rupture d'égalité de traitement avec les candidats des autres listes des euro-régions* ». Il estime que « *la présence à une heure de grande écoute de Marine Le Pen, présidente du Front national, et de Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Front de gauche, tous deux têtes de liste, pose ce problème d'égalité* » et considère qu'un tel débat entre leaders nationaux « *va ramener inévitablement une émission dont l'enjeu doit être l'élection européenne à une dimension nationale* ». ■ E. G.

62 %
des Européens
ne s'intéressent pas aux élections européennes. L'enquête, menée auprès de 9 000 personnes vivant dans douze pays de l'Union européenne par l'institut Ipsos-Mori, révèle que seuls 35 % des répondants affirment qu'ils sont certains de se rendre aux urnes.



> La vieille rengaine consistant à nous faire croire que la fin de l'Union européenne serait synonyme de guerre sur le continent ne fonctionne plus
> NICOLAS DUPONT-AIGNAN, PRÉSIDENT DE DEBOUT LA RÉPUBLIQUE

SANDRINE ROUDEIX / LE FIGARO MAGAZINE

Mobilisation générale contre Boko Haram

Les appels se multiplient pour obtenir la libération des 200 fillettes enlevées par le groupe islamiste au Nigeria.

AFRIQUE De Washington à Paris en passant par Londres et le Vatican, la mobilisation internationale se poursuit pour arracher la libération des 200 lycéennes enlevées, il y a près d'un mois, par les islamistes de Boko Haram au Nigeria.

Outre-Atlantique, Barack Obama a dénoncé jeudi *« les pulsions humaines les plus noires »* qui ont pu pousser les terroristes à agir de la sorte. *« Il suffit de lire les titres de la presse aujourd'hui : la Syrie dévastée, les meurtres et les enlèvements au Nigeria, les conflits religieux et tribaux, pour constater que nous ne sommes pas venus à bout des pulsions humaines les plus noires »*, a déclaré le président américain à l'occasion de la remise du prix de la Fondation pour la mémoire de la Shoah. La veille déjà, Barack Obama avait dénoncé *« une situation révoltante »* et souhaité *« une mobilisation internationale »* contre Boko Haram, secte islamiste classée comme terroriste par les États-Unis, *« l'une des pires organisations terroristes »*, selon le locataire de la Maison-Blanche.

De son côté, Michelle Obama, son épouse, a manifesté sa solidarité en envoyant un message signé de sa main sur Twitter : *« Nous prions pour les Nigérianes disparues et leurs familles. Rendez-nous nos filles »*, lit-on sur le texte signé *« mo »*. Comme Londres et Paris, les États-Unis ont dépêché une équipe d'experts pour tenter de retrouver les lycéennes otages.

Depuis son exil londonien, Malala Yousafzai, cette jeune militante pakistanaise de 16 ans qui a survécu à une tentative d'assassinat des talibans en 2012, a déclaré que les filles enlevées étaient ses *« sœurs »*. *« Quand j'ai appris que des filles avaient été enlevées au Nigeria, j'ai été très triste, et j'ai pensé que mes sœurs* (nigérianes) *étaient en prison et qu'il fallait que je parle d'elles »*, s'est émue sur CNN la lauréate du prix Sakharov pour les droits de l'homme. Le Vatican a également lancé un appel à leur libération, exprimant sa *« compassion »* et son *« horreur »*.



Des Sud-Africaines manifestent pour réclamer le retour des jeunes Nigérianes enlevées, jeudi à Johannesburg. BEN CURTIS/AP

« C'est effroyable », s'est indigné de son côté Jean-Yves Le Drian. *« Il importe que la communauté internationale apporte son aide »*, a déclaré le ministre de la Défense sur BFMTV et RMC. *« Nous allons apporter notre assistance pour aider les services nigérians à repérer l'endroit où peuvent être ces jeunes filles, on a les moyens qu'il faut pour ça, et éventuellement aider à les rapatrier »*, a ajouté Le Drian. François Hollande avait demandé à ses ministres de la Défense et des Affaires étrangères de se mobiliser pour aider le Nigeria. Son président, Goodluck Jonathan, a remercié la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis et la Chine de leur proposition d'aide. *« Je crois que l'enlèvement de ces jeunes filles marque le début de la fin du terrorisme dans notre pays »*, a affirmé le président nigérian dans un discours devant le Forum économique pour l'Afrique, qui se tenait à Abuja, la capitale nigériane. Ses participants ont observé une minute de silence en soutien aux familles des lycéennes capturées.

> « Nous ne sommes pas venus à bout des pulsions humaines les plus noires »
> BARACK OBAMA

Les propos du numéro un nigérian font écho à ceux qu'a prononcés cette semaine Barack Obama sur la chaîne américaine ABC. Selon Obama, cet enlèvement de masse *« pourrait être l'événement qui aide à mobiliser la communauté internationale toute entière afin de faire quelque chose contre une organisation aussi abjecte, qui a perpétré un crime affreux »*. ■ **G. M.** *(AVEC AFP)*

Après Serval, la France redéploie son dispositif au Sahel

Un huitième soldat français engagé dans l'opération militaire au Mali a été tué jeudi, près de Tessalit, par un engin explosif.

ALAIN BARLUET @abarluet

DÉFENSE La mort, dans la nuit de mercredi à jeudi, d'un huitième soldat français engagé dans l'opération Serval, est venue rappeler que la guerre se poursuit au Mali. Âgé de 26 ans, Marcel Kalafut, sergent du 2e régiment étranger de parachutisme de Calvi, a été tué par l'explosion d'un engin explosif improvisé (EEI) à une vingtaine de kilomètres de Tessalit, dans le massif du Tigharghar, situé dans le nord-est du pays.

Deux autres soldats français qui circulaient à bord du même véhicule blindé léger ont été blessés. En marge des cérémonies du 8 Mai, François Hollande et Jean-Yves Le Drian ont salué la mémoire du légionnaire tué, soulignant que la lutte contre les groupes terroristes armés se poursuivrait, mais sous une autre forme.

Le ministre de la Défense a confirmé en effet qu'une page se tournait au Mali : l'opération Serval *« est en train de se terminer dans sa phase de guerre frontale contre les groupes djihadistes »*, a-t-il indiqué sur BFMTV. *« Une autre phase s'ouvre »*, a précisé le ministre, celle de la réorganisation du dispositif militaire français, *« pour avoir une conception régionale du contre-terrorisme »*.

Dans son entourage, on explique que le *« relais sécuritaire »* est désormais pris par les forces des Nations unies (6 500) et celles du Mali, avec lesquelles des opérations sont régulièrement menées contre des éléments terroristes souvent débusqués par les drones. À la fin du mois de mai, ce processus lancé au début de l'année verra un dispositif régional, couvrant l'ensemble de la bande sahélo-saharienne, succéder à Serval, jusqu'à présent axé sur Bamako.

Des pôles spécialisés

À cette date, le commandement « basculera » vers Ndjaména, au Tchad, qui se trouvera au centre d'un maillage sécuritaire comprenant plusieurs pôles spécialisés : Gao, au Mali (opérations), Niamey, au Niger (drones), Ouagadougou, au Burkina-Faso (forces spéciales). Des postes avancés sont prévus au Tchad et au Niger, l'ensemble étant appuyé par les bases prépositionnées en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Sénégal et à Djibouti. Mille hommes resteront dans le nord du Mali, *« sur la durée, à Gao essentiellement »*. Au plus fort de l'opération Serval, au printemps 2013, quelque 5 000 soldats français étaient sur le terrain.

L'ensemble du nouveau dispositif, peaufiné lors d'une récente rencontre entre le chef d'état-major des armées, le général Pierre de Villiers, et ses homologues de la région, comprendra 3 000 militaires français. Ils resteront *« le temps qu'il faudra »*, sans *« date limite »*, dans cette *« zone de dangers, de trafics en tout genre »*, a souligné Jean-Yves Le Drian, qui retournera au Sahel à la fin du mois. Le Nigeria n'en fait pas partie. *« La menace n'y a rien à voir avec celle du Sahel qui est une base pour frapper l'Europe »*, explique une bonne source. Des capacités françaises devraient néanmoins être sollicitées par Lagos pour aider à retrouver les 200 adolescentes enlevées par la secte islamiste Boko Haram.

Dans ce contexte, certains s'alarment à Paris de possibles amputations budgétaires dans le cadre du plan d'économies de 50 milliards d'euros prévu par le gouvernement. *« Ces velléités existent. Il est indispensable de respecter la loi de programmation militaire* (190 milliards d'euros sur la période 2014-2019, NDLR) *»*, prévient une source proche du dossier. ■

Le Calcio à nouveau victime de ses ultras

Après qu'un supporteur a été grièvement blessé par balles lors de la finale de la Coupe d'Italie Naples-Fiorentina, le premier ministre, Matteo Renzi, se dit résolu à durcir la législation sur les tifosi.

RICHARD HEUZÉ rheuze@lefigaro.fr
ROME

SÉCURITÉ Les violences du Calcio suscitent une fois de plus l'indignation générale en Italie. Un jeune supporteur napolitain se trouve depuis samedi soir dans un état critique à la suite d'affrontements entre ultras au Stadio Olimpico de Rome. Le club du Napoli affrontait la Fiorentina en finale de Coupe d'Italie. L'affiche était prometteuse. Matteo Renzi, le premier ministre, originaire de Florence, avait pris place dans la tribune d'honneur avec son second fils, Emmanuele, 11 ans. Le président du Sénat, Pietro Grasso, était aussi présent, ainsi que de nombreuses autorités du sport et de l'industrie.

Dehors, les supporteurs napolitains sont pris à partie par des ultras de la Roma, principal club de la capitale. Une haine ancestrale divise les deux clubs. Au plus fort de la mêlée, un « romaniste » cumulant plusieurs condamnations pour violence dégaine un 7.65 et tire six balles. Ciro Esposito, 29 ans, s'effondre, touché à la colonne vertébrale. S'il s'en sort, il risque la paralysie à vie.

Dans le stade, l'émotion court dans le virage réservé aux supporteurs du Napoli. Deux cents ultras se réclamant des Mastiffs, les plus durs, occupent le centre des gradins. Leur leader, Gennaro De Tommaso, « Genny'a Carogna » (Genny la charogne), plusieurs fois interdit de stade pour incitation à la violence, et dont un frère est camorriste, grimpe en haut du grillage barrant l'accès au terrain pour discuter avec des joueurs et des responsables du club. Impérieux et autoritaire, De Tommaso dicte ses ordres aux dirigeants sportifs pour permettre le déroulement du match. Stupeur générale : il porte un tee-shirt appelant à libérer Antonino Speziale, un malfrat sicilien emprisonné pour le meurtre d'un policier le 2 février 2007 à Catane, lors d'un derby local. Vive émotion de la veuve du policier tué en voyant le match à la télévision : elle accusera l'État de *« s'être montré impuissant »*. Le chef de l'État, Giorgio Napolitano, et Matteo Renzi l'ont appelée pour lui manifester leur solidarité, tandis que le ministre de l'Intérieur, Angelino Alfano, a assuré qu'*« aucune tractation »* n'avait eu lieu avec le chef ultra. Quant au préfet de la capitale, il l'a interdit de stade pendant cinq ans.



Le premier ministre italien, Matteo Renzi, au Stadio Olimpico de Rome avant le coup d'envoi de la finale de la Coupe d'Italie, le 3 mai dernier. GIAMPIERO SPOSITO/REUTERS

Coût élevé pour le contribuable

Ce nouvel incident montre que les violences sont loin d'avoir pris fin dans les stades italiens et que le Calcio continue d'être mis en coupe réglée par les ultras. La police recense 300 groupes capables de mobiliser 60 000 supporteurs. Une dizaine de chefs de bande collectionnent de lourdes condamnations. Les incidents ne diminuent pas malgré la mobilisation de 6 000 agents tous les week-ends, pour un coût de 45 millions d'euros par an aux frais du contribuable, les clubs n'étant tenus à aucune indemnité.

Matteo Renzi est fermement résolu à faire en sorte que les choses changent, mais une fois fini le championnat et les européennes passées, pour éviter que le Calcio ne devienne un thème de campagne. Il promet de faire adopter en conseil des ministres, d'ici juillet, une législation très dure envers les casseurs, qui pourrait aller jusqu'à l'exclusion à vie des stades et contraignant les clubs à mettre la main au portefeuille pour garantir la sécurité des spectateurs : *« Il faut rompre le cycle de la violence et faire en sorte que les familles puissent revenir au stade »*, dit-il. ■

EN BREF

Les rebelles pulvérisent l'hôtel Carlton à Alep
Les rebelles ont fait exploser jeudi le célèbre hôtel Carlton à Alep, faisant au moins 14 morts parmi les soldats et les miliciens prorégime qui occupent l'établissement depuis le début du conflit en Syrie. À Homs, les forces syriennes ont par ailleurs pris jeudi le contrôle total de la ville, après l'évacuation des derniers rebelles dans le cadre d'un accord passé avec le régime de Bachar el-Assad.

Soudan du Sud : des crimes contre l'humanité commis
Des crimes contre l'humanité ont vraisemblablement été commis au Soudan du Sud, ensanglanté depuis mi-décembre par un conflit accompagné de massacres et d'exactions contre les civils, perpétrés sur des bases ethniques, estime la Mission de l'ONU dans le pays (Minuss) dans un rapport.

Centrafrique : 13 morts dans des affrontements
Treize personnes, dont deux civils, ont été tuées dans des affrontements entre ex-rebelles Séléka, majoritairement musulmans, et milices chrétiennes Anti-Balaka à Kaga Bandoro, à 300 km au nord de Bangui, selon la Force africaine Misca.

Le tennis mis en accusation après l'affaire Geddes

La Fédération française doit se porter partie civile contre l'entraîneur accusé de viol, selon l'ex-championne Isabelle Demongeot.

DELPHINE DE MALLEVOÜE

JUSTICE Au lendemain du choc causé dans le monde sportif par l'incarcération de l'entraîneur de tennis du Sporting Club de Levallois Andrew Geddes, suspecté de viols sur mineures de 1999 à 2005, les hautes instances du tennis, et notamment la Fédération française (FFT), sont attendues au tournant.

Aujourd'hui, alors que le club de Sarcelles où Geddes travaillait lors des faits a annoncé qu'il se constituerait partie civile, Isabelle Demongeot, victime très médiatique de l'affaire Camaret – cet entraîneur condamné en février à 10 ans de prison pour des viols répétés sur ses élèves mineures de 1980 à 1990 – a lancé une supplique : « *Il faut que les plus hautes instances du tennis, notamment la FFT et les présidents de ligue, se portent parties civiles afin de montrer aux victimes qu'ils sont totalement derrière elles et d'inciter d'autres jeunes filles éventuellement abusées à parler* », a martelé l'ex-numéro 2 française. D'autres voix invoquent la nécessité de mesures ministérielles pour lutter contre ces dérives dans le monde du sport. Le « *plan d'action* » préventif en pratique depuis 2008 à la FFT laisse en effet à désirer : quoique licenciés, les éducateurs qui ne sont pas liés par contrat à la FFT ou à l'une de ses ligues mais à un club ne seraient pas concernés.

Un phénomène « d'emprise »

Évoquant un phénomène « *d'emprise* » que peuvent subir des jeunes filles vis-à-vis de leur entraîneur, Isabelle Demongeot insiste : « *Il faut que des champions s'emparent de ce sujet encore très tabou et s'expriment à voix haute.* »

La FFT est d'autant plus visée qu'elle avait brillé par son silence lors de la retentissante affaire Régis de Camaret. Elle ne s'était alors pas portée partie civile au procès. Elle n'avait pas non plus remis en cause la licence de Camaret, pas plus lors des suspicions que durant l'affaire. Elle lui avait même remis un diplôme de juge arbitre début 2012, l'année de son premier procès. Vivement critiquée pour sa discrétion, la FFT avait fait valoir que son autorité n'était pas en jeu quand certaines victimes lui avaient « *fait remonter les faits* » puisque le club où sévissait Camaret, à Saint-Tropez, était privé – un peu comme aujourd'hui Geddes est sous contrat avec le club de Levallois et non avec la fédération. Ce n'est qu'une fois le verdict tombé, en première instance, où Camaret avait été condamné à 8 ans ferme (novembre 2012), que la FFT était sortie du bois, avec force indignation... ■

Affaire Morelle : l'Igas demande à Hollande une enquête

Les inspecteurs ont écrit mercredi au chef de l'État pour exiger une procédure administrative visant son ancien conseiller.

ANNE JOUAN ajouan@lefigaro.fr

JUSTICE Mercredi 7 mai, vers midi, le secrétaire général de la présidence de la République, Jean-Pierre Jouyet, a reçu selon nos informations un e-mail destiné à François Hollande. Fait rarissime, les membres de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) demandent au président de la République de diligenter une enquête administrative concernant l'un des leurs, en l'occurrence l'ancien conseiller politique du président, Aquilino Morelle.

Le 18 avril dernier, cet énarque, médecin, entré à l'Igas au début des années 1990, démissionnait de ses fonctions. La veille, Mediapart accusait le conseiller de l'Élysée d'avoir travaillé pour un laboratoire pharmaceutique, le danois Lundbeck. Ce dernier lui aurait versé 12 500 euros en 2007. Soit un acte susceptible de constituer une prise illégale d'intérêts. Le jour même de sa démission, le parquet financier ouvrait une enquête préliminaire pour ces motifs.

Si les inspecteurs de l'Igas, via leur syndicat indépendant, le Smigas, ont pris la plume, c'est parce que les autorités n'ont pas, d'elles-mêmes, décidé de l'ouverture d'une enquête administrative. Certes, les ministres de tutelle (Marisol Touraine, François Rebsamen) auraient pu saisir l'Igas, mais, dans le cas d'Aquilino Morelle, le feu vert de l'Élysée leur était nécessaire...

C'est donc après moult échanges en interne que la décision a été prise de s'adresser directement au chef de l'État. Le courrier explique en substance qu'il est nécessaire de « *protéger* » le principal mis en cause, Aquilino Morelle, en lui donnant les moyens de se défendre, une enquête administrative étant menée à charge et à décharge. Autre point important pour les auteurs de la lettre : « *donner le signal que les hauts fonctionnaires ne sont pas intouchables* », comme le confie l'un d'entre eux. « *Il est nécessaire de tirer les conséquences individuelles et collectives de l'histoire Morelle,* ajoute un autre. *Or l'enquête judiciaire ne suffira pas pour cela, en interne.* » Actuellement, les statuts de l'Igas sont en cours de modification et certains réclament notamment la création d'un comité de déontologie.

Dans le grand immeuble design de l'Igas, quai André-Citroën dans le XVe arrondissement parisien (situé à deux pas de l'ancien domicile du chef de l'État de la rue Cauchy), l'ambiance est généralement feutrée. C'est donc peu dire que « l'affaire Morelle » a agité en interne. « *Morelle ne peut pas revenir travailler ici comme si de rien n'était* », observe une inspectrice. Un autre estime que « *la réputation du service est atteinte* ». Contacté par *Le Figaro*, Pierre Aballea, président du Smigas, explique : « *La majorité des inspecteurs souhaite l'ouverture d'une enquête administrative. Une fois les faits établis, nous verrons alors s'il y a lieu d'ouvrir ou non une procédure disciplinaire* », ajoute-t-il. « *Il n'appartient pas à la présidence de la République de prendre l'initiative d'une telle enquête mais au chef de service de l'Igas* » rétorque-t-on toutefois à l'Élysée.

> « Il ne peut pas revenir travailler ici comme si de rien n'était »
> UNE INSPECTRICE DE L'IGAS

Aquilino Morelle est « *actuellement en congé* », comme nous l'a confié un membre de l'Inspection. À l'Igas, son salaire se situe entre 80 000 et 100 000 euros nets par an. Sollicité à plusieurs reprises, l'ancien conseiller n'a pas donné suite à nos appels. De mémoire d'inspecteur, les enquêtes administratives concernant l'un des leurs sont très rares à l'Igas. Tout juste se souvient-on d'un cas, il y a une dizaine d'années, mais l'intéressé avait finalement démissionné avant. Une telle enquête, si elle avait lieu, pourrait être confiée au Conseil d'État.



Aquilino Morelle *(ici en 2012 à Aubervilliers)* est déjà sous le coup d'une enquête préliminaire du parquet financier pour prise illégale d'intérêts. F. BOUCHON/LE FIGARO

Créée en 1967, l'Igas est un grand corps de l'État. Elle est notamment chargée de veiller à la mise en œuvre des politiques publiques mais aussi de contrôler les associations faisant appel à la générosité publique. Elle regroupe aujourd'hui environ 180 inspecteurs dont une centaine sont détachés dans la haute administration (Élysée, Matignon, cabinets ministériels) ou dans des grandes entreprises privées. Les inspecteurs sont nommés par décret du président de la République après avoir été choisis par les ministres de tutelle. François Chérèque, l'ancien patron de la CFDT, ou Fadela Amara comptent parmi ses membres. Dominique Voynet y a été nommée. Trois jours avant la démission d'Aquilino Morelle. ■

Laurence Engel, épouse d'Aquilino Morelle, quitte la Culture

La semaine prochaine, Laurence Engel, actuelle directrice de cabinet d'Aurélie Filippetti au ministère de la Culture, devrait quitter ses fonctions. Laurence Engel est l'épouse de l'ancien conseiller politique du président de la République, Aquilino Morelle. Selon *Les Échos*, elle retrouverait son corps d'origine, en l'occurrence la Cour des comptes, où elle a débuté sa carrière après sa sortie de l'ENA, en 1992. Après Normale sup et Sciences Po, elle intègre l'ENA au début des années 1990 où elle rencontre Aquilino Morelle (promotion Condorcet). En 1998, après avoir été secrétaire général adjoint de l'Institut des hautes études sur la justice, Laurence Engel devient directrice de cabinet de Jérôme Clément, le président de la Cinquième, la future Arte. En 2000, elle intègre le cabinet de Catherine Tasca, ministre de la Culture. En 2003, elle est nommée conseillère pour la Culture de Bertrand Delanoë à la mairie de Paris. Quand ce dernier sera réélu en 2008, elle deviendra, jusqu'en mai 2012, directrice des Affaires culturelles de la ville. Le ministère de la Culture et de la Communication s'est refusé à confirmer son départ.

A. J

ZOOM

Un voyage du Pape en janvier au Sri Lanka

Le pape François devrait se rendre en janvier prochain au Sri Lanka et poursuivre son voyage par les Philippines, premier pays catholique d'Asie, a-t-on appris jeudi de sources informées au Vatican. « *On parle depuis quelque temps de ce voyage. Il est à l'étude* », a déclaré un porte-parole. Alors qu'il ne prévoit pas de se rendre sur son continent d'origine, l'Amérique latine, avant 2016, Jorge Mario Bergoglio estime plus important d'aller en Asie, où les catholiques ne sont qu'une petite minorité de 3,2 %, mais avec des Églises parfois en pleine croissance.

EN BREF

Un Eurostar bloqué trois heures après une collision avec un cerf

Un train Eurostar reliant Londres à Paris avec 450 passagers à bord est resté bloqué près de trois heures en pleine voie dans la nuit de mercredi à jeudi, en France près de Lille, après avoir percuté un cerf. Les passagers sont arrivés à Paris à 4 h 30, avec un retard de cinq heures, après avoir changé de train à Lille pendant la nuit.

Meurtre d'une femme en 2007 : l'État condamné

L'État a été condamné mercredi pour dysfonctionnement du service public de la justice dans le cadre du meurtre à Claye-Souilly (Seine-et-Marne), en mars 2007, d'une jeune femme qui s'était plainte à plusieurs reprises de son futur meurtrier sans que la gendarmerie intervienne.

OSP PUBLICATIONS JUDICIAIRES
01.49.04.01.85 - annonces@osp.fr

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE
DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt du Pôle 6 - Ch.1 de la Cour d'appel de PARIS du 11 FEVRIER 2014,
la Société EASYJET AIRLINE COMPANY LIMITED (IMMATRICULEE EN ANGLETERRE SS LE NUMERO CARDIFF 3034606)
sis au : Hangar 89 - London Luton Airport Luton, BEDFORDSHIRE, LU2 9 PF ROYAUME-UNI a été condamnée à la peine de 50 000 euros d'amende pour :
-DISCRIMINATION A RAISON D'UN HANDICAP - OFFRE OU FOURNITURE D'UN BIEN OU D'UN SERVICE, le 21.03.2010, à Paris, infraction prévue par les articles 225-2 1°, 4°, 225-1 du Code pénal et réprimée par les articles 225-2 AL.1, 225-19 1°, 2°, 3°, 4°, 6° du Code pénal.
La cour a, en outre ordonné, aux frais de la société condamnée :
La publication de cet arrêt, par extrait, dans : Le Monde et Le Figaro.
Pour extrait conforme délivré à Monsieur le procureur général sur sa réquisition.

HVMC
HÔTEL DES VENTES DE MONTE-CARLO
Monte-Carlo Auction House
Chantal Beauvois et Franck Baille
DEPUIS 20 ANS,
L'EXPERT
CHANTAL BEAUVOIS
PRÉPARE
LES VENTES AUX ENCHÈRES D'ÉTÉ
BIJOUX ET MONTRES
À MONTE-CARLO
Estimation
100 000 /
120 000 €
Collier de perles fines
Adjugé : 435 000 €
Diamant 19,96 cts, GIA : Fancy Intense Yellow pureté VVS2
Contacts Experts :
• Paris :
01 53 04 90 74
abeauvois@hvmc.com
• Aix-en-Provence :
04 42 27 26 04
Pour inclure vos bijoux et montres, contactez-nous :
10-12 Quai Antoine 1er - 98000 MONACO
00 377 93 25 88 89 - info@hvmc.com
www.hvmc.com

Loi famille : les nouveaux droits des beaux-parents suscitent l'inquiétude

Un texte crée un « mandat d'éducation quotidienne » pour le tiers « vivant de manière stable avec l'un des parents ».

AGNÈS LECLAIR @AgnesLeclair

FAMILLE Le « beau-parent » est sur le point de se faire une place dans le Code civil. Dans une France aux 720 000 familles recomposées, l'instauration d'un cadre juridique pour ceux qui partagent la vie d'un enfant sans en être le parent ne fait cependant pas consensus. Inutile pour les uns, nocif pour les autres… L'idée d'instaurer un « statut du tiers » pour que les beaux-parents et beaux-enfants ne restent pas des étrangers dans le droit refait cependant régulièrement surface. En 2007, il a été défendu par Nicolas Sarkozy avant la présidentielle. Étudié pour le projet de loi « famille » en 2013, il a été abandonné en catastrophe par le gouvernement Ayrault. La proposition PS-écologiste sur « l'autorité parentale et l'intérêt de l'enfant », votée mardi en commission des lois et examinée par les députés les 19 et 20 mai prochain, le ressort des cartons. Dans un climat crispé par des mois d'affrontements autour du mariage pour tous, les auteurs du texte avancent à pas feutrés. Pour accorder une reconnaissance au beau-parent, ils ont misé sur un « mandat d'éducation quotidienne », un outil pratique destiné à l'organisation des familles recomposées. Une version allégée de ce qu'aurait pu être un statut du tiers plus contraignant et qui s'inscrit *« dans la perspective de l'intérêt de l'enfant »* pour dépassionner le débat.

> **« Une manière de dire pour la première fois que les familles recomposées existent »**
> FRANÇOIS DE SINGLY, SOCIOLOGUE

La proposition a beau se vouloir modérée, elle continue d'agacer. À commencer par les députés de l'Entente parlementaire pour la famille et les porte-parole de la Manif pour tous qui craignent un glissement vers *« un modèle familial où le lien social l'emporterait sur le lien biologique »*. Mais que contient ce mandat d'éducation quotidienne ? Il est conçu uniquement pour permettre au *« tiers vivant de manière stable avec l'un des parents d'accomplir les actes usuels de l'autorité parentale »*, défendent les auteurs du texte. Il s'agit, par exemple, de permettre officiellement au beau-parent d'aller chercher un enfant à la sortie de l'école, de l'accompagner chez le pédiatre, de devenir « beau-parent d'élève ».

Le document, rédigé au choix sous seing privé entre particuliers ou devant un notaire, pourrait être établi sans véritable condition de durée de la relation entre le parent et le beau-parent. Mais il serait soumis – c'est le plus important – à l'accord de l'autre parent et révocable à tout moment. À chaque famille de décider du « périmètre » d'action du beau-parent dans la vie de tous les jours. En résumé, le mandat l'autoriserait *« à exercer en droit les responsabilités qu'ils assument déjà »*. Aucun maintien du lien avec ce tiers n'est évoqué et la transmission du patrimoine n'est pas abordée…

« Cela ne sert à rien, s'agace Marie-Luce Lovane, créatrice du Club des marâtres. *Il s'agit de demander l'autorisation par écrit de "papa et maman" pour gérer des actes du quotidien alors que nous le faisons déjà. »* Et de pester contre cette vision bisounours d'une famille où tout le monde serait capable de se mettre autour d'une table pour rédiger un accord sans réactiver des crispations… *« Cela ne va pas révolutionner la vie des familles,* reconnaît Sabine Coulon, fondatrice du site beaux-parents.fr. *Mais le beau-parent est reconnu comme une figure éducative, un interlocuteur légitime. On pourra brandir son mandat comme une attestation. »* Des avocats, comme Me Hélène Poivey-Leclercq, dénoncent à l'inverse une *« usine à gaz »* et soupirent devant cette *« contractualisation effrayante du droit de la famille »*.

« Ce mandat ne retire rien aux parents. Il n'oblige pas l'enfant à garder des liens avec un tiers et n'est pas gravé dans le marbre », salue de son côté l'Unaf (Union nationale des associations familiales), qui juge l'outil *« consensuel »* mais suggère tout de même de le faire viser par un greffier. *« Ce n'est peut-être pas grand-chose juridiquement – la définition de l'autorité parentale n'est pas transformée –, mais c'est décisif en termes de reconnaissance »*, conclut le sociologue François de Singly. *« Ce n'est pas rien, un mandat d'éducation quotidienne,* poursuit-il. *Au fond, "l'éducation" et "le quotidien", c'est l'essence même de la vie de famille. Bien plus que l'autorité parentale… »* Avec son œil de spécialiste de la famille, il voit dans le texte *« une manière de dire pour la première fois que les familles recomposées existent »*. ■



LAURENCE MOULTON/BSIP/MAXPPP

LES AUTRES POINTS CLÉS DE LA LOI

Les « mauvais parents » punis
Pour *« sanctionner plus efficacement »* le non-respect par un parent des prérogatives de l'autre parent, une amende civile de 10 000 euros maximum est mise en place pour le délit de non-représentation d'enfant. Mais aussi, par symétrie, pour punir les parents absents et lutter contre le « syndrome de l'enfant à la fenêtre » qui attend un père ou une mère qui ne vient jamais.

La coparentalité renforcée
Le texte vise à clarifier la notion d'acte important pour l'enfant, acte qui exige un accord exprès de chacun des parents. Ainsi un déménagement et un changement d'école doivent être acceptés par les deux parents.

L'enfant aura deux adresses
Le texte veut mettre fin au « choix binaire entre la résidence alternée ou la résidence au domicile d'un seul des parents ».
Le principe sera désormais d'inscrire l'enfant aux deux adresses et de réfléchir ensuite à la répartition du temps passé chez l'un et chez l'autre.

Le développement de la médiation familiale
Le juge pourra proposer ou obliger un couple en train de se séparer ou demandant une modification d'accord à rencontrer un médiateur. La médiation ne devient cependant pas systématique, même en cas de retour devant le juge.

Fasquelle : « Un instrument redoutable pour déstructurer la famille traditionnelle »

PROPOS RECUEILLIS PAR
STÉPHANE KOVACS skovacs@lefigaro.fr

DÉPUTÉ UMP du Pas-de-Calais, Daniel Fasquelle est membre de l'Entente parlementaire pour la famille et professeur agrégé de droit.

LE FIGARO. – Faut-il reconnaître des droits et devoirs spécifiques aux beaux-parents ?
Daniel FASQUELLE. – La vraie question est de savoir si l'intérêt supérieur de l'enfant est préservé et renforcé. Ce dont on peut sérieusement douter, car les auteurs du texte ont avant tout été attentifs aux désirs des adultes. Avec, pour conséquence, la multiplication de droits concurrents et partagés (droits du beau-parent, droits de parents par résidence alternée…) avec des formules si imprécises et des solutions si peu réfléchies qu'en réalité on va compliquer la vie quotidienne des familles. Le mandat d'éducation quotidienne en est un bon exemple. Conçu pour conforter la place des beaux-parents, il est choquant au plan juridique, car il revient à dire que l'autorité parentale peut faire l'objet d'un contrat. Mais surtout, on n'en voit pas l'utilité pratique. Et des questions ne vont pas manquer de se poser. Par exemple, les professeurs devront-ils demain faire signer les carnets de notes par les deux parents et en plus par le ou les beaux-parents ? En l'absence de « mandat », le tiers pourra-t-il encore accomplir les actes usuels, comme aller chercher l'enfant à l'école ?

Vous parlez de la proposition de loi Apie comme d'un « cheval de Troie pour détruire la famille ». Elle n'a tout de même pas la même portée que le mariage pour tous…
Ce qui est certain, c'est qu'il eût été bien plus judicieux de traiter d'abord des questions comme le statut du beau-parent aujourd'hui et l'adoption demain avant de proposer le mariage de personnes de même sexe. Peut-être aurait-on alors pris conscience que quantité de problèmes soulevés au moment des débats pouvaient être réglés autrement que par la loi Taubira. S'agissant de cette proposition, on ne peut qu'être prudent quand on voit que ceux qui la portent sont partisans de la parenté sociale plutôt que de la parenté biologique, quand ils ne défendent pas la multiparentalité. Or, en accordant des droits nouveaux aux adultes, ce texte pourrait devenir demain un instrument redoutable pour déstructurer la famille traditionnelle. Face aux réactions très fortes des Français, on voit bien que la majorité avance désormais masquée…


Daniel Fasquelle : « *Ceux qui portent cette proposition sont partisans de la parenté sociale plutôt que de la parenté biologique.* »
CH. MORIN/IP3 PRESS/MAXPPP

Vous proposez plusieurs amendements à la proposition de loi Apie…
Avec mes collègues de l'Entente parlementaire, nous allons défendre des amendements pour replacer l'intérêt supérieur de l'enfant au cœur des débats. Nous reprendrons pour ce faire plusieurs articles de la proposition de loi que j'ai déposée en janvier, visant à la protection des enfants et des adolescents. Parmi les dispositions que nous combattrons, il y a la suppression de la présomption d'accord entre les deux parents, pour les actes usuels. Si maman ne veut pas que l'enfant se couche après 20 heures, papa pourra-t-il être condamné civilement si l'enfant se couche à 20 h 30 ? On comprend que non seulement la loi veut remettre en cause, de façon insidieuse, la filiation biologique, mais qu'elle sera également une source permanente de conflits entre adultes, au détriment des enfants… ■



Une simulation retrace 13 milliards d'années d'histoire de l'Univers

De l'après-big bang à aujourd'hui, le projet Illustris reproduit l'apparition et l'évolution d'environ un million de galaxies.



Les supercalculateurs utilisés, dont le français Curie, ont permis de réaliser cette simulation en trois mois. Avec un ordinateur classique, il aurait fallu deux mille ans. ILLUSTRIS COLLABORATION

TRISTAN VEY @veytristan

COSMOLOGIE C'est une recette bien connue des astrophysiciens : prenez une cuillère de matière, une grosse louche d'énergie, arrosez de quelques équations et d'une pincée de paramètres cosmologiques, puis laissez mijoter dans un supercalculateur. Avec beaucoup de savoir-faire et un peu de chance, vous réussirez peut-être à reconstituer l'aspect de l'Univers tel que nous l'observons aujourd'hui, 13,8 milliards d'années après le big bang.

Dans un article publié jeudi dans *Nature*, les chercheurs du projet germano-anglo-américain Illustris présentent la tentative la plus aboutie de tambouille cosmique : une simulation reconstituant la fine évolution d'une belle portion de l'Univers visible (un cube de plus de 300 millions d'années-lumière de côté, soit un cent-millième de tout l'Univers visible !) pendant 13,4 milliards d'années. Avec un ordinateur classique, il aurait fallu deux mille ans pour obtenir un tel film. Les supercalculateurs utilisés (l'un allemand, SuperMUC, l'autre français, Curie) n'ont eu besoin « que » de trois mois.

La modélisation démarre 400 millions d'années après le big bang (vidéos disponibles sur lefigaro.fr). À cette époque reculée, la matière noire, une substance de nature mystérieuse sensible uniquement à la gravité, commence à former de minces filaments. La structure de cette toile primordiale est tirée de la carte du fond diffus cosmologique, la première lumière émise par l'Univers 300 000 ans après le big bang (les petites fluctuations du rayonnement fossile traduisent en effet la présence des premiers grumeaux de matière qui donnent naissance aux filaments).

Dès le début de la simulation, ce réseau (en bleu-violet sur l'image ci-contre) attire la matière noire environnante. Les filaments grossissent, puis se contractent sous l'effet de leur propre poids. Ces phénomènes purement gravitationnels forment des colliers de perles très denses (les points blancs). Ces halos de matière noire attirent la matière ordinaire, essentiellement de l'hydrogène et de l'hélium. En se refroidissant, ces nuages s'effondrent pour former des galaxies (il y en a environ un million dans cette simulation) contenant chacune des milliards d'étoiles. À titre de comparaison, une galaxie comme notre Voie lactée est environ vingt fois moins volumineuse que le halo de matière noire dans lequel elle s'est formée (en masse, il y a environ cinq fois moins de matière ordinaire que de matière noire dans l'Univers).

> « Les modèles classiques semblent bel et bien suffire à expliquer les grandes structures de l'Univers »
> YOHAN DUBOIS, MEMBRE D'UN PROJET FRANÇAIS CONCURRENT, HORIZON

À partir de là, les choses se compliquent. *« La matière noire n'est sensible qu'à la gravité, elle est donc très facile à modéliser et ne représente que 5 % du temps de calcul*, explique Frédéric Bournaud, chercheur au CEA. *En revanche, pour la matière ordinaire, il faut prendre en compte les collisions, la température, le rayonnement et bien d'autres phénomènes physiques. C'est une tâche beaucoup plus complexe. »*

La simulation Illustris intègre plus finement qu'auparavant les explosions d'étoiles (les fameuses supernovæ) ainsi que l'effondrement des gigantesques nuages de gaz dans les trous noirs supermassifs nichés au cœur des galaxies. Ces phénomènes extrêmement énergétiques créent des ondes de choc (les bulles rouges-orange ci-contre) qui dispersent et réchauffent le gaz intergalactique. *« Ce mécanisme permet de réduire le taux de formation d'étoiles*, note Françoise Combes, astronome à l'Observatoire de Paris, spécialiste de la dynamique des galaxies. *Mais leur nombre est encore un peu trop élevé dans ce modèle par rapport à la réalité. »* Conséquence : trop de galaxies, trop massives, qui se forment trop tôt.

Cette simulation parvient néanmoins à former tous les types de galaxies (spirales, elliptiques, irrégulières). *« Les résultats sont magnifiques, ils reproduisent même les teintes des galaxies, les bras des spirales et beaucoup de détails très fins*, s'enthousiasme Yohan Dubois, membre d'un projet français concurrent, Horizon. *La distribution, le nombre et la forme des galaxies se rapprochent de plus en plus des observations. Les modèles classiques semblent bel et bien suffire à expliquer les grandes structures de l'Univers. »*

Les auteurs parviennent ainsi avec leur simulation à construire des images comparables à celles qu'a prises le télescope spatial Hubble. Aux grandes échelles, la concentration en éléments lourds, notamment métalliques, est également compatible avec les observations.

Tous ces résultats très positifs sont à mettre au crédit du code utilisé. Plutôt que de découper l'échantillon d'univers en petit cubes fixes sur lesquels on effectue des calculs, le maillage est « flottant » et suit les déplacements de matière. Chaque maille contient quelques millions de masses solaires de matière ordinaire. *« La grille se déforme en fonction de la densité : plus la concentration en matière est forte, plus elle s'affine »*, explique Yohan Dubois. Cette ruse est un peu plus coûteuse en temps de calcul, mais elle est de toute évidence efficace. ■

Le coronavirus s'installe au Moyen-Orient

Les autorités saoudiennes ne parviennent pas à endiguer l'épidémie de Mers-coV qui a débuté en septembre 2012 dans le pays, causant plus de 500 infections chez l'homme, dont un tiers ont abouti à un décès.



Confronté à l'épidémie de Mers-coV, Riyad déconseille désormais aux populations fragiles de se rendre cette année en pèlerinage à La Mecque. FAYEZ NURELDINE/AFP

DAMIEN MASCRET @dmascret

SANTÉ Quatre nouveaux décès et dix-huit nouvelles contaminations le 8 mai. L'Arabie saoudite déroule chaque jour la sinistre comptabilité du coronavirus, le Mers-coV, apparu dans le pays et au Qatar en septembre 2012, sans doute à partir des dromadaires. C'est dans cette région que se concentrent 90 % des cas survenus dans le monde : plus de 500 malades, dont un tiers sont décédés. Jeudi, on apprenait aussi qu'un premier cas était déclaré au Liban.

Sur le site français du ministère des Affaires étrangères, le ministère de la Santé d'Arabie saoudite déconseille désormais *« aux personnes âgées, à celles souffrant de maladie chronique, aux femmes enceintes et aux enfants, d'effectuer le petit pèlerinage (oumra) et le grand pèlerinage (hadj) à La Mecque cette année »*.

La France a vite appris à se méfier de ce virus, cousin du sras qui a été responsable en 2003 de plus de 8 000 cas et près de 1 000 décès dans le monde. Dès le 23 avril 2013, le premier cas français avait été identifié à l'hôpital de Valenciennes (Nord). Il s'agissait d'un homme de 65 ans de retour de Dubaï qui était immunodéprimé. Le second (et dernier à ce jour) fut son voisin de chambre, lui aussi avec une immunité diminuée. Tous les deux sont décédés.

Redoutable mais rare, c'est là sans doute tout le paradoxe de ce virus émergent. *« Chaque émergence ne prend pas forcément »*, explique Bernard Guery, professeur de maladie infectieuse désormais au CHU de Lille, qui travaillait dans l'équipe de réanimation ayant pris en charge le premier malade français du sras. *« Regardez le sras*, ajoute l'infectiologue. *Il est apparu en 2002-2003 a fait près de 1 000 morts dans le monde, puis on ne l'a plus revu. »* Car chaque virus a un profil épidémiologique qui lui est propre. Le sras, par exemple, était relativement contagieux et tuait près de 10 % des personnes infectées.

Système de signalement

Faut-il avoir peur du Mers-coV ? *« Il ne semble pas avoir une grande capacité d'adaptation et il reste avec un taux de contagiosité extrêmement faible*, remarque le Pr Guery, *mais une fois que l'on est contaminé on peut avoir peur car il est mortel dans la moitié des cas. »* Mais s'il avait le potentiel de la grippe, l'histoire serait tout autre. *« Il n'y a pas de mesures recommandées au niveau national autre que les conseils aux voyageurs »*, rassure le Dr Daniel Levy-Bruhl, épidémiologiste au département des maladies infectieuses de l'Institut de veille sanitaire (InVS). *« Il faut bien distinguer le risque de diffusion au niveau du territoire national, qui est, avec le virus actuel, pratiquement nul car le risque de transmission entre personnes est très faible*, insiste le médecin, *et le risque d'avoir de nouveaux cas importés en France, qui persiste tant que le virus circule au Moyen-Orient. »*

À l'évidence, le système est prêt à repérer un nouveau malade en France. *« Nous avons un système de surveillance actif de signalement par tout professionnel de santé qui verrait un cas suspect de Mers-coV »*, explique le Dr Thierry Cardoso, directeur du département de coordination des alertes et des régions à l'InVS. Les cas suivent tout un circuit d'évaluation qui, depuis les deux signalés l'an dernier *(nos éditions du 15 mai 2013)*, n'a jamais abouti à une nouvelle confirmation. Il n'existe toujours pas de traitement spécifique de l'infection à Mers-coV. ■

ZOOM

Deux lettres de plus dans l'alphabet de la vie

Tous les êtres vivants ont en commun 4 « lettres », les quatre molécules de l'ADN. Adénine (A), thymine (T), guanine (G) et cytosine (C) s'associent pour former le « code » génétique propre à chaque organisme. Mais une équipe américaine a réussi à insérer deux nouvelles lettres, qui n'existent pas à l'état naturel, dans le génome d'une bactérie et à la faire se répliquer sur plusieurs générations. Les défenseurs de la très décriée biologie synthétique soulignent que celle-ci pourrait avoir de nombreuses applications, notamment médicales.



LE GRAND JURY
ALAIN JUPPÉ
ANCIEN PREMIER MINISTRE - MAIRE UMP DE BORDEAUX
JÉRÔME CHAPUIS - RTL / ALEXIS BREZET - LE FIGARO / ERIC REVEL - LCI
LE FIGARO LCI RTL
DIMANCHE 11 MAI À 18H30

Helena Costa révolutionne le foot français

Engagée par Clermont (L2), la Portugaise devient la première femme à entraîner un club pro en France.

CYRILLE HADDOUCHE @chaddouche

FOOTBALL Une révolution. En engageant Helena Costa pour succéder la saison prochaine à Régis Brouard, le président de Clermont Foot (L2) Claude Michy a créé la sensation. Surnommée « Mourinha », la jeune Portugaise (36 ans) deviendra ainsi la première femme à entraîner une équipe masculine professionnelle en France. *« Les gens du football sont surpris mais il y a bien des femmes dirigeantes d'entreprise ou en politique. Il y a un moment dans la vie où il faut être précurseur plutôt que suiveur. Quand on prend un entraîneur, on n'est pas certain que cela va fonctionner, que ce soit un homme ou une femme »*, a réagi le président clermontois pour expliquer son choix au retentissement mondial.

Joseph Blatter, le patron de la Fifa, a ainsi salué l'initiative: *« Félicitations à Helena Costa. Une grande nouvelle pour les femmes dans le football aujourd'hui. »* Michel Platini, le président de l'UEFA, a loué également le choix de Clermont : *«Je suis heureux que le football ait un esprit de plus en plus ouvert et que les femmes obtiennent plus de possibilités de travailler. J'espère que cette nouvelle inspirera plus de femmes à poursuivre leurs rêves. »*

L'arrivée d'une femme sur le banc de Clermont est une première au niveau européen (*voir encadré*). À l'origine de ce précédent, une autre jeune femme. Agent sportif depuis 2010, Sonia Souid (28 ans) revient sur ce bouleversement. *« Je ne suis pas féministe mais au travers de mon association Ballon aiguille, je me bats pour que les compétences des femmes soient reconnues à leur juste valeur dans ce milieu. Mon objectif a toujours été d'installer des femmes dans le paysage du football français »*, explique au *Figaro* celle qui négocia le premier transfert payant entre deux clubs français de football féminin (le passage de la Montpelliéraine Marie-Laure Delie au PSG pour 60 000 euros).

Puis de révéler les dessous du transfert d'Helena Costa : *« Cela faisait un moment que je souhaitais placer une femme comme entraîneur d'un club professionnel. Encore fallait-il trouver la personne ayant suffisamment d'expérience, d'envie et de charisme pour assumer une fonction aussi exposée. Mon collègue Patrick Esteves m'a mis en contact avec Helena. J'ai immédiatement pensé qu'elle disposait du CV adéquat. Comme je suis originaire de Clermont, j'ai souhaité présenter son dossier en priorité à Claude Michy. »*

Le président clermontois lui a répondu favorablement samedi dernier lorsque

> **« Une grande nouvelle pour les femmes dans le football aujourd'hui »**
> JOSEPH BLATTER, PATRON DE LA FIFA

Régis Brouard officialisa son départ. *« Lorsque j'ai appris la nouvelle à Helena, nous avons toutes deux fondu en larmes. Je suis heureuse que le club entre dans l'histoire avec cette décision. Claude Michy est un président courageux. Au regard de la compétence d'Helena, il ne prend pas plus de risques que d'engager un homme. »* Helena Costa présente en effet un CV sans faille. Diplômée d'une licence en sciences de sport (major d'une promotion de 120 candidats), la nouvelle entraîneur de Clermont a parfait sa connaissance du jeu en effectuant des stages à Benfica, au Sporting du Portugal et à Chelsea lors du premier passage de José Mourinho. Elle a aussi été entraîneur adjointe des équipes de jeunes du Benfica – elle fut vice-championne du Portugal avec les moins de 17 ans à la fin des années 1990.

Helena Costa a déjà entraîné avec succès une équipe masculine. Elle fut sacrée championne de la région de Lisbonne avec le club amateur de Cheleiros. À partir de 2012, elle a dirigé les équipes féminines du Qatar puis de l'Iran avant de devenir recruteur pour le Celtic Glasgow. Un parcours qui lui permet d'aborder avec sérénité son défi *« Ce n'est pas la première fois que j'entraîne une équipe masculine. Je suis proche des joueurs. Cela ne fait aucune différence qu'il y ait des femmes ou des hommes dans les vestiaires. Le plus important reste la compétence. »*

Signe de l'évolution des mentalités, son arrivée à Clermont a été bien accueillie par le milieu. *« Créer le buzz, c'est bien mais pour Helena, l'essentiel reste de bien préparer la saison prochaine. Si son passage à Clermont est une réussite, cela ouvrira la porte à d'autres femmes. Dans le cas contraire… Cela constitue une grosse responsabilité pour nous »*, conclut Sonia Souid. ■



La nouvelle entraîneur de Clermont a parfait sa connaissance du jeu lors de stages à Benfica, au Sporting du Portugal et à Chelsea. AFP

La femme est l'avenir du foot

Réputé machiste, le monde du football s'ouvre enfin aux femmes. Le temps où l'arbitre assistante Nelly Viennot était raillée par une frange du public paraît révolu. Un mouvement somme toute logique, la popularité grandissante de ce sport auprès du public féminin nourrissant en retour des vocations, comme en atteste l'augmentation spectaculaire des licenciées du football féminin. Mais les postes d'encadrement restent aux hommes. Parmi les douze équipes du championnat de France féminin, seul Guingamp est entraîné par une femme. Dans ce contexte, l'arrivée à la tête d'un club pro masculin d'Helena Costa est une révolution culturelle. En Europe, l'Italienne Carolina Morace avait en 1999 dirigé le club de Serie C de Viterbese mais seulement le temps de deux matchs, avant de démissionner faute de confiance. Le seul cas comparable à celui d'Helena Costa vient de Bolivie, où une femme avait entraîné durablement une équipe de deuxième division. C.H.

Le Racing peut-il croquer l'ogre toulousain ?

Après une saison chaotique, les Franciliens, qui n'ont jamais gagné un match éliminatoire, défient le Stade.

ARNAUD COUDRY @ArnaudCoudry

RUGBY L'ascenseur émotionnel permanent. Après une saison à deux visages, marquée par un sérieux retard à l'allumage puis une évidente montée en puissance lors de la deuxième partie du championnat, le Racing-Métro s'est finalement qualifié pour les phases finales du Top 14. Pour la cinquième fois depuis son retour dans l'élite, les Ciel et Blanc sont présents à l'heure des matchs couperets. Une régularité jamais prise à défaut. Mais avant d'aller défier le grand Stade Toulousain, ce vendredi (20 h 45), les Franciliens ont été étrillés à Montpellier (44-10), une fessée qui les prive de barrage à domicile alors qu'un point ramené de l'Hérault était suffisant pour recevoir à Colombes. Tout semblait en place, et patatras…

Une déconvenue salutaire ? *« Ce n'était pas nous, pas l'équipe que l'on avait connue ces dernières semaines*, avance le demi de mêlée Maxime Machenaud. *C'est pour ça – et je n'ai pas de doute là-dessus – que l'on va retrouver cet état d'esprit qui faisait notre force durant cette fin de saison. »* Le flanker Antoine Battut insiste : *« Nous sommes des grands garçons et cette situation, on se l'est cherchée. Nous avons échoué à Montpellier. On ne va pas aujourd'hui pleurer sur notre sort, et on va se rendre à Toulouse pour faire du mieux possible. »* La marche est énorme, l'exploit serait retentissant. Priver les Toulousains d'une 21e demi-finale consécutive en championnat.

D'équipe sur une pente ascendante, le Racing est retombé dans ses travers d'inconstance. Le président Jacky Lorenzetti, qui pensait son groupe à l'abri d'une telle rechute, a martelé à ses joueurs : *« Après ce rendez-vous manqué de Montpellier, je vous demande de ne pas tendre l'autre joue. »*

Reste que le Racing est désormais dans la peau de l'outsider. Laurent Travers, entraîneur des avants, a fait ses calculs. *« Sur les huit quarts de finale disputés depuis 2010, un seul a été gagné à l'extérieur. Cela fait 12 % de chance de passer. Mais si, en plus, vous jouez à l'extérieur contre une équipe comme Toulouse qui a l'habitude des phases finales, avec l'expérience et le talent de ses joueurs, on arrive à 8 %. On a donc 92 % de chance de perdre »*, compte-t-il. Fataliste ? *« On est des compétiteurs, on a atteint le premier objectif mais si on ne s'en fixe pas un deuxième ou un troisième, on régresse. Notre but depuis le début était d'accrocher le wagon des six. Maintenant, on veut continuer le voyage. Pour le moment, on est au fond du wagon, on est en train de nous pousser mais on va essayer de ne pas tomber »*, image l'entraîneur champion de France avec Castres.

Piqués dans leur orgueil

Le duo de coachs, qu'il formait dans le Tarn, avec Laurent Labit n'a – autre statistique à démentir – jamais battu le Stade Toulousain en phase finale (défaites en barrages en 2010, en demi-finale en 2012). Les Rouge et Noir, qui comptent deux victoires de moins que les Franciliens lors de la phase régulière (13 contre 15) mais 8 points de bonus de plus, ont également connu une saison chaotique. Polluée par les absences sur blessures et les doublons avec l'équipe de France. *« J'aimerais bien avoir des saisons compliquées comme eux*, sourit Antoine Battut. *Ils ont mal voyagé cette année, mais ils ont aussi toujours très bien reçu. »* Avec une seule défaite à Ernest-Wallon, face à Montpellier (12-15) début février.

Le rappel reçu samedi dernier par les Ciel et Blanc a piqué les joueurs dans leur orgueil. Électricité avant les phases finales. Jonathan Sexton et Juandre Kruger se sont même « chahutés » à l'entraînement (public !), après un déblayage musclé du Sud-Africain. Laurent Travers endosse le costume de conseiller conjugal : *« Quand on aborde les phases finales, il y a toujours un peu plus de tension. Un groupe qui réagit, ou qui agit, c'est un groupe qui vit bien. Un groupe avec un encéphalogramme plat, qui ne réagit pas, ne bouge pas, c'est comme pour un couple, au bout d'un moment, on se demande pourquoi ça ne bouge plus. Là, c'est l'inverse. »* Pour éviter une séparation prématurée de l'équipe dès vendredi soir… ■

BARRAGES TOP 14

TOULOUSE – RACING METRO : vendredi 20h45 C+

CLERMONT – CASTRES : samedi 16h30 C+



À l'image du demi d'ouverture Jonathan Sexton, les joueurs du Racing semblent décidés à laver, ce vendredi à Toulouse, l'affront subi à Montpellier. FRED PORCU/ICON SPORT

EN BREF

Football : Laurent Blanc prolonge au Paris SG

Le PSG a officialisé la prolongation de contrat jusqu'en juin 2016 de Laurent Blanc, au lendemain de son sacre de champion de France. *« Je suis très heureux de m'inscrire dans la durée pour contribuer au projet le plus ambitieux d'Europe »*, a commenté l'entraîneur.

Tennis : Garcia se hisse en quarts à Madrid

Caroline Garcia est venu à bout (6-2, 4-6, 6-3) de l'Italienne Sara Errani, tête de série n° 10, jeudi en 8e de finale du tournoi de Madrid. Chez les hommes, Rafael Nadal a dominé le Finlandais Jarkko Nieminen 6-1, 6-4.

Cyclisme : le Tour d'Italie s'élance de… Belfast

Le Giro débute ce vendredi en Irlande, à Belfast, par un contre-la-montre par équipes en l'absence du vainqueur 2013, l'Italien Vincenzo Nibali.



deuils

M. et Mme
Etienne de Quillacq,
M. et Mme
François Bréchignac,
M. et Mme
Bernard Bréchignac,
M. et Mme Marc Bréchignac,
M. et Mme Thierry Arène,
leurs enfants et petits-enfants

ont la tristesse d'annoncer
le décès de

M. Paul BRÉCHIGNAC

survenu le 6 mai 2014.

La cérémonie religieuse
sera célébrée le samedi
10 mai, à 11 heures, en l'église
de Saint-Symphorien-de-Lay
(Loire).

M. Philippe
Champetier de Ribes,
son époux,
Mme veuve Jacques Bodio,
sa maman,
Mathilde et Fernando Possenti,
Antoine, Armelle,
ses enfants,
Alexia et Adèle,
ses petites-filles,

ont la tristesse
de vous faire part
du décès accidentel de

Geneviève CHAMPETIER de RIBES

à l'âge de 64 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
ce vendredi 9 mai 2014,
à 14 h 30,
en l'église d'Argagnon.

Etienne Delehaye,
son époux,

Catherine et Philippe Dugied,
Sophie et Régis Brunache,
Frédérique et Christophe
Delehaye,
ses enfants,

Stéphane et Aude,
Caroline et Ronan,
Virginie et Alexandre,
Axel et Sabrina,
Laure et Jérôme,
Emmanuel et Cécile,
Pauline, Stanislas,
ses petits-enfants,

et ses 11 arrière-petits-enfants

Françoise Saison,
sa sœur,
Etienne Choquet,
son frère,

ont la tristesse de vous
faire part du décès de

Geneviève DELEHAYE
née Choquet,

survenu le 7 mai 2014,
dans sa 92e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée le mardi 13 mai,
à 15 heures, en l'église
Saint-Pierre-du-Gros-Caillou,
Paris (7e).

Eric Désagnat,
Virginie Désagnat,
ses enfants,

Jean-Marc Sterkers,
Jacques et Simone Bannel,
ses beaux-frères
et sa belle-sœur,

ses neveux et nièces,

Eliette Rivière,
son aide qui l'a fidèlement
accompagné,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Alain DÉSAGNAT

survenu le 6 mai 2014.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mardi 13 mai, à 11 heures,
en l'église réformée
de Neuilly-sur-Seine,
18, boulevard d'Inkermann.

Ceux qui le souhaitent
peuvent adresser un don
à la Fondation John Bost,
24130 La Force.

37, boulevard d'Argenson,
92200 Neuilly-sur-Seine.
32, rue Chauveau,
92200 Neuilly-sur-Seine.

Catherine et Sylvain Baudelot,
Florence Laussucq Caston,
Sybille et Daniel Sciamma,
Olivia et Joaquim Caston,
Oscar, Edouard et Pénélope,
ses enfants, petits-enfants
et arrière-petits-enfants,

Simone Walker,
sa sœur,

ont la douleur
de vous faire part du décès de

Renée LAUSSUCQ
née Dufour,

survenu le 6 mai 2014.

La cérémonie religieuse
sera célébrée dans l'intimité,
ce vendredi 9 mai 2014,
à 16 heures, en l'église
Notre-Dame-de-la-Croix,
à Maisons-Laffitte (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et Mme Luca Barbera,
M. Michel Wurm,
M. et Mme Nikita Droin,
M. et Mme Bertand Michaud,
M. et Mme Hugues Zeller,
ses enfants,
gendres et belle-fille,

Arthur, Clément, Albert,
Sophie, Margaux, Dimitri,
Vladimir, Alexis, Marina,
Konstantin, Joseph,
Ivan-Dimitri, Thibault, Olga,
Olivia, Emma et Paola,
ses petits-enfants,

en union avec
Nathalie Droin,
son épouse,
Nicolas, Fabrice et Ariane,
ses enfants,

ont la tristesse de vous
faire part du rappel à Dieu de

Gilbert DROIN

le 7 mai 2014, à Paris,
dans sa 92e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée le samedi 10 mai,
à 16 h 30, en l'église
Saint-Côme-et-Saint-Damien,
à Luzarches (Val-d'Oise).

La famille tient à remercier
les équipes médicales de
l'hôpital Saint-Louis, à Paris,
pour leurs soins bienveillants
et M. et Mme Roman Zachara,
pour leur soutien quotidien.

Ni fleurs ni couronnes,
merci d'adresser vos dons
à l'institut de cancérologie
Gustave Roussy.

Ses neveux et nièces
ont la tristesse d'annoncer
le rappel à Dieu de

Mlle Anne-Marie DRUON

le 5 mai 2014,
dans sa 98e année.

Les enfants de
Jacques et Geneviève Druon :
Françoise Dominique Druon,
Valérie et Michel Fayeaux,
Madeleine et Guerric Druon,
Murielle et Jean-Marie Druon,

les enfants de
Michel et Françoise Druon :
Marie-Noëlle
Druon-Declerck,
Catherine et Daniel Druon,
Catherine et Jean-Pierre
Bourdeau,
Elyane et Jean-Marc (†)
Druon,
Sylvie Druon,
Marie-Christine et Michel
Dubois Destrizais,

les enfants de
Jean et Monique Lepicard :
Marielle et Jacques Ravon,
Guillaine Lepicard,
Anne-Marie et Marc Lepicard,
Corinne et Christophe Lejeune,
Bénédicte et Jacques Soudry.

La cérémonie religieuse
sera célébrée le lundi 12 mai,
à 16 heures, en l'église de
Saint-Martin-aux-Bruneaux
(Seine-Maritime),
suivie de l'inhumation.

Mme Dominique Gaven,
son épouse,
sa famille et ses amis

ont la douleur
de vous annoncer le décès de

M. Jean GAVEN
chevalier
de l'ordre national du Mérite,
officier
des Arts et des Lettres.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La comtesse Jean d'Ursel,
le baron de Dorlodot,
la comtesse
Roland d'Oultremont,
la comtesse
Jean-Pierre d'Oultremont
et leurs descendants,

ses sœur, beau-frère,
belles-sœurs,
neveux et nièces

et les familles apparentées

ont l'honneur de faire part
du décès de

Suzanne, Marie, Josèphe, Ghislaine, Thérèse
comtesse d'OULTREMONT

veuve du
comte de BEAUCHAMP

née à Bruxelles,
le 12 décembre 1928
et décédée à Uccle,
le 2 mai 2014, réconfortée
par le sacrement des malades
et entourée de l'affection
des siens.

Les funérailles ont eu lieu
dans l'intimité familiale.

Une messe sera dite à son
intention en l'église de Lignac
(Indre), le dimanche 11 mai 2014,
à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Drève de Bonne-Odeur, 1,
B-1170 Bruxelles (Belgique).

Moutiers-au-Perche (Orne).

Sa famille

a la tristesse de vous faire part
du décès de

Mme Louis LEGROS
née Raymonde Godet,

survenu le 1er mai 2014,
à l'âge de 92 ans.

Les obsèques religieuses
ont été célébrées le lundi 5 mai,
à Moutiers-au-Perche,
dans l'intimité familiale.

Aimez-vous les uns les autres.
Jean 15-12.

Birgitta Lutaud,
son épouse,
Léna et Marc-Emmanuel,
Christine et Farchad,
ses enfants,
Maud, Nina, Natacha, Cyrus,
ses petits-enfants,
Micheline Lutaud,
sa mère,
Claude et Frank,
son frère et son beau-frère,

ses chers amis de Paris,
Stockholm, Cassis et d'ailleurs

ont le chagrin de faire part
du décès, à l'âge de 70 ans, de

Eric LUTAUD
ingénieur Supélec 1964,
ancien président-directeur
général de Westinghouse,
ancien directeur de la stratégie
et vice-président
de Cap Gemini,

emporté par un cancer
le 5 mai 2014, au matin,
à l'Hôpital Américain
de Neuilly-sur-Seine,
entouré de sa famille.
Il aura combattu la maladie
avec dignité pendant 607 jours.

L'inhumation aura lieu
ce vendredi 9 mai, à 16 heures,
dans le caveau familial
au cimetière du Montparnasse,
à Paris (14e).

Ni fleurs ni couronnes.
Des dons peuvent être versés
à l'association créée
par son médecin,
le docteur Thierry Bouillet,
qui permet aux personnes
atteintes d'un cancer de
pratiquer une activité sportive,
2 bis, rue du Château,
92200 Neuilly-sur-Seine.
www.sportetcancer.com

3, rue Lalande, 75014 Paris.

Serge Kampf,
fondateur
et président d'honneur,
Paul Hermelin,
président-directeur général,
les membres
du conseil d'administration
et ses amis du

groupe Capgemini

ont la tristesse de vous
faire part de la disparition de

Eric LUTAUD

survenue
le lundi 5 mai 2014,
à l'âge de 70 ans.

Eric Lutaud a occupé différents
postes chez Capgemini
de 1982 à 2002,
étant notamment
directeur de la stratégie,
en charge des offres
et du portefeuille clients.

L'inhumation aura lieu
ce vendredi 9 mai, à 16 heures,
dans le caveau familial,
au cimetière du Montparnasse
à Paris (14e).

Ni fleurs ni couronnes,
des dons à l'association
créée par son médecin,
le docteur Thierry Bouillet,
qui permet aux personnes
atteintes d'un cancer
de pratiquer une activité
sportive,
2 bis, rue du Château,
92200 Neuilly-sur-Seine,
www.sportetcancer.com

Le docteur et Mme
Gilles Paloque,
Isabelle, Guillaume et Lucie,
Mme Paule Lanaspeze,
et ses enfants,
Fernande et Jean Meneses,
Roselyne et Jean Sanchez,

sa famille et ses amis,

en union avec
M. Yves Paloque (†),
M. et Mme
Bernard Paloque (†),
M. Louis Lanaspeze (†),
Mme Martine Lanaspeze (†)

vos font part du décès de

Marie-Colette PALOQUE
née Calmes,

survenu le 7 mai 2014,
dans sa 86e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le samedi 10 mai 2014, à 15 h 30,
en l'église de Mourèze
(Hérault).

La famille remercie
les docteurs P. Jordan
et Y. Decor,
sœur Micheline,
sœur Magnificat,
Marylène, Christine, Nathalie,
Sylvie, Fabienne et Marlène,
pour leur accompagnement.

Mme Brigitte Gerodias,
sa fille,
ses neveux et nièces,
son beau-fils, sa belle-fille
et leurs filles

ont la très grande tristesse
de faire part du décès de

Mme Christiane PATAA
née Gerodias,

survenu le 5 mai 2014.

Les obsèques ont eu lieu
à Monaco, le jeudi 8 mai,
dans la plus stricte intimité,
selon sa volonté.

Moi je suis la Résurrection
et la Vie, celui qui croit en moi,
même s'il meurt, vivra.
Jean 11, 25.

Elizabeth Périn,
son épouse,
Isabelle et Philippe Courtois,
Marc Périn
et Nathalie Bertrand,
ses enfants,
Marine, Pierre-Louis et Emma,
ses petits-enfants,

Marie-Thérèse Flavigny,
sa sœur,
ses neveux et petits-neveux,
toute sa famille et ses amis

ont la douleur
de vous faire part du décès de

Pierre PÉRIN

survenu le 4 mai 2014,
à l'âge de 89 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
ce vendredi 9 mai 2014,
à 10 h 30, en l'église
Sainte-Odile, à Paris (17e),
2, avenue Stéphane-Mallarmé.

Ni fleurs ni couronnes,
des dons pour la Fondation
Saint-Joseph, Paris (14e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Famille Périn,
2, rue du Président-Wilson,
92300 Levallois-Perret.

Lyon. Paris. Ecully. Bandol.
Saint-Cyr-au-Mont-d'Or.

Mme Georges Poirieux,
Mme Jacques Poirieux,
M. et Mme Marc Poirieux,
Mme Franck Monmont,
M. et Mme Jean Poirieux,
ses frères, sœur
et belles-sœurs,
ses neveux et nièces

ont la tristesse de vous
faire part du rappel à Dieu de

Yvonne POIRIEUX

le 6 mai 2014, à l'âge de 90 ans.

La cérémonie religieuse sera
célébrée le samedi 10 mai,
à 10 heures, en l'église
Saint-Charles-de-Serin,
à Lyon (4e).

Michel Sakowicz,
son père,
Alexandre et Carl Adjibi,
ses enfants,
Sindic Adjibi,
le père de ses enfants,
Franck Sakowicz,
son frère, et sa compagne
Monique Bourgeois,
et leurs enfants Loïc et Elodie,

les familles Sakowicz,
Merlin, Adjibi, Lawani,
Paraiso, Garnotel et Wiart,
parents et alliés,

ont la douleur
de vous faire part du décès,
survenu brutalement
le jeudi 1er mai 2014,
à l'âge de 50 ans, de

Isabelle SAKOWICZ
chargée d'affaires
internationales
à la banque publique
d'investissement (pôle Paca).

La cérémonie religieuse
se déroulera le mardi 13 mai,
à 14 h 30, en l'église
Notre-Dame-de-Lorette,
à Paris (9e).
L'inhumation se fera ensuite
dans la plus stricte
intimité familiale.

Priez pour elle.

Anne Roignan,
son épouse,

Loïc et Catherine,
Romaric et Anne-Hélène,
Aurélie et Julien,
Paul et Sophie,
ses enfants,
ainsi que ses petits-enfants

ont la profonde tristesse
de faire part du décès du

général (2S)
Alain-Yves ROIGNAN
chevalier
de la Légion d'honneur,
officier
de l'ordre national du Mérite,

survenu le 6 mai 2014.

La cérémonie religieuse
sera célébrée le lundi 12 mai,
à 16 heures, en l'église
Saint-Louis, à Fontainebleau.

Une messe aura lieu
le mercredi 14 mai, à 10 h 30,
en l'église de Mérens-les-Vals
(Ariège), suivie de l'inhumation.

Cet avis tient lieu de faire-part.

L'ingénieur général
de l'armement Philippe Roger
et Mme Sabine Roger,
Jean-François Roger,
Christian et Huong Roger,
ses enfants,

Johanna Roger
et Bertrand Michaud,
Natacha et Yves-Marie Le Fur,
William Roger,
ses petits-enfants,
Magali et Léa Le Fur,
ses arrière-petites-filles,

Geneviève Bonnet
et Annie Morel,
ses sœurs,
en union avec ses frères,
Pierre (†) et Francis (†),

font part du rappel à Dieu de

Mme Albert ROGER
née Janine Bonnefons,

le 5 mai 2014.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Gilles, à Bourg-la-Reine
(Hauts-de-Seine),
le mardi 13 mai 2014, à 10 h 30,
suivie de l'inhumation au
cimetière de Bourg-la-Reine.

Des dons à l'œuvre
du Perpétuel-Secours,
4, rue Kléber,
92300 Levallois-Perret.

40 bis, avenue des Vergers,
92340 Bourg-la-Reine.

M. et Mme Jacques Tézier,
ses parents,

Brigitte Gouin-Tézier,
sa sœur,
Hervé et Emmanuelle Tézier,
son frère et sa belle-sœur,
Stéphane, Flora, Laurène,
Hortense,
ses neveux et nièces,

les familles Tézier
et Montazel,
Gabriel Clément

ont la tristesse de vous
faire part du rappel à Dieu de

Pierre-Yves TÉZIER

décédé subitement
le 5 mai 2014.

La cérémonie religieuse
sera célébrée dans la stricte
intimité familiale,
ce vendredi 9 mai, à 10 heures,
en l'église d'Etoile-sur-Rhône.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Les Roueries »,
26800 Etoile-sur-Rhône.
27, avenue Gambetta,
26000 Valence.
« La Favorite »,
166, les Fontanettes,
01170 Cessy.

remerciements

Mme Jean Catimel,
son épouse,
ses enfants,
ses petits-enfants,
très touchés des marques de
sympathie que vous leur avez
témoignées lors du décès de

M. Jean CATIMEL

vous prient de trouver ici
leurs sincères remerciements.

souvenirs

Le lundi 10 mai 2004,
disparaissait

Georges BRIL
fils de
Mendel et Jeanne
déportés à Auschwitz
en mars et septembre 1942,

chevalier
de la Légion d'honneur,
officier
de l'ordre national du Mérite,
grand industriel français,
inventeur
des griffes masculines.

Son petit-fils, David Lepidi,
souhaite que ceux
qui l'ont connu et aimé
aient une pensée pour lui.

Il y a cinq ans,
le 9 mai 2009,

Mme Charles FAYETON
née Charlotte Aurégan,

rejoignait la Lumière de Dieu.

Que ceux qui l'ont connue
aient une pensée pour elle
afin que son souvenir
reste vivant.

Charles, Bertrand et Daisy.

offices religieux

La Fondation Bassie Azimov
vous informe que
l'allumage des bougies
de Chabbat avec bénédiction
deux bougies pour les femmes
mariées, une bougie
pour les jeunes filles,
se fera ce vendredi 9 mai 2014,
avant 20 h 58,
(horaire pour l'Ile-de-France).
Le respect des lumières
de Chabbat conduira
aux lumières de la Rédemption.
Renseignements
Beth Loubavitch : 01 45 26 87 60.

disparition

Marie-Claude Tesson-Millet, femme de presse et d'action



Un visage d'une grâce délicate et un regard pénétrant qui disait la force d'âme. SÉBASTIEN TOUBON

ARMELLE HÉLIOT
ahelliot@lefigaro.fr

Marie-Claude Tesson-Millet avait fondé avec son mari, Philippe Tesson, *Le Quotidien du médecin* et l'avait dirigé avec intelligence et sensibilité avant de créer l'organisme Équilibres et Populations. Elle est morte brutalement à l'âge de 71 ans, dans la nuit de mardi à mercredi, d'une embolie pulmonaire.

La beauté, le charme, l'intelligence, la générosité étaient ligués en cette femme discrète et peut-être timide qui sut toujours veiller sur sa famille, ses trois enfants, son mari, ses proches, tout en étant entreprenante et en dédiant sa vie aux autres.

Née le 6 août 1942, Marie-Claude Millet, fille d'André Millet et Michèle Mounier, avait été élevée à Paris et fait ses études au lycée Molière avant la faculté de médecine de Paris. Elle terminait ses longues études lorsque son chemin croisa celui de Philippe Tesson, fougueux directeur de la rédaction de *Combat*. Ils se marièrent le 14 juin 1969.

C'est ensemble, elle, la jeune docteur en médecine, spécialisée en rhumatologie et en médecine tropicale, et lui, le journaliste passionné, qu'ils eurent l'idée d'un quotidien qui serait destiné aux médecins et les informeraient sur les dernières découvertes, les recherches, etc. Ensemble, ils démarchèrent les laboratoires pharmaceutiques pour réunir les fonds nécessaires au journal.

Journal le plus imité

En 1971 naissait *Le Quotidien du médecin*, qui fut longtemps leader dans son domaine et existe toujours, mais n'est plus, depuis une vingtaine d'années, la propriété des Tesson. Ce fut le journal le plus imité à travers le monde…

Avec l'argent du *Quotidien du médecin*, Philippe Tesson, en total accord avec Marie-Claude, journaliste dans l'âme, femme engagée et courageuse, fonda *Le Quotidien de Paris* qui, vingt ans durant (1974-1994), fut l'un des titres les plus dynamiques et les plus originaux de la presse quotidienne nationale.

Patronne de presse, Marie-Claude Tesson-Millet, qui impressionnait déjà ses camarades étudiants, exerçait une ferme autorité, avec exigence et un grand respect des journalistes et des lecteurs.

Après les années passées à diriger *Le Quotidien du médecin*, puis *Le Quotidien du pharmacien*, elle avait trouvé un peu plus de liberté. Elle avait fondé et était la présidente très active de l'organisme Équilibres et Populations. Elle s'intéressait à la démographie des pays pauvres, aux problèmes de santé et de contrôle des naissances.

Pour se rendre sur le terrain, elle avait appris à piloter des hélicoptères. Il y avait en elle, indissociables, un courage physique et un courage moral que l'on retrouve dans la famille Tesson.

L'écriture de fiction

Une silhouette fine, un visage aux pommettes hautes, un nez court, des cheveux châtain foncé, un regard pénétrant longtemps caché par des lunettes à monture sombre, une voix mélodieuse, très douce, tout était harmonie en elle.

Très prise par son travail, ses missions, elle n'avait jamais négligé l'éducation de ses trois enfants. Elle organisa sa vie de patronne de presse pour eux. Stéphanie, née en 1969, est metteur en scène et codirectrice du Théâtre de Poche, Sylvain, né en 1972, écrivain, cinéaste et grand voyageur, Daphné, née en 1978, journaliste et auteur, épouse du comédien et dramaturge Sébastien Thiéry. Ils ont deux enfants, deux garçons, et Marie-Claude Tesson était une grand-mère aussi attentive que comblée.

Il y avait une artiste en cette femme de sciences, un être hypersensible dans cette femme d'action, ce bâtisseur.

Auteur de nombreux articles et communications scientifiques, elle s'était mise à l'écriture de fiction, il y a une dizaine d'années. *Ne me touche pas*, en 2005, suite de nouvelles, révélait une inspiration sombre de cette âme généreuse.

Son dernier livre, en 2010, un roman, était une étrange histoire, sarcastique et macabre. Il s'intitulait *Foutre la paix aux morts*. Son héroïne était une thanatopractrice qui rêvait de communiquer avec les morts. Mais l'auteur pensait les deux mondes à jamais séparés…

Le théâtre tenait une grande place dans sa vie, par sa fille Stéphanie, son gendre Sébastien, son mari, Philippe Tesson. Souvent elle l'accompagnait dans les salles, et son jugement, éclairé, généreux, sans complaisance, était une lumière de plus qu'elle distillait autour d'elle.

On la revoit pour jamais souriante, ne se plaignant jamais, faisant face toujours. Et l'on pense à sa famille, qu'elle aimait tant, et à tous ceux, si nombreux, qui l'aimaient. ■



Des jeunes Français avec leurs passeports israéliens lors d'une cérémonie dans les locaux de l'Agence juive, à Jérusalem, en octobre 2009. L'agence a pour mission de faciliter l'émigration vers Israël. MIRIAM ALSTER/FLASH90

Juifs de France : l'appel d'Israël



Cyrille Louis
clouis@lefigaro.fr
Correspondant à Jérusalem

En 2013, 3 280 juifs français sont « montés » vers l'État hébreu, soit 70 % de plus que l'année précédente. Un pic aux multiples raisons, qui n'est pas seulement dû à la hausse du sentiment antisémite dans l'Hexagone.

Si on lui avait dit il y a un an qu'il était sur le point de quitter la France pour s'installer en Israël, Yonni aurait sans doute haussé les épaules. *« J'ai longtemps vu l'aliyah comme un phénomène peu attrayant, chargé de connotations négatives »*, assure ce garçon énergique qui a grandi au sein d'une famille modérément religieuse et peu sensible à l'idéologie sioniste. *« Mon trip, c'était plutôt les États-Unis*, poursuit-il en dévoilant un large sourire. *À Poissy* (Yvelines), *où vivent mes parents, je passais plus de temps à jouer au basket qu'à fréquenter la synagogue. Mes amis étaient athées, chrétiens ou musulmans. Je ne voyais pas Israël comme mon pays, mais comme un endroit où j'allais parfois en vacances. Quant à l'antisémitisme, je n'y ai jamais été directement confronté… »*

Un jour de décembre 2013, Yonni a pourtant posé ses valises dans un foyer de Jérusalem où il suit des cours intensifs d'hébreu en compagnie d'une cinquantaine d'autres Français. La cause de ce bouleversement ? Un étrange cocktail dont il énumère les ingrédients, en s'étonnant lui-même de leur conjonction. *« J'adore être entouré d'entrepreneurs, je voulais vivre au soleil et je cherchais une petite amie »*, raconte ce jeune homme au visage hâlé. Un stage dans un incubateur de start-up, effectué l'été dernier à Tel-Aviv, lui a offert l'occasion de trouver l'âme sœur et de dépoussiérer ses idées reçues sur la société israélienne. *« J'ai découvert un pays très dynamique, vers lequel convergent des gens du monde entier. Par contraste, l'Europe m'est soudain apparue comme un endroit pesant, où la moindre difficulté prend des proportions énormes. »* Un enthousiasme que l'occupation des Territoires palestiniens, les tensions qui en découlent et l'isolement croissant d'Israël sur la scène internationale ne semblent guère altérer. *« Ces histoires politiques sont pour moi très floues et le procès instruit contre mon nouveau pays me semble excessif*, explique-t-il à l'instar de nombreux immigrés récents. *J'ai choisi de ne pas y penser. »*

Programme de bourses

En 2013, 3 280 juifs de France sont ainsi « montés » vers Israël – ce qui représente moins de 1 % de cette communauté, mais 70 % de plus que l'année précédente. Une hausse d'autant plus remarquable qu'elle intervient dans un contexte de relatif tassement, au plan mondial, de l'émigration vers l'État hébreu. *« L'aliyah en provenance de l'Hexagone a pour la première fois dépassé celle des États-Unis, où la communauté juive est pourtant dix fois plus importante »*, observe Natan Sharansky, président de l'Agence juive. Cet ex-dissident soviétique dit avoir observé les prémices du phénomène dès 2012, lorsqu'une foire organisée à l'intention des juifs de France a attiré dix fois plus de visiteurs que d'habitude. *« On peut sans doute l'attribuer au développement d'un certain sentiment d'insécurité parmi les juifs de France, mais aussi à la situation économique qui ne cesse de se dégrader, alors qu'Israël affiche, par contraste, une croissance soutenue »*, estime M. Sharansky.

L'Agence juive, dont la mission consiste à faciliter et à accompagner l'émigration vers l'État hébreu, accorde depuis l'an dernier une attention particulière à l'aliyah des juifs de France. *« Nous ne les poussons pas à quitter leur pays, mais veillons à ce que les candidats au départ choisissent Israël plutôt que les États-Unis ou le Canada »*, précise Natan Sharansky. Sans le programme de bourses créé il y a dix ans par Ariel Sharon, Yonni reconnaît ainsi qu'il aurait sans doute jeté son dévolu sur un autre pays. Fin février, le gouvernement israélien a présenté un plan visant à doper l'immigration en provenance de l'Hexagone. Son objectif serait de faire immigrer plus de 40 000 juifs français d'ici à 2017. Dans ce but, il prévoit de renforcer les moyens de l'Agence juive à Paris et de développer des équivalences entre les diplômes français et israéliens, notamment dans le secteur paramédical. Avi Zana, qui dirige l'association AMI, spécialisée dans l'aide aux nouveaux immigrants, décrypte : *« Outre l'apprentissage de l'hébreu, la difficulté à faire reconnaître sa qualification sur le marché du travail israélien compte parmi les principaux obstacles auxquels se heurte cette population. »*

Salomé (1), une publicitaire de 34 ans qui a quitté en janvier dernier sa famille, ses amis et un bel appartement parisien pour faire son aliyah admet ignorer de quoi son avenir sera fait. *« Je vis pour l'instant à l'abri d'un cocon, dans un centre d'intégration où j'apprends la langue en compagnie de nouveaux immigrants – mais ça ne durera pas toujours*, résume la jeune femme. *Je sais que les premiers pas en Israël peuvent se révéler difficiles. Ici, chacun lutte pour se faire une place, et le fait d'être un nouveau venu ne donne droit à aucun traitement de faveur. Je connais des gens qui, après quelques mois passés à tenter de s'intégrer, ont fini par rebrousser chemin. Dans le pire des scénarios, je ne m'interdis d'ailleurs pas de rentrer en France… »*

Polémique Dieudonné

Comme de nombreux *Olim* (2), Salomé n'invoque pas une mais plusieurs raisons à son changement de vie. Issue d'une famille de juifs marocains installée en France depuis 1977, la jeune femme dit avoir vécu une enfance *« assimilée »* dans les écoles de la République, avant de renouer progressivement avec son identité juive à l'adolescence. *« À partir de ce moment*, dit-elle, *j'ai toujours su que je viendrais un jour m'installer en Israël, sans pour autant éprouver le moindre sentiment d'urgence. »* Au fil des années 2000, l'impression dérangeante d'être confrontée à une montée du sentiment antisémite a fortifié sa résolution. *« Sans avoir été directement victime d'agression, j'ai comme beaucoup de juifs français éprouvé une gêne constante durant la seconde intifada, puis de plus en plus vive après l'assassinat d'Ilan Halimi et, récemment, la tuerie de Toulouse »*, témoigne-t-elle.

Dans les semaines qui ont précédé son départ, elle a assisté, consternée, à la polémique suscitée par la « quenelle » de Dieudonné. *« Du jour au lendemain, j'ai réalisé qu'un nombre non négligeable de Français n'hésitaient plus à afficher leur détestation des juifs*, dit-elle. *Une prise de conscience d'autant plus douloureuse que je m'étais toujours sentie pleinement intégrée à la communauté nationale. »* À l'heure de démêler les causes de son départ, Salomé tient cependant à relativiser le poids de l'antisémitisme, par honnêteté, sans doute : *« Mon licenciement et la sinistrose ambiante*, dit-elle, *ont certainement joué un rôle beaucoup plus direct. »* Mais aussi par souci de ne pas alimenter des tensions susceptibles d'affecter les centaines de milliers de juifs restés en France. *« Quand on se décide à partir, ça a forcément un effet sur le reste de la communauté*, confie la jeune femme. *Alors on fait attention à ne pas aggraver le ressentiment nourri à leur endroit. »*

Lobby francophone à la Knesset

Ancienne et multiforme, l'aliyah de France a par le passé connu plusieurs pics associés à des événements marquants. Au lendemain de la guerre des Six-Jours (1967), lors de laquelle Israël a triomphé de la coalition arabe et occupé la Cisjordanie en violation de la légalité internationale, le nombre de nouveaux arrivants est passé de 300 par an à plus de 5 000. *« Ce fut, pour les juifs de France, l'époque du réveil identitaire »*, commente Erik Cohen, professeur de sociologie à l'université Bar-Ilan. Le milieu des années 2000 a par la suite donné lieu à une forte vague d'émigration associée à la seconde intifada. *« Les juifs de France ont été abasourdis par le développement des agressions antisémites et, plus encore, par l'absence quasi totale de débat public sur ce phénomène »*, se souvient le Pr Cohen. Ils furent ainsi 3 000 à partir pour Israël durant la seule année 2005, soit trois fois plus qu'à la fin des années 1980.

S'il est encore trop tôt pour distinguer les causes du rebond migratoire enregistré en 2013, son ampleur ne passe manifestement pas inaperçue au sein de la société israélienne. Fin décembre, un groupe de parlementaires a annoncé la création d'un lobby francophone à la Knesset. *« Nous sommes en train d'atteindre une masse critique*, veut croire Avi Zana, *et espérons à l'avenir pouvoir mieux nous faire entendre. »* Un développement qui, selon le président de l'association AMI, va de pair avec une nette évolution sociologique. *« Tout comme il y eut l'immigration des retraités à Netanya, celle des classes populaires à Ashdod et celle des religieux à Jérusalem, nous assistons depuis une dizaine d'années à l'arrivée de juifs mieux insérés sur le terrain social et professionnel, qui n'optent pas nécessairement pour une rupture radicale avec la France »*, résume-t-il.

Nathanaël et Caroline, qui ont fait leur aliyah par souhait de contribuer au développement de l'État d'Israël, se rattachent sans doute à cette catégorie. La trentaine, parents d'une fillette de trois ans, ils affichent clairement leur sionisme, sans pour autant rejeter la société française ni ressentir de conflit entre leurs deux appartenances. *« Les gens ont parfois du mal à comprendre qu'il n'y a aucune contradiction dans ce double attachement »*, regrette Caroline. Par crainte des préjugés, cette jeune médecin a d'ailleurs préféré dire à certains de ses patients qu'elle partait s'installer aux États-Unis, lorsqu'elle a quitté son cabinet parisien. *« Nous n'avons pourtant à rougir de rien*, sourit son mari, *dès lors que notre choix d'émigrer traduit non pas un jugement de valeur, mais une simple décision d'investir nos efforts dans un pays en pleine construction. »* ■

(1) Le prénom a été modifié.
(2) Immigrés.



DR

> L'aliyah en provenance de l'Hexagone a pour la première fois dépassé celle des États-Unis, où la communauté juive est pourtant dix fois plus importante
>
> NATAN SHARANSKY, PRÉSIDENT DE L'AGENCE JUIVE

EUROPE

■ Les Français seront appelés aux urnes le 25 mai pour élire leurs députés au Parlement européen. La campagne se déroule dans une certaine indifférence. Pourtant, l'enjeu est de la plus haute importance, argumentent Jacques Delors et Antonio Vitorino. Pour l'ancien président de la Commission et l'ancien commissaire européen, seul le soutien des peuples permettra aux institutions européennes de relever les défis qui attendent le Vieux Continent. Les souverainistes soutiennent une thèse opposée. Le Parlement de Strasbourg ne dispose pas des prérogatives d'un vrai Parlement et ne saurait représenter les peuples des nations d'Europe, estime l'essayiste Coralie Delaume.

Europe : l'union, une chance et un combat !



JACQUES DELORS
ET ANTONIO VITORINO

Le 25 mai, les Français doivent accorder leur confiance aux partis qui soutiennent l'Union européenne, plaident l'ancien président de la Commission* et l'ancien commissaire européen** au nom du think-tank Notre Europe.

Au même titre que la crise frappant l'Europe depuis plusieurs années, la récente crise ukrainienne nous rappelle combien l'Union européenne demeure une chance, mais aussi un combat, auquel les Européens sont invités à participer en votant entre les 22 et 25 mai prochain.

Combat contre la crise économique et sociale, causée à la fois par la spéculation bancaire et immobilière ainsi que par la gestion défaillante des États, et qui affecte durement nombre d'Européens. Si la Banque centrale européenne a réagi rapidement face à une telle crise, les chefs d'État et de gouvernement ont dû forger des compromis dans la douleur, sur la base d'un principe simple : la création d'aides européennes aux États en difficulté oui, mais en contrepartie d'un contrôle accru sur les politiques nationales. La troïka est la traduction la plus radicale de ce compromis, qui a conduit l'Union européenne à agir aux côtés du FMI et comme lui, au point de rejoindre son niveau de popularité…

Les efforts d'assainissement consentis par les pays concernés, souvent excessivement douloureux, ont permis à l'Irlande de sortir de la crise et aux autres de revenir sur les marchés financiers. La priorité européenne à la croissance et à l'emploi doit maintenant être renforcée, bien au-delà du pacte de croissance adopté en juin 2012. Le combat contre le chômage de masse doit être clairement la première priorité en Europe, ce qui suppose avant tout des décisions nationales, mais aussi une contribution plus visible de l'Union européenne.

Le combat européen contre la crise, c'est aussi celui mené contre les dérèglements des marchés financiers. La création de l'union monétaire nous a offert plus de stabilité, en nous mettant à l'abri des attaques spéculatives et des dévaluations compétitives. L'union bancaire, qui vient récemment de franchir des étapes décisives, va elle aussi mieux nous protéger des dysfonctionnements des établissements financiers. Les banques seront en effet mieux contrôlées sous l'égide de la Banque centrale européenne et elles auront si nécessaire à payer elles-mêmes pour leur propre sauvetage en lieu et place des contribuables. Enfin, le récent accord sur la taxation de l'épargne mérite d'être salué et d'ouvrir une nouvelle étape. Obtenu après six ans de négociations intenses, il va permettre aux États de mieux taxer les contribuables tentés de pratiquer l'évasion fiscale par-delà les frontières, et donc de bénéficier de ressources publiques supplémentaires en ces temps difficiles.

> Au-delà de leur critique systématique, les eurosceptiques ne proposent rien pour répondre aux défis auxquels les Européens sont confrontés

Comme le printemps arabe, la crise ukrainienne souligne que nombre de nos voisins aspirent à vivre dans les mêmes conditions économiques et politiques que nous. Mais elle nous rappelle aussi que l'évolution du monde est lourde d'instabilité. Les autorités nationales et européennes ont unanimement dénoncé l'annexion de la Crimée par la Russie ; elles ont adopté des sanctions à la fois politiques et financières à l'encontre des autorités russes ; il leur faut maintenir leur unité face à un Vladimir Poutine qui ne pourra être efficacement tenu en respect que par un front commun des Européens agissant en coopération avec les États-Unis.

Dans cette perspective, la crise ukrainienne doit nous encourager à donner de nouvelles impulsions à la politique étrangère et de sécurité commune, à développer une politique de voisinage clairement dissociée de la politique d'élargissement, mais aussi à accélérer la mise en place d'une véritable « Communauté européenne de l'énergie », notamment fondée sur des mécanismes de solidarité entre États et une moindre dépendance vis-à-vis de nos fournisseurs, notamment russes.

C'est parce que l'Union européenne est à la fois une chance et un combat qu'il importe de choisir en mai la majorité politique qui lui donnera corps au Parlement européen au cours des cinq prochaines années. Ces élections vont désigner des élus appelés à investir le président de la Commission et à prendre des décisions sur des enjeux aussi majeurs que l'environnement, l'énergie, l'agriculture, les transports ou la santé publique. Elles ne consistent pas d'abord en un vote pour ou contre l'Europe. Au-delà de leur critique systématique, les partis combattant l'Union européenne ne formulent pas de propositions susceptibles de permettre aux Européens de répondre aux défis auxquels ils sont confrontés.

Sauvetage des États défaillants, lutte contre la finance folle, fermeté face à la Russie : voilà trois défis face auxquels l'union des États membres de l'Union européenne n'était pas acquise, mais où elle a pu être patiemment construite dans l'intérêt commun des Européens. Cette union n'empêche pas les États membres d'agir comme bon leur semble dans de nombreux domaines, et elle doit continuer à respecter les diversités nationales. Elle est plus que jamais nécessaire pour relever de grands défis face auxquels nos pays seraient fort démunis s'ils essayaient d'agir seuls.

** Jacques Delors a présidé la Commission européenne de 1985 à 1994.*
*** Antonio Vitorino a été commissaire européen à la Justice et aux Affaires intérieures de 1999 à 2004.*

Il faut sortir de l'Europe à la papa



DESSINS CLABREFOND

CORALIE DELAUME

Pour l'essayiste*, la logique qui inspire la construction européenne est vouée à l'échec.

En cette veille du scrutin européen, l'on nous explique combien celui-ci sera important. Car la nouvelle majorité au Parlement européen conditionnera cette fois la désignation du président de la Commission. C'est prendre les vessies pour des lanternes. Le président de la Commission européenne sera soit Martin Schultz soit Jean-Claude Junker, tous deux représentants le vieil européisme de papa. Entre eux, il faut chercher les différences à la loupe, comme l'a montré le débat télévisé d'un ennui poisseux qui les a « opposés » le 9 avril.

On surestime le rôle de l'Assemblée de Strasbourg. Celle-ci n'a pas l'initiative directe des lois européennes. Elle vote un budget de l'Union d'un montant dérisoire. Elle ne peut modifier les traités. Bref, elle est plus une chambre d'enregistrement qu'un organe décisionnel. Son élection au suffrage universel ne sert qu'à tenter de légitimer un édifice communautaire à bout de souffle.

Le Parlement européen ne peut être une véritable assemblée représentative puisqu'il n'est pas l'émanation du peuple européen. Et pour cause : un tel peuple n'existe pas. Voilà pourquoi l'Europe est un trou noir démocratique qui engendre la défiance des populations.

Les traités européens priment de fait sur les Constitutions nationales : la Constitution française a été modifiée cinq fois depuis 1992 pour être rendue eurocompatible. Quant au droit secondaire, il prime sur les droits nationaux depuis que la Cour de justice de Luxembourg en a décidé ainsi dans un arrêt de 1964. Une décision prise hors de tout contrôle démocratique et jamais contestée. L'ordre juridique européen doit être revu afin que les règles édictées au nom des citoyens par de vrais parlementaires ne puissent être coiffées par des normes supranationales à la légitimité douteuse.

Il faudra également se défaire de l'euro. On s'accorde aujourd'hui sur certaines tares de la monnaie unique, dont sa surévaluation. Mais si l'euro à 1,38 dollar est très cher pour l'Europe du Sud, il ne l'est pas pour l'Allemagne. Des pays économiquement divers peuvent-ils partager une même monnaie ? Il est illusoire d'enserrer dans une même devise des pays dont les trajectoires à moyen terme divergent. L'Allemagne, dont la démographie décline, devra à l'avenir gérer sa population âgée. Elle a donc besoin d'une inflation faible qui garantisse la valeur de son épargne, d'où son attachement à une politique monétaire restrictive. La France, avec sa démographie plus dynamique, a besoin d'une croissance, de créations d'emplois et d'une inflation supérieures. Comment une même politique monétaire conviendrait-elle à ces deux pays ?

L'euro est donc condamné. Et il serait raisonnable de le démanteler sans attendre qu'il n'explose dans le plus grand désordre. Sans doute les Allemands seront-ils difficiles à convaincre. Un retour aux monnaies nationales entraînerait une réévaluation de la leur, renchérirait leurs exportations et contrarierait leur stratégie mercantiliste, donc leur intérêt à court terme. À long terme toutefois, la dernière chose dont l'Allemagne ait besoin est qu'une spirale déflationniste n'emporte l'Europe du Sud. Une nouvelle crise des dettes du Sud coûterait très cher, cette fois, à ce contribuable allemand que Mme Merkel est si soucieuse de préserver. On a fait trop peu de cas de cette remarque lucide de la chancelière allemande lors du Conseil européen de décembre 2013 : *« Tôt ou tard, la monnaie explosera, sans la cohésion nécessaire. »* Puisqu'elle le sait déjà, pourquoi ne pas en discuter ?

** Auteur d'« Europe : les États désunis » (Michalon, 2014, 224 p., 17 €).*





LE BLOC-NOTES
Ivan Rioufol
irioufol@lefigaro.fr
blog.lefigaro.fr/rioufol

Vers une révolution conservatrice-libérale

Deux ans de hollandisme ont aidé à ouvrir les yeux sur la fin des utopies. Le chef de l'État voulait *« réenchanter le rêve français »* ; il en a fait un cauchemar. Les courbes qui grimpent, indomptables, sont celles de l'endettement, du chômage, de la violence, du communautarisme, de la désespérance. *« Le retournement économique arrive »*, prédit celui qui avait déjà annoncé la baisse des déficits et des demandeurs d'emploi pour 2013. Le président voit ce qu'il croit.
Il l'a confirmé, mardi, au micro de Jean-Jacques Bourdin (RMC-BFMTV) : *« J'ai remis la France en marche. »* Mais les Français sont comme saint Thomas : ils ne croient que ce qu'ils voient. Cette révolution des Ceillères, ainsi nommée ici (1) pour désigner la victoire par KO des réalités sur les croyances, engrange la puissance d'un tsunami.

Trop de mensonges officiels et d'endoctrinements ont rendu la société civile allergique aux discours autorisés. Non contente de remettre en cause les vertus de l'immigration et de la non-discrimination, la France silencieuse déboulonne le totem de l'État-providence, devant qui tous les dirigeants se prosternent. Un sondage Ifop, publié mardi par *l'Opinion*, confirme la conversion pragmatique des citoyens au libéralisme, à rebours d'une propagande ayant fait du mot un épouvantail. Jacques Chirac le comparait au communisme, voyant dans les deux systèmes *« une perversion de la pensée humaine »*. Jean-François Copé avouait récemment : *« Libéralisme, j'aime pas trop le terme. »* Les Français n'ont pas ces réserves. Ils sont les vrais réformateurs.

L'égalité était le socle historique de l'esprit français ; désormais, la liberté devient la valeur dominante (48 %, 34 % pour l'égalité, 18 % pour la fraternité). Claude Bartolone (PS) assure (*Le Figaro*, lundi) que son parti entend « sacraliser » le modèle social issu du Conseil national de la résistance. Mais seuls 26 % des sondés soutiennent cet édifice qui s'écroule. A contrario, 96 % plébiscitent l'initiative et l'autonomie. Plus surprenant encore dans cette *« obsession antilibérale française »* (2), partagée par la plupart des hommes politiques : 31 % des sondés (43 % parmi les 18-24 ans) se disent prêts à sortir du système de la Sécurité sociale au profit d'assurances privées, alors que le débat sur cette option se heurte aux interdits dogmatiques.

Les Français aspirent au conservatisme des valeurs et au libéralisme des esprits. Ces réponses complémentaires s'imposent à une société confrontée aux désastres du relativisme culturel et de l'égalitarisme forcené. L'arasement et l'indifférenciation, enfants monstrueux de ces idéologies en perdition, ont les traits d'une société totalitaire. Pourtant cette observation, souvent faite ici, attend toujours sa réponse politique. Certes, le PS a perdu, culturellement et économiquement, la bataille des idées folles. Pour autant, aucun autre parti n'est encore capable de s'ouvrir à cette double aspiration, faussement perçue parfois comme contradictoire. L'UMP, engoncée dans ses vieux habits, effleure trop prudemment les deux sujets. Quant au FN, il sacrifie son analyse du malaise identitaire à la promotion d'un archaïque marxisme qui le rapproche de l'extrême gauche.

« Rien à perdre »

C'est auprès des Français que la solution au désendettement de l'État est à rechercher. Les citoyens ont les réponses que n'osent formuler leurs dirigeants. Selon un sondage (BVA), 73 % approuveraient la réduction du nombre des fonctionnaires, 59 % la baisse des dépenses maladie, 51 % le gel des prestations sociales.
Or le gouvernement, qui répète vouloir préserver le modèle social, s'interdit ces solutions. Il est admis que le plan de relance de Manuel Valls, complaisamment encouragé par les centristes Yves Jégo (UDI) et François Bayrou (MoDem), ne suffira pas à réduire les dépenses publiques. Il est donc vain d'espérer pour 2015 un déficit ramené à 3 % du PIB, comme s'y est engagé Michel Sapin. Il est vrai que le ministre avait déjà promis, avec le même bagout de vendeur de camelote, la baisse du chômage pour 2013. Reste que la prévision d'un déficit français ramené lundi par la Commission européenne de 3,9 % à 3,4 % en 2015, en regard des prétendues économies, n'est guère plus crédible. Cette bienveillance laisse deviner une possible connivence électorale entre Paris et Bruxelles, dans le but d'améliorer les bilans avant le 25 mai. *« Je n'ai rien à perdre »*, a reconnu Hollande lors de son entretien. Sa popularité ne peut, en effet, descendre beaucoup plus bas. Faut-il comprendre que le président serait prêt à lancer la vraie réforme de l'État-providence ? En optant plutôt pour la réforme territoriale, infaisable dans le délai promis d'un an, il a choisi de ne rien faire…

Respectable nationalisme

L'entêtement des faits à contredire les slogans oblige les politiques à abandonner leur pilotage automatique pour s'adapter aux évidences. Quand, sur l'Europe, Alain Juppé, jamais avare d'un cliché, se réclame (*Le Monde*, mardi) de la réflexion de François Mitterrand : *« Le nationalisme, c'est la guerre »*, il persiste à rendre suspects ceux qui s'inquiètent des affaiblissements de la nation et du mépris qui lui est porté par les européistes. Un réflexe pavlovien qualifie de « fascistes » ou de « populistes » de respectables sentiments patriotiques, tandis que la même pensée lisse ne trouve rien à redire à l'universalisme et à ses risques. Or les réalités le montrent : ce n'est pas le nationalisme qui est le danger, mais le multiculturalisme qui déchire les nations, oppose les communautés, alimente l'insécurité (Paris compte 100 agressions par jour). Pierre-André Taguieff, analysant *« l'antilepénisme ordinaire »* (1), remarque : *« Diaboliser la nation comme telle, c'est diaboliser par contiguïté la démocratie telle qu'elle s'est redéfinie à l'âge moderne, sur la base de la souveraineté du peuple, de l'indépendance nationale et de la séparation des pouvoirs. »* Non, le nationalisme n'est pas, forcément, une tare.

Ridicule prétention

Quoi d'autre ? La ridicule prétention de l'État en faillite à donner des leçons de bonne gestion aux grands patrons (à celui d'Alstom ces jours-ci).
Les ministres, et singulièrement Arnaud Montebourg, ignorent ce qu'est une entreprise.

(1) Bloc-notes du 31 mai 2013.
(2) Nicolas Lecaussin, Éditions Libréchange.
(3) « Du diable en politique », *CNRS Éditions.*

100 000 citations et proverbes sur evene.fr ENTRE GUILLEMETS



La France a commémoré le 8 mai 1945.
F. BOUCHON/LE FIGARO

De Gaulle
La guerre est gagnée. Voici la victoire. C'est la victoire des nations unies et c'est la victoire de la France



ANALYSE
Guillaume Perrault
@GuilPerrault

« Vous n'avez pas le monopole du cœur »

C'était il y a quarante ans, le 10 mai 1974. Ce jour-là, les cinémas sont vides, les restaurants déserts. Vingt-cinq millions de Français regardent à la télévision le premier débat de l'entre-deux-tours d'une élection présidentielle. Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, au coude à coude dans les sondages, s'affrontent dans un duel décisif.

L'atmosphère est aussi tendue dans le pays que dans le studio de l'ORTF où les deux candidats ont pris place. Georges Pompidou, président de la République, est mort quelque cinq semaines plus tôt, le 2 avril 1974. Son décès a plongé les Français dans la stupeur et l'inquiétude. Une élection présidentielle anticipée est organisée dans les délais très serrés prévus par la Constitution en pareil cas. Au premier tour, le 5 mai 1974, Mitterrand, candidat unique de la gauche, est arrivé en tête avec 43,2 %. Il devance de plus de dix points Giscard, qui recueille 32,6 %. Jacques Chaban-Delmas (15,1 %) ne peut accéder en finale. Chaque camp resserre les rangs pour le choc du deuxième tour.

À la Maison de la Radio, ce 10 mai 1974, le duel télévisé Giscard-Mitterrand va durer une heure et quarante minutes. Les deux journalistes - Jacqueline Baudrier et Alain Duhamel - ne posent aucune question. Ils se contentent de veiller à l'égalité du temps de parole. Les deux candidats rompent des lances dans un français presque toujours irréprochable.

Alors âgé de 48 ans, Giscard dégage une impression de jeunesse. Toujours ministre des Finances pendant la campagne, il déploie ses compétences économiques, qui en imposent. Admirateur de Kennedy, Giscard maîtrise parfaitement les contraintes de la télévision. Il veut séduire les indécis avec un langage et un style. L'homme s'interdit certains mots comme *« gauche »*, *« droite »*, *« affrontement »*.

En face, Mitterrand, âgé de 57 ans, paraît raide et crispé. Il sait la victoire à portée de main. Conformément à sa stratégie de toujours, le candidat de l'Union de la gauche opte pour l'attaque frontale. Le point faible de Giscard est son origine sociale très aisée. Mitterrand choisit cette cible et ouvre le feu à la 28e minute.

« Voyez-vous, le changement sans risque dont vous avez parlé, susurre Mitterrand, *il est sans risque naturellement pour des gens comme vous, mais pensez maintenant… ». « Qu'appelez-vous, monsieur Mitterrand, "des gens comme vous ?"* » l'interrompt Giscard. *« C'est-à-dire à des gens qui appartiennent à une certaine caste sociale,* répond Mitterrand d'une voix douce, *qui n'ont pas, en effet, à se trouver affrontés, comme le sont la plupart des hommes et des femmes qui ont voté pour moi, à des problèmes… ».*

« Mais, monsieur Mitterrand, vous n'avez pas le droit de dire des choses pareilles, le coupe Giscard. *Je représente des électeurs qui sont aussi modestes que les vôtres et qui m'ont apporté leur confiance dans les mêmes conditions (…) Nous avons chacun le droit de représenter la France qui travaille (…) ».*

Après plusieurs passes d'armes incertaines, Mitterrand tente un nouvel assaut à la 71e minute. *« C'est aussi une affaire de cœur. Il n'est pas acceptable qu'il y ait une petite catégorie de privilégiés qui sont servis par toutes vos lois, en particulier par vos lois fiscales (…) tandis que tant de millions de gens vivent difficilement. »*

Giscard réplique en regardant Mitterrand droit dans les yeux et en détachant chaque mot : *« Je trouve toujours choquant et blessant de s'arroger le monopole du cœur. Vous n'avez pas, monsieur Mitterrand, le monopole du cœur. Vous ne l'avez pas. J'ai un cœur comme le vôtre qui bat à sa cadence et qui est le mien,* poursuit-il. *Vous n'avez pas le monopole du cœur. Et ne parlez pas aux Français de cette façon si blessante pour les autres. »*

La réplique frappe les esprits et devient célèbre. Des indécis basculent. Au deuxième tour, le 19 mai 1974, la participation atteint 87,3 %, soit le record de toutes les élections présidentielles de la Ve République. Giscard est élu avec 50,8 % des suffrages, soit 13 396 203 voix. Mitterrand obtient 49,1 % des suffrages, soit 12 971 604 voix. Giscard devance son adversaire d'environ 425 000 voix. Il est permis de penser qu'il a dû sa victoire à un cri du cœur.

FIGAROVOX
Découvrez l'espace débats, opinions et controverses du **figaro.fr**

UKRAINE
- La Realpolitik de Vladimir Poutine contre les valeurs européennes, par Andrii Deshchytsia, ministre des Affaires étrangères d'Ukraine.
- La Russie, mal-aimée des médias occidentaux ? par Vladimir Fédorovski.

EUROPE
- Pourquoi il faut s'abstenir aux élections européennes du 25 mai prochain.

LE FIGARO

Dassault Médias
14, boulevard Haussmann 75009 Paris
Président-directeur général
Serge Dassault
Administrateurs
Nicole Dassault, Olivier Dassault, Thierry Dassault, Jean-Pierre Bechter, Olivier Costa de Beauregard, Benoît Habert, Bernard Monassier, Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
14, boulevard Haussmann 75009 Paris
Président
Serge Dassault
Directeur général, directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué des rédactions
Jean-Michel Salvator
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, So Figaro), Philippe Gélie (Étranger), Anne Huet-Wullème (Édition, Photo, Révision), Paul-Henri du Limbert (Politique, Société, Sciences, Débats et Opinions), Etienne de Montety (Figaro Littéraire), Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Figaroscope, Télévision) et Yves Thréard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports)

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteurs en chef
Graziella Boutet (Infographie)
Frédéric Picard (Édition)
Éditeur
Sofia Bengana
Éditeur adjoint
Robert Mergui

FIGAROMEDIAS
9, rue Pillet-Will, 75430 Paris Cedex 09
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
14, boulevard Haussmann 75438 Paris Cedex 09
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression
L'imprimerie, 79, rue de Roissy 93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
Imprimahd Casablanca Maroc
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0416 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7 h à 17 h ; sam. de 8 h à 12 h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11. Gérez votre abonnement sur http://abonnes.lefigaro.fr
Formules d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine
Club : 397 €. Semaine : 247 €. Week-end : 197 €.

OJD Diffusion Payante Certifiée 2013

Ce journal se compose de : Édition nationale 76 pages, Cahier 2 Économie 8 pages, Cahier 3 Le Figaro et vous 10 pages
Sur certaines éditions : Supplément 4 Magazine 126 pages, Supplément 5 Madame 144 pages, Supplément 6 TV 72 pages



Stéphane Kovacs
skovacs@lefigaro.fr



FREDERIC STUCIN / PASCO

Audrey Kermalvezen : « Je veux connaître mes origines »

Cette avocate demande une évolution de la législation pour que les personnes comme elle, conçues grâce à un don de sperme anonyme, puissent accéder à certaines informations.

Avocate spécialisée en droit de la bioéthique, Audrey Kermalvezen apprend, à 29 ans, qu'elle en est l'un des premiers « produits » : elle a été conçue grâce à un donneur de sperme anonyme. Cinq ans d'enquête et une procédure judiciaire plus tard, la jeune femme n'a toujours pas obtenu ce qu'elle souhaitait : des informations non identifiantes (antécédents médicaux, raisons du don, nombre d'enfants nés de l'échantillon) sur son géniteur. Des données qui lui permettraient aussi d'exclure toute consanguinité avec son époux, également conçu par insémination artificielle avec don de sperme (IAD)... Dans *Mes origines : une affaire d'État* (Éditions Max Milo), livre sorti mercredi, Audrey Kermalvezen, qui préside désormais l'association Procréation médicalement anonyme, dénonce de *« nombreuses infractions à la loi »* et une *« législation tardive et parcellaire qui se contente de colmater les brèches »*.

LE FIGARO. – Quelles conséquences cette conception par IAD a-t-elle pour vous au quotidien ?

Audrey KERMALVEZEN. – J'ai besoin d'humaniser mon mode de conception... Tout ce que je sais, c'est que j'ai été conçue à l'hôpital Necker, à Paris ! Je n'ai aucun élément pour me représenter mon géniteur. J'ai été extrêmement choquée que l'on refuse de me dire si mon frère et moi avons le même donneur : cela ne changerait rien à sa vie, mais beaucoup à la nôtre ! Cela me cause des préjudices quotidiens : quand on me demande mes antécédents médicaux, mes origines, qu'on me fait remarquer que je ressemble à untel. Et mon mari ne connaît pas, non plus, son géniteur...

Qu'avez-vous découvert au cours de votre enquête ?

Au fur et à mesure de mes démarches, je me suis rendu compte qu'il y avait une résistance, et même une virulence de la part des responsables des Cecos (Centres d'études et de conservation des œufs et du sperme) à notre égard. Qu'est-ce que cela cache ? Je pense qu'il doit y avoir eu des choses troubles. Peut-être l'utilisation de sperme de donneurs pour la conception de plusieurs dizaines, voire plusieurs milliers d'enfants ! Les cinq personnes que je connais ayant été conçues à Necker, par exemple, ont toutes le même groupe sanguin, A-, comme 6 % de la population française, les cheveux ondulés et les yeux marron-vert. Je connais un donneur qui a donné dans plusieurs établissements, ainsi que dans le privé... Il ne faut pas oublier que les dons étaient rémunérés jusqu'à fin 1977 ! La loi actuelle, qui prévoit qu'il n'est pas possible de concevoir plus de dix enfants par donneur, n'est pas respectée : il suffirait pourtant de créer un fichier central des donneurs ! J'ai aussi découvert des critères de sélection des donneurs proches de l'eugénisme, la persistance de réseaux parallèles, la potentielle utilisation de sperme de détenus, le fait que l'on conserve le sperme ad vitam aeternam, ce qui signifie que je pourrais, à la limite, me faire inséminer avec le sperme de mon géniteur... Ce qui me choque enfin, c'est que l'on s'arroge le droit de penser à notre place !

> La loi actuelle, qui prévoit qu'il n'est pas possible de concevoir plus de dix enfants par donneur, n'est pas respectée : il suffirait pourtant de créer un fichier central des donneurs !

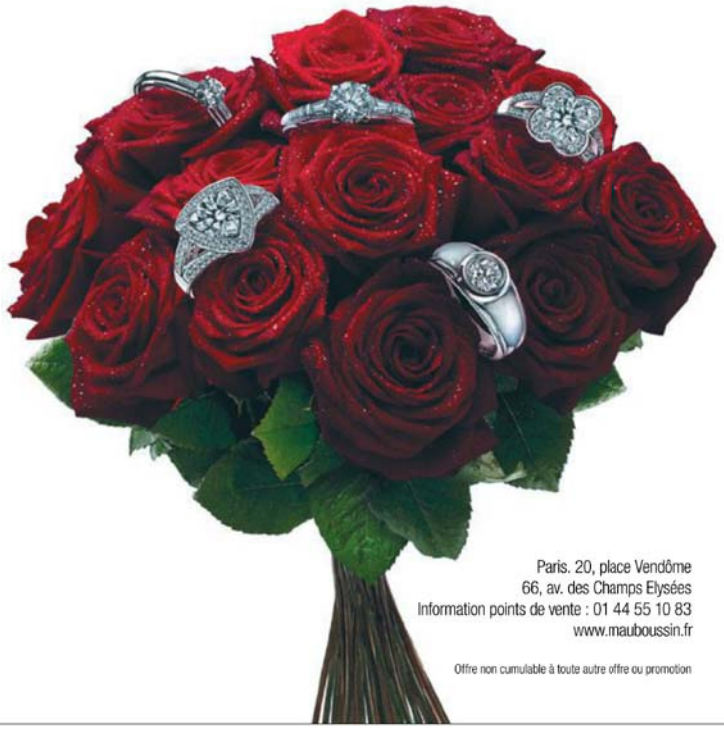
Vous réclamez la levée de l'anonymat. Mais n'y a-t-il pas un risque de baisse des dons, et que les parents hésitent à révéler l'histoire de leur conception à leurs enfants ?

En Suède, la levée de l'anonymat est possible depuis 1984. La quantité de dons a chuté en 1985, mais elle est revenue au même niveau dès l'année suivante. L'anonymat a également été levé en Suisse et au Royaume-Uni : il y a toujours autant de donneurs, simplement leur profil a changé ; ce sont des hommes plus mûrs. En France actuellement, on peut estimer qu'environ 70 000 personnes ont été conçues grâce à cette technique. Et que quelque 64 000 ne le savent pas ! Alors qu'en Suède, 90 % des couples hétérosexuels ayant eu recours à un don de sperme envisagent de dire la vérité à leur enfant. Ils ne sont que 60 % en France ! Le dilemme, pour mes parents, a justement été l'anonymat, car ils savaient que la question que je le leur poserais serait : *« Qui est le donneur ? »*

Quelle solution préconisez-vous ?

En ce qui nous concerne, personnes conçues grâce à un donneur, nous réclamons, pour ceux qui le souhaitent, d'une part l'accès aux informations non identifiantes qui se trouvent dans les dossiers, d'autre part que l'on demande au donneur concerné s'il accepte que son identité nous soit dévoilée. Pour l'avenir, nous demandons le maintien du principe d'anonymat entre le couple qui a recours à la PMA et le donneur, tout en offrant la garantie pour l'enfant, s'il le souhaite, de connaître, dès sa majorité, l'identité du donneur. Les donneurs seront informés qu'ils pourront éventuellement être identifiés au plus tôt dix-huit ans et neuf mois plus tard et feront ce choix en connaissance de cause. C'est ce qui se pratique notamment en Suède, en Suisse et au Royaume-Uni, depuis de nombreuses années, sans aucune difficulté. ■

MAUBOUSSIN
Artiste Joaillier
Du 5 au 17 mai
Choisissez la Bague de vos rêves.
Le Diamant est à prix coûtant



Paris. 20, place Vendôme
66, av. des Champs Elysées
Information points de vente : 01 44 55 10 83
www.mauboussin.fr
Offre non cumulable à toute autre offre ou promotion

LE FIGARO

FORMATION

DÉPUTÉS, PROFS ET SÉNATEURS S'INITIENT AUX STAGES D'IMMERSION EN ENTREPRISE PAGE 16

TOYOTA

LE LEADER MONDIAL DE L'AUTOMOBILE RÉALISE LES MEILLEURS RÉSULTATS DE SON HISTOIRE PAGE 17



La BCE prête à agir pour faire baisser l'euro

La Banque centrale européenne dévoilera le 5 juin ses mesures pour lutter contre un euro trop fort et prévenir tout risque de déflation. PAGE 17



Mario Draghi, président de la BCE, à Bruxelles, jeudi.

TOYOTA, JOHN THYS/AFP, ALSWART-FOTOLIA

L'ALLEMAGNE CHAMPIONNE D'EUROPE DE LA POLLUTION

ENVIRONNEMENT Le résultat est mauvais, mais il était prévisible. Avec 760 millions de tonnes de CO_2 produites en 2013, l'Allemagne est le premier pollueur de l'Union européenne, selon une étude de l'institut de statistiques Eurostat. Le résultat est pire qu'en 2012, avec une augmentation de 2 % des émissions. Les Allemands se situent loin devant les Anglais (455 millions de tonnes), les Français (346 millions) et les Italiens (342 millions). Outre le retour de la croissance économique, l'activité industrielle en plein essor et les transports, c'est surtout le choix énergétique du pays qui explique ce record. En décidant de sortir du nucléaire, en 2011, Angela Merkel avait prévenu : les énergies fossiles seraient fortement mises à contribution, avant que les énergies renouvelables ne prennent le relais.

Les centrales à charbon tournent à plein régime outre-Rhin, produisant 25,8 % de l'électricité consommée. Leur développement est favorisé par le faible coût des droits d'émission au sein de l'Union européenne. À 5 euros la tonne, le mécanisme n'a aucun effet incitatif pour changer de modèle d'approvisionnement énergétique. Pis, l'Allemagne subventionne ses industries consommatrices d'énergie pour qu'elles ne soient pas pénalisées par les subventions accordées jusqu'à présent aux seules énergies renouvelables. En présentant sa réforme de la loi sur les énergies renouvelables en avril, le ministre de l'Économie, Sigmar Gabriel, a toutefois rappelé l'engagement de l'Allemagne de réduire de 40 % ses émissions de gaz à effet de serre en 2020 et de 80 % en 2050. Mais le vice-chancelier et Angela Merkel insistent sur la préservation des intérêts économiques du pays. Et l'Allemagne a encore besoin du charbon.

Au sein de l'Union européenne, les émissions de CO_2 ont reculé en 2013 de 2,5 %, à 3,35 milliards de tonnes. Seuls six pays ont vu leurs rejets augmenter : le Danemark (+ 6 %), l'Estonie (+ 4,4 %), le Portugal (+ 3,6 %), l'Allemagne (+ 2 %), la France (+ 0,6 %) et la Pologne (+ 0,3 %). Les plus fortes baisses ont eu lieu dans des pays en crise comme Chypre (– 14,7 %) ou en Espagne (– 12,6 %). Le CO_2 représente 80 % des émissions de gaz à effet de serre, néfastes pour l'environnement.

NICOLAS BAROTTE (À BERLIN)

Le japonais Toshiba prêt à racheter une part d'Alstom

3,8 milliards d'euros
Le chiffre d'affaires 2013 de la branche grid d'Alstom convoitée par Toshiba.

INDUSTRIE Il n'y a sans doute *« pas le feu »* chez Alstom, comme le répète son PDG Patrick Kron, mais le groupe français attire les pompiers venus de tous les continents. Après l'américain General Electric, qui a déposé une offre ferme pour lui racheter la totalité de ses activités énergie, l'allemand Siemens, qui prépare la sienne pour d'ici à la fin du mois, le japonais Toshiba semble prêt à s'inviter à ce qui s'apparenterait alors à un dépeçage d'un fleuron tricolore. Selon le quotidien *Nikkei*, le conglomérat nippon va faire une offre à GE pour lui reprendre l'activité distribution (grid) d'Alstom, une fois l'offre américaine approuvée par les administrateurs du groupe français. En 2009, l'activité transmission & distribution, mise en vente par Areva, avait déjà suscité l'intérêt de GE et surtout de Toshiba, avant d'être reprise en partage par Alstom et Schneider Electric.

Puisque les plats repassent, le groupe japonais, qui n'a pas souhaité faire de commentaires, serait prêt à mettre sur la table plusieurs milliards de dollars pour récupérer la branche grid d'Alstom (3,8 milliards d'euros de chiffre d'affaires l'an passé, sur un total de 20,3 milliards pour le groupe français) et tripler de taille dans le secteur. Mais la partie est loin d'être gagnée. *« Nous n'avons pas l'intention de vendre la branche grid si notre offre est acceptée »*, a en effet assuré jeudi après-midi GE dans un communiqué.

De plus, si le repreneur de l'énergie d'Alstom accepte *in fine* de ne pas conserver la branche grid, comme le souhaite vivement Arnaud Montebourg, qui garde un œil sur le dossier, c'est bien pour que celle-ci reste française… **L.L.**

LE CHIFFRE

2 200

retraités français prêts à l'exil fiscal au Portugal

Depuis dix mois, 2 200 Français ont acquis un bien immobilier au Portugal. La plupart sont des retraités venant profiter du soleil… et des avantages fiscaux proposés aux Européens depuis début 2013. À commencer par la possibilité d'être exonéré d'impôt sur les pensions perçues dans leur pays d'origine pour ceux résidant au moins 6 mois par an dans le sud-ouest de la péninsule ibérique. Ou encore d'une imposition à 20 % pour les revenus d'activités professionnelles.

« Nous attendons plus de 20 000 Français d'ici à fin 2015 », affirme Carlos Vinhas Pereira, président de la Chambre de commerce et d'industrie franco-portugaise. **Q. P.**

L'HISTOIRE DU JOUR

La shampouineuse blanchissait ses dollars pour en décupler la valeur

Tarshema Brice, coiffeuse de 34 ans, se livrait au blanchiment de dollars, au sens propre du terme. Son inventivité a même forcé le respect des agents du Secret Service, agence fédérale créée en 1895 pour lutter contre les faux-monnayeurs. Cette mère de six enfants avait perfectionné un vieux procédé ingénieux : elle dégraissait d'abord des billets de cinq dollars avec un puissant détergent. Ensuite, à l'aide d'une brosse à dents, elle effaçait l'encre qui restait. Après un séchage de professionnelle, elle plaçait les billets désormais vierges dans une imprimante couleur à jet d'encre pour les transformer en coupures de cinquante et cent dollars. Pour ce, elle imprimait simplement sur ces coupures fraîches les images de billets originaux préalablement scannés. Le résultat était suffisamment convaincant pour tromper des caissiers pas trop regardants. En scrutant le filigrane, ils auraient pu cependant remarquer que le visage du président Lincoln, retenu pour les billets de cinq dollars, apparaissait encore sur ces billets pourtant ornés de l'image de Benjamin Franklin ou de celle du président Grant. La résidente de Richmond (Virginie) a produit entre 10 000 et 20 000 dollars de ces faux billets durant une période de plus de deux ans. En septembre dernier, son trafic finit par être découvert.



Le mois dernier, devant un tribunal fédéral, elle choisit de plaider coupable. Hewlett-Packard, complice involontaire de cette escroquerie car fabricant de cette planche à billets illicites, reconnaît coopérer avec de nombreux instituts d'émission de par le monde pour limiter la qualité des faux billets qui peuvent ainsi sortir de ses imprimantes. ■

PIERRE-YVES DUGUA



Députés, enseignants et sénateurs en stage découverte en entreprise

Les initiatives se multiplient pour lutter contre leur méconnaissance et leur défiance.

SOCIAL Entre les Français et les entreprises, c'est « je t'aime moi non plus ». À titre personnel, ils se disent majoritairement attachés à leur boîte : 74 %, selon le dernier sondage OpinionWay pour l'opération « J'aime ma boîte ». Mais au plan national, ils s'en méfient. Selon le baromètre Cevipof, les Français font ainsi moins confiance aux entreprises (41 %) qu'aux hôpitaux (79 %), à l'armée (74 %) ou à la police (68 %). Seuls les syndicats (11 %), les médias (23 %), les partis politiques (28 %) et les banques (29 %) font pire. Mal-aimée dans l'opinion, l'entreprise est également sous-représentée au Parlement et quasi inexistante au gouvernement. Elle est régulièrement pointée du doigt pour les excès salariaux de ses dirigeants, ses « patrons voyous » ou ses plans sociaux.

Susciter des canditatures de salariés aux législatives

Comment dès lors renouer le dialogue et la confiance entre l'opinion et l'entreprise ? En ouvrant ses portes à des publics (profs, députés, sénateurs…) qui n'y mettent jamais, ou très rarement, les pieds… *« Les familles qui viennent lors des journées portes ouvertes sont souvent surprises que le sol ne soit pas en terre battue »*, ironise le patron bordelais d'une PME de l'aéronautique.

L'autre option est de permettre à des salariés d'embrasser une carrière politique avant de retrouver leur poste et leur employeur en cas de défaite. C'est une thèse notamment portée par Denis Payre, l'ex-patron de Business Object et Kiala qui a récemment créé le mouvement politique Nous citoyens. Ou par le collectif « Les Arvernes », un groupe de hauts fonctionnaires, d'économistes, de chefs d'entreprise et de professeurs qui réfléchissent aux sujets de société. Leur credo ? Que plus d'élus soient issus de l'entreprise afin de peser sur les lois, souvent très éloignées de la réalité du terrain. Pour « Les Arvernes », l'exemple doit venir des grandes entreprises qui ont davantage de marges de manœuvre pour *« offrir des aménagements favorisant l'accès de leurs collaborateurs à des fonctions électives »*, ont-ils écrit dans *Le Monde*. Avec un prérequis, à l'image de ce que le statut des fonctionnaires garantit aux agents de l'État : *« Le retour en entreprise doit être acquis pour un élu en fin de premier mandat ou en cas de défaite. »* ■

CH. L



« Alors que les profs pensent que l'entreprise est un lieu de contrainte, ils voient que c'est un endroit où les gens peuvent s'épanouir »

CHRISTIAN POYAU, PRÉSIDENT DE LA FONDATION CROISSANCE RESPONSABLE

GEORGES MERILLON/LE FIGARO MAGAZINE

Visites d'usines et portes ouvertes aident les profs à mieux orienter leurs élèves

CÉCILE CROUZEL @ccrouzel

« C'est quoi, une business unit ? » Pour cette professeure de maths en visite chez le sous-traitant automobile Cooper installé à Vitré (Ille-et-Vilaine), certains termes de l'entreprise s'apparentent à du chinois. *« C'est une unité de production au sein de l'entreprise »*, indique Alain Lainé, gestionnaire des ressources humaines. Ce 5 février, son rôle est de répondre aux questions du proviseur adjoint et des trois profs – deux de maths et une d'économie-gestion – venus visiter son usine. *« C'est une enseignante qui, à la suite d'une présentation, nous a suggéré de proposer aux profs de venir en entreprise. La première édition en juillet fut un succès, nous avons poursuivi avec 26 enseignants en février »*, raconte Sylvie Frin, de la Maison de l'emploi, qui met en musique ces sessions avec l'association Académie des métiers de l'Industrie du pays de Vitré.

Organisées afin de faire connaître les postes disponibles dans une ville où les entreprises peinent à recruter, ces visites permettent de casser des idées reçues. *« Je ne pensais pas qu'il y avait une telle diversité de métiers »*, témoigne la proviseure adjointe, tandis que la professeure de maths a *« été surprise par le haut niveau de qualification demandé en usine »*. De fait, un bac pro est souvent nécessaire. *« Vous menez toutes les négociations avec vos clients en anglais ? »*, s'est encore étonné le professeur de maths.

Certaines questions ont révélé un écart entre les modes de pensée. *« Vous faites des tandems jeunes-seniors ? »*, a demandé un conseiller d'orientation qui visitait le même jour, avec trois autres profs, l'entreprise Pasquet Menuiseries. *« En général, les professeurs que nous recevons n'ont pas une idéologie antientreprises »*, reconnaît Jean-Paul Renault, son directeur de production. Même si les enseignants n'évitent pas les sujets sensibles… *« Quelle est la proportion de CDD et de CDI ? »*, a demandé le prof de maths chez Cooper. *« Vous utilisez du caoutchouc, ce n'est pas terrible pour l'environnement… »*, a

> **« Vous ne parlez pas de la spéculation. Pourquoi ? »**
> UN PROFESSEUR

constaté un autre. Mais ils ont écouté sans contester les réponses sur la nécessaire flexibilité et les marges…

En observant les chaînes de fabrication des joints automobiles ou les machines-outils découpant les fenêtres en aluminium, les profs ont surtout posé des questions sur l'activité de la société et le cursus des salariés. Ils ont pris des notes. *« Cela nous fait du bien de venir ! »*, a reconnu la professeur d'histoire-géo après sa visite chez Pasquet. *« Il faut connaître l'entreprise pour guider nos élèves dans leur choix »*, insiste sa collègue de technologie.

La motivation est identique chez les profs qui suivent le programme d'immersion en entreprise de trois jours de la Fondation Croissance responsable. *« Ce programme est utile car je manque de connaissances pour présenter les métiers aux élèves. Dans mon collège, 70 % partent en lycée professionnel ou en apprentissage, et ont besoin d'informations,* témoigne une professeure de français d'Épinay (Seine-Saint-Denis), en visite le 6 mai chez Speaking Agency, start-up spécialisée dans les cours et gardes d'enfants en anglais. *Voyant que l'anglais est indispensable et le savoir-être crucial, je vais aujourd'hui insister sur ces points. »* Son souhait ? Que les profs nouent des relations avec les entreprises afin d'aider les élèves à trouver des stages.

N'aurait-il donc aucun nuage entre l'entreprise et l'Éducation nationale ? Pas tout à fait. *« Une minorité de collègues est hostile à toute coopération avec les entreprises, la majorité ne s'y intéresse pas et une minorité est pour »*, répond la prof de français. Les questions posées le 20 mars lors de la présentation du cursus par la Fondation Croissance responsable n'étaient pas toutes positives. *« Vous mettez en avant la notion de plaisir à travailler en entreprise. Que faites-vous du stress ? »*, a demandé un prof. *« Vous ne parlez pas de la spéculation. Pourquoi ? »*, a interrogé un autre. Qu'importe, la volonté de mieux se connaître grandit. Peut-être est-ce l'ampleur de la crise qui oblige chacun à sortir de ses préjugés… ■







Le 5 février dernier, un proviseur et trois professeurs étaient en visite chez le sous-traitant automobile Cooper, installé à Vitré en Ille-et-Vilaine.
SORIANO/LE FIGARO

« Vis ma vie » de PDG : une semaine pour familiariser les parlementaires aux PME

MARIE-CÉCILE RENAULT @Firenault

« Ceux qui font les lois ne connaissent rien au monde de l'entreprise », se lamentent souvent les patrons. Il est vrai que dans une Assemblée nationale dominée par les fonctionnaires (28,5 %) – dont 9,5 % d'enseignants – et les professions libérales (16 %), les entrepreneurs sont mal représentés : 30 chefs d'entreprise sur 577 députés, soit 5,2 %. La situation est quasi similaire au Sénat, avec 21 ex-entrepreneurs sur 348 élus. Soit un ratio de 6 %.

Face à ce constat, plusieurs réseaux d'entrepreneurs lancent des initiatives originales à destination des élus. Avec l'opération *« Moi parlementaire, une semaine dans les pas d'un PDG »*, l'association Entreprise et Progrès propose aux députés d'accompagner, durant les vacances parlementaires, un chef d'entreprise sur le terrain. Bref, une initiative proche de celle que le Sénat a mise en place depuis une quinzaine d'années maintenant. *« Bien souvent les députés votent des lois de bonne foi, loin d'imaginer les difficultés concrètes qu'elles soulèvent dans la vie quotidienne du chef d'entreprise »*, explique Denis Terrien, président de l'association et DG des 3 Suisses.

L'appel à candidatures a été lancé en début de semaine et plusieurs députés de tous bords ont déjà répondu favorablement : Virginie Duby-Muller (UMP, Haute-Savoie), Patrice Carvalho (PC, Oise), Hervé Pellois (apparenté socialiste, Morbihan) ou encore Francis Vercamer (UDI, Nord). *« La démarche est intéressante et va dans le sens d'une meilleure connaissance de l'entreprise »*, affirme Virginie Duby-Muller.

« Vision marxiste »

Mais il est vrai que cette élue, diplômée de Sciences Po Grenoble (filière service public) et d'un DESS économiste de l'entreprise, a une proximité naturelle avec le monde de l'entreprise, son père et son mari étant eux-mêmes entrepreneurs.

Entreprise et Progrès arrivera-t-elle à attirer des irréductibles et à leur faire bloquer une semaine dans un emploi du temps chargé ? *« C'est nécessaire car des clichés perdurent*, estime la députée de Haute-Savoie. *Certains de mes collègues, toujours dans une vision marxiste de lutte des classes, continuent d'opposer salariés et patrons qui ne seraient intéressés que par le profit. Ils oublient qu'ils ont une part de risque, et sont moteurs de l'économie. »*

Surfant sur cette vague, l'association d'entrepreneurs Parrainer la croissance prépare elle aussi une immersion des parlementaires en entreprise à l'automne prochain, avec le soutien de Thierry Mandon (député PS de l'Essonne) et Christophe Béchu (sénateur UMP du Maine et Loire), mais axée sur les PME. *« Les parlementaires connaissent bien les grands groupes, où l'État peut être encore présent, et où ils vont parfois pantoufler. Mais ils connaissent mal l'univers des PME, qu'ils rencontrent 30 minutes de temps en temps pour écouter leurs doléances »*, explique Denis Jacquet, président de l'association.

L'objectif est de passer deux ou trois jours aux côtés du patron, du directeur financier, du DRH, du directeur juridique quand il y en a un… *« Ils vont comprendre que le nombre de lois et de normes dont ils sont à l'origine est juste insupportable. Ils verront pourquoi des PME ne veulent pas passer le seuil des 50 salariés. C'est de nature à changer profondément les choses »*, espère Denis Jacquet. ■

5,2 %
des députés
sont à l'origine des chefs d'entreprise

Leader mondial, Toyota réalise les plus gros profits de son histoire

Le groupe japonais bénéficie de la hausse de ses ventes, de ses plans d'économies et de la baisse du yen.

CHARLES GAUTIER @CHGAUTIER

AUTOMOBILE Nouveau record pour Toyota. Deux semaines après avoir annoncé qu'il était le premier constructeur à dépasser la barre des 10 millions de modèles, avec 10,13 millions de véhicules vendus sous l'ensemble de ses marques sur l'exercice annuel clos fin mars 2014, le groupe japonais a publié jeudi les meilleurs résultats financiers de son histoire.



Toyota a vendu 10,13 millions de véhicules sous l'ensemble de ses marques lors de l'exercice clos fin mars 2014. TOYOTA

La firme de Nagoya a réalisé un chiffre d'affaires de 25 691 milliards de yens (191,7 milliards d'euros), en hausse de 16,4 %. Son résultat net a presque doublé, à 1 823 milliards de yens (13,6 milliards d'euros), et son bénéfice opérationnel s'est envolé de 73 %, à 2 292 milliards de yens (17,1 milliards d'euros).

Pour expliquer ces profits pharaoniques, qui pourraient lui permettre de relancer un programme d'ouverture d'usines, Akio Toyoda, président et petit-fils du fondateur de la branche auto du groupe, a rappelé le bien-fondé de sa stratégie tirée par l'export. *« La hausse de notre profit opérationnel est due à la hausse de nos ventes au Japon et en Amérique du Nord, mais aussi aux efforts de réduction de coûts dans le groupe dans son ensemble »*, a-t-il noté.

Le patron du groupe prudent pour 2014

Le groupe a réduit ses coûts pour 290 milliards de yens, et limité ses investissements marketing, ce qui lui a rapporté 180 milliards.

La dépréciation du yen (- 30 % face au dollar depuis novembre 2012) liée à la politique menée par le premier ministre, Shinzo Abe, a aussi joué un rôle important dans la progression de Toyota. La devise nipponne, considérablement affaiblie face au dollar, a rendu les produits du groupe très compétitifs à l'exportation, notamment pour les Lexus et les Prius hybrides.

De plus, elle a multiplié les profits réalisés en dollars lorsqu'ils étaient convertis en yen déprécié. Le gain est énorme : selon l'agence Reuters, la faiblesse du yen aurait dopé le résultat opérationnel de 900 milliards de yens, soit 6,34 milliards d'euros, l'an passé.

Ces comptes offrent un peu de répit au groupe japonais, particulièrement malmené ces dernières années. Aux campagnes de rappels massifs de voitures en 2010 ont succédé les difficultés liées aux conséquences du tsunami l'année suivante. En 2013, Toyota a par ailleurs souffert, comme les autres constructeurs japonais, des graves tensions avec le grand voisin chinois.

L'accalmie évoquée par Akio Toyoda après tant de turbulences arrive à point nommé. Depuis son arrivée à la présidence en 2009, Toyota était sous pression. *« Nous étions comme un arbre qui a grandi trop vite, dont le tronc n'a pas été assez fort pour se protéger des intempéries »*, a expliqué son président. Pour le prochain exercice, le groupe reste extrêmement prudent. Il mise ainsi sur une croissance nulle de son chiffre d'affaires et même sur un bénéfice net en baisse de 2,4 %. Cette attitude frileuse a surpris les analystes, qui espéraient des perspectives plus ambitieuses. Le groupe compte néanmoins vendre 6 % de voitures en plus hors Japon, soit 8,14 millions d'unités. ■

Draghi s'inquiète de l'euro trop fort

La BCE renvoie à début juin l'annonce de mesures pour prévenir les risques de déflation

JEAN-PIERRE ROBIN jprobin@lefigaro.fr

EURO Réuni exceptionnellement à Bruxelles, selon la coutume consistant à s'« expatrier » une fois par semestre dans une capitale de la zone euro, le Conseil des gouverneurs s'en est tenu jeudi à un strict statu quo. Tant sur les taux d'intérêt que sur les autres aspects de la politique monétaire. Et, dans un premier temps, les marchés ont salué cet immobilisme par une remontée de l'euro qui a tangenté la barre de 1,40 dollar, au plus haut depuis le 31 octobre 2011 et l'entrée de Mario Draghi à la présidence de la BCE.

Puis le marché s'est brusquement ravisé lorsque ce dernier a expliqué, lors de sa conférence de presse, que *« le Conseil des gouverneurs (de la BCE) est à l'aise pour agir la prochaine fois, mais, avant, nous voulons avoir les projections économiques qui seront publiées début juin »*. L'euro a alors cédé du terrain passant en quelques secondes de 1,3993 à 1,3889 dollar, un recul de 0,2 %, tout comme a été observé un reflux de 0,4 % vis-à-vis du yen japonais.

Le 5 juin, les gouverneurs de la BCE tiendront non seulement leur réunion mensuelle, mais ils rendront publiques leurs nouvelles prévisions de croissance et d'inflation, comme ils le font chaque trimestre.

Sur le fond, les nouvelles déclarations de Mario Draghi constituent de simples confirmations. *« L'appréciation de l'euro dans le contexte d'une inflation faible et de niveaux toujours bas d'activité économique (...) est un motif de préoccupation du point de vue du Conseil des gouverneurs »*, a-t-il expliqué à Bruxelles. Quatre semaines plus tôt, il avait déclaré, de Washington où il participait aux réunions du FMI, que *« la poursuite de l'appréciation du taux de change de l'euro pourrait nécessiter une action monétaire »*.

Pas d'instrument miracle

C'est de cette action que les 24 gouverneurs de la BCE - les 18 gouverneurs des banques centrales nationales, plus les 6 directeurs de la BCE, dont le président - ont discuté ce jeudi. *« Il y a un consensus sur le fait que l'évolution prévisible de l'inflation n'est pas satisfaisante. Il y a un consensus pour ne pas se résigner à cela... Nous avons un consensus pour agir »*, a martelé le président Draghi, parlant d'une *« discussion sérieuse »*. Le mot « consensus » ne signifie pas « unanimité ». Pourtant, et toujours selon Draghi, le Conseil *« est unanime dans son engagement à utiliser tous les instruments non conventionnels rentrant dans le champ de son mandat »*. Subtile nuance qui revient une fois de plus à une interprétation des textes et du traité de Maastricht. Seule certitude, tout le monde s'accorde pour considérer que l'euro fort fait baisser l'inflation. Selon les chiffrages de la BCE, l'inflation serait de 0,5 point supérieure à ce qu'elle est aujourd'hui si l'euro était resté à son cours de début 2013 vis-à-vis des autres devises. En outre, le niveau observé de hausse des prix, même s'il est passé de 0,5 % en glissement annuel en mars dernier à 0,7 % en avril, reste très inférieur au « 2 % *ou légèrement moins* », l'objectif officiel de la BCE.



Mario Draghi, président de la BCE, en conférence de presse à Bruxelles jeudi. FRANCOIS LENOIR/REUTERS

Reste que *« la BCE n'a pas d'instrument efficace pour faire baisser l'euro : la baisse des taux d'intérêt serait marginale, le Quantitative Easing a un effet impossible à prévoir sur le taux de change »*, considère pour sa part Patrick Artus, l'économiste de Natixis. Un avis assez largement partagé sur les marchés, sinon l'euro ne vaudrait pas actuellement 1,39 dollar ! ■

EN BREF

Excédent commercial chinois en hausse

Les exportations de la Chine ont augmenté de 0,9 % en avril, à 188,5 milliards de dollars. L'excédent commercial de la deuxième économie mondiale atteint 18,45 milliards de dollars.

La cession de Maroc Telecom effective

Vivendi a annoncé jeudi que la cession de sa participation de 53 % dans l'opérateur téléphonique Maroc Telecom au groupe émirien Etisalat serait effective le 14 mai prochain.

Emirates Airlines en grande forme

La compagnie de Dubaï Emirates Airlines a dégagé un bénéfice net en hausse de 43 % pour l'année 2013, à 887 millions de dollars. Emirates a bénéficié d'une baisse du prix du carburant et de la hausse du nombre de passagers.

Adidas remet en cause ses objectifs 2015

En raison de la faiblesse économique européenne, Adidas pourrait prendre plus de temps que prévu pour atteindre tous les objectifs de son plan « Route 2015 », a déclaré le patron du groupe devant ses actionnaires. Le groupe avait notamment annoncé tabler sur un chiffre d'affaires de 17 milliards d'euros à cette échéance.

Italie : Matteo Renzi déclare la guerre aux syndicats

Le premier ministre refuse de négocier ses réformes. Un porte-parole évoque un risque de chute du gouvernement.

RICHARD HEUZÉ rheuze@lefigaro.fr
ROME

ITALIE Les syndicats lui reprochent de ne pas les consulter sur les réformes ? Ils critiquent son style offensif ? Le jeune premier ministre italien Matteo Renzi n'en a cure. Politiquement à gauche mais réformateur et pressé d'avancer, il refuse de céder à leurs injonctions. Et ose le bras de fer. *« Les critiques que je reçois ne sont que des prétextes ! Le temps n'est plus aux concertations sans fin qui ne mènent nulle part »*, a déclaré le président du Conseil. Il a invité les syndicats à *« comprendre que la musique a changé. Nous sommes en train de révolutionner le pays et certains font de la résistance. Si les syndicats veulent nous tendre la main, qu'ils le fassent. Mais nous ne resterons pas les bras croisés à les attendre. Qu'ils ne croient pas pouvoir tout décider et tout bloquer ! »*



***« Le temps n'est plus aux concertations sans fin qui ne mènent nulle part »* déclare Matteo Renzi.** ANDREAS SOLARO/AFP

« Torsion de la démocratie »

Matteo Renzi a ignoré le congrès de la Confédération générale italienne du travail (CGIL, la plus importante des trois confédérations ouvrières), qui se déroule ces jours-ci à Rimini. Il n'ira pas non plus aux Assises de la Confindustria, le 29 mai, au grand dam du patron des patrons, Giorgio Squinzi... Un ton aussi dur ne s'était pas entendu depuis longtemps entre le gouvernement et les partenaires sociaux. La réponse de la CGIL ne s'est pas fait attendre. Son leader, Susanna Camusso, a accusé le président du Conseil de *« ne pas supporter la concertation »* et de se livrer à *« une torsion de la démocratie »*.

Libéralisation du marché du travail, diminution des heures de permission pour les délégués syndicaux, mise en ligne des budgets des organisations syndicales, diminution du nombre de préfectures : sur chacun de ces points, Matteo Renzi se trouve en conflit avec les intérêts corporatistes défendus de longue date par les syndicats.

Dès son discours d'investiture au Sénat, le 24 février, il avait donné la mesure de ses ambitions. *« Arrivo, arrivo »* (« J'arrive, j'arrive »), twittait-il, le 21 février, alors qu'il était encore en consultation au Quirinal avec le président de la République pour former son gouvernement. Et c'est avec ce même empressement qu'il a dévoilé, mois après mois, son programme : réforme électorale d'abord, puis allégements fiscaux, création d'un nouveau contrat de travail plus flexible de trois ans, respect du pacte de stabilité bruxellois, suppression du Sénat et des provinces.

Les syndicats n'ont guère apprécié que le gouvernement ouvre, le 21 avril, une consultation directe sur Internet avec les fonctionnaires sur la réforme de la fonction publique. Comme ils acceptent mal que les entreprises n'embauchant pas un jeune après trois ans de mise à l'épreuve soient passibles d'une simple amende et non d'une condamnation pénale.

Matteo Renzi a coutume de dire que les mécontents *« devront se faire une raison »*. Cette fois, son entourage va plus loin. Confrontée à un vote défavorable en commission au Sénat, sur la réforme du Sénat, Maria Elena Boschi, la jeune mais combative ministre des Relations avec le Parlement, a envisagé, mercredi soir, la possibilité d'une chute du gouvernement et d'un retour anticipé aux urnes. Même si Matteo Renzi continue de dire que la législature ira jusqu'à sa fin, en février 2018... ■

COTATIONS HEBDOMADAIRES

	Nom du Fonds	Vocation	Valeur à la création	Valeur précédente	Valeur liquidative
Date de valorisation : 06/05/2014					
Aviva Investors France 24-26, rue de la Pépinière 75008 Paris Tél. : 0176 62 90 00 / 0176 62 9101	AFER-EUROSFER	ACTIONS ZONE EURO	76.00	111,36	110,64
	AFER-SFER	DIVERSIFIÉ	15.00	50,49	50,23
	DYNAFER	DIVERSIFIÉ	500.00	606,85	606,74
	ID-AFER			653,11	651,52
	OPENSFER	DIVERSIFIÉ	500.00	504,54	504,14
	PLANISFER	ACTIONS INTERNATIONALES	500.00	646,49	642,64

(1) Dividende 2 fois. (2) divisée par 2. (3) divisée par 8. (4) divisée par 10. (5) divisée par 100. (6) divisée par 10. (7) divisée par 5. (8) divisée par 6.

PROCHAINE PARUTION : 16/05/2014

*Ou dernier cours connu.

Coca-Cola et Perrier se convertissent à la canette slim

Ce format, popularisé par les boissons énergisantes, représente déjà 8 % du marché des boîtes en aluminium.



Coca-Cola s'est allié avec Spotify pour relooker la canette et Perrier veut séduire les trentenaires.
DR

KEREN LENTSCHNER @Klentschner

BOISSONS Vent de jeunesse au rayon boissons. De Perrier à Coca-Cola en passant par Cacolac et Ocean Spray, de nombreuses marques ont adopté ces dernières semaines la canette slim de 25 ou 33 cl reconnaissable à sa forme allongée. *« Les marques y voient un moyen de moderniser leur image et de renouveler l'offre,* explique Sylvain Jungfer, délégué général de la Boîte Boisson, le GIE de la profession. *La canette slim a l'avantage d'être vendue à un prix inférieur pour le même moment de plaisir. »* Même les bières et certains vins s'y mettent. Des marques de niche y voient un format plus haut de gamme en raison de son design.

Grâce à la bonne santé des boissons énergisantes (+ 7 % en 2013), qui ont popularisé ce format en France depuis cinq ans, la canette slim est en forte croissance même si elle n'occupe que 8 % du marché des boîtes, estimé à 4,7 milliards d'unités l'an passé. Avec l'intérêt de nouveaux acteurs, ce segment devrait connaître une seconde jeunesse. *« Il y a un réel engouement des industriels pour ce format,* constate Muriel Koch, directrice marketing de Nestlé Waters France. *Il y a fort à parier qu'il va beaucoup se développer. »* Les consommateurs sont particulièrement réceptifs. *« Il y a dix ans, ils avaient soif de nouveaux goûts et de tendances,* ajoute Sylvain Jungfer. *Aujourd'hui, leurs attentes portent sur le renouvellement des formats vers plus de modernité et de souplesse d'utilisation. »*

Éviter le gâchis

En outre, en temps de crise, ils veulent éviter le gâchis avec des canettes de 33 cl à moitié bues. Pour preuve, le succès de Coca-Cola, qui a lancé un format slim 25 cl pour Coca-Cola Classic et Zéro. *« Les premiers chiffres montrent que la canette slim génère 60 % du chiffre d'affaires additionnel »,* note Olivier Dexemple, directeur du marketing opérationnel de Coca-Cola.

Les marques y voient surtout un moyen de dynamiser leurs ventes en cafés, hôtels, restaurants et vente à emporter. Pour Perrier, l'image se doit d'être plus festive. *« Cela permet de sortir du format banalisé de la canette classique et de séduire davantage de trentenaires »,* indique Muriel Koch. La canette slim Perrier 33 cl est un « hit » aux États-Unis. Après dix-huit mois, elle pèse 20 % des volumes de la marque dans le pays, son deuxième marché après la France. L'an passé, 85 millions de ces canettes y ont été écoulées. Coca-Cola s'est, lui, allié avec Spotify pour relooker la canette. *« Si le succès est au rendez-vous, nous ne nous interdisons pas d'étendre cette canette à d'autres marques du groupe »,* dit Olivier Dexemple.

Ce format représente certes pour les industriels un surcoût, tenu secret. *« On passe d'un format ultra-standardisé à un format plus spécifique avec peu d'économies d'échelle »,* déclare Muriel Koch. Mais les opportunités de croissance en valent la peine. ■

Holcim, les secrets de l'allié suisse de Lafarge

Le cimentier centenaire, en voie de fusion avec son rival français, appartient à 20 % à un héritier de son fondateur.

JEAN-YVES GUÉRIN @jyguerin

BTP Mais qui est donc Holcim, avec qui Lafarge va se marier ? Mercredi, à l'assemblée générale du géant français du béton et du ciment, les petits actionnaires se posaient la question. Son fiancé suisse, bien que leader mondial du ciment avec 71 000 salariés dans 70 pays, n'a pas dans l'Hexagone la notoriété de ses compatriotes Nestlé, Novartis et Swatch Group, géants de leur secteur. Parce qu'il fabrique des produits pas très « glamour » ? Pas seulement.

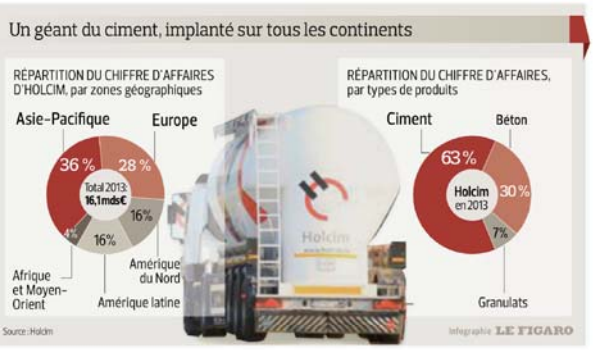
Si Holcim évoque peu de chose en France, c'est qu'il cultive la discrétion. *« Nous ne cherchons pas la publicité »,* glissait Gérard Letellier, président de Holcim France, il y a deux ans. La semaine prochaine, pour la première fois depuis très longtemps, le groupe organise une conférence de presse à Paris, au sujet de l'inauguration de sa centrale à béton du quartier des Batignolles. Les dirigeants de la filiale ont fait savoir qu'ils ne diraient pas un mot sur la fusion avec Lafarge. Au siège de Zurich, où l'on parle suisse allemand, on ne cherche pas plus la médiatisation. Depuis deux ans, le Français Bernard Fontana dirigeait le groupe. Ce polytechnicien quinquagénaire n'a jamais cherché à rencontrer la presse française.

Cette faible notoriété tient aussi au fait que Holcim est récent. Le groupe s'appelait Holderbank depuis les années 1930 et n'a été rebaptisé qu'en 2001, quasiment un siècle après sa fondation. Si l'entreprise n'est pas née au XIXe siècle, comme Lafarge, elle a une longue histoire. Tout commence en 1902 avec la création de la Fabrique argovienne de ciment Portland, créée à Holderbank, dans le canton d'Argovie. Le décollage s'effectue deux ans plus tard grâce à la fusion avec la Rheintalischen Cementfabrik Rüthi, détenue par Ernst Schmidheiny.

Complémentarité mondiale

Dès 1920, l'entreprise part à la conquête des marchés étrangers. *« De tous les grands cimentiers mondiaux, Holcim s'est sans doute internationalisé le plus vite »,* explique Dominique Barjot, chercheur au CNRS. Un appel du grand large induit par la petite taille de la Suisse. Elle s'implante en France il y a plusieurs décennies et accélère dans les années 1970 avec le rachat de la cimenterie La Desvroise (Pas-de-Calais). Holcim possède aujourd'hui quatre cimenteries dans l'Hexagone, contre neuf pour Lafarge, dont la dernière à La Rochelle, livrée fin 2013. Le Français y compte 5 300 salariés, le Suisse 1 800. Au fil des décennies, Holcim pousse ses pions partout dans le monde. Dans les années 1970, il s'implante en Asie et en Amérique latine. Dans la décennie 1990, il entre en Russie, Malaisie, Chine, Indonésie... Comme Lafarge, il réalise plus de 70 % de ses ventes hors d'Europe. Holcim a des longueurs d'avance en Amérique latine et en Inde, Lafarge domine au Moyen-Orient et en Afrique. *« Nos deux groupes sont incroyablement complémentaires »,* résume Rolf Soiron, président de Holcim jusqu'à fin avril, qui a négocié la fusion avec Bruno Lafont, le PDG de Lafarge.

Ces dernières années, face à la demande atone de ciment en Europe, les deux géants ont donné la priorité à la réduction des coûts. Autre point commun, la présence significative dans leur tour de table d'entrepreneurs et de grandes familles plutôt que d'institutionnels. Chez Lafarge, le Belge Albert Frère est le plus gros actionnaire (20,9 %) devant la famille égyptienne Sawiris (13,9 %). Chez Holcim, Thomas Schmidheiny, descendant du fondateur, possède 20,1 % des parts. Sa fortune est estimée de 3,2 à 4,1 milliards d'euros par le magazine suisse *Bilan*. Le milliardaire russe Filaret Galchev est le deuxième actionnaire, avec 10,8 % des parts. ■



Les titres du nouveau groupe LafargeHolcim seront exclus du PEA

Que faire de ses titres Lafarge ? Depuis l'annonce de la fusion avec Holcim, les actionnaires du cimentier français s'interrogent, en particulier si leurs titres sont logés dans un PEA. L'opération, qui pourrait être finalisée mi-2015, prendra la forme d'une offre publique d'échange (OPE) lancée par Holcim : une action du groupe suisse sera remise en échange d'un titre du français. Elle donnera naissance au groupe LafargeHolcim, dont le siège sera en Suisse, coté à Zurich et à Paris. Les actionnaires de Lafarge ont le choix entre vendre leurs titres avant l'OPE ou y participer. Attention : les actions du nouveau groupe ne pourront être logées dans un PEA, puisque les sociétés suisses en sont exclues. Elles devront être placées sur un compte-titres à la fiscalité plus lourde. Lafarge espère que 95 % de ses actionnaires apporteront leurs titres, afin que le groupe puisse être retiré de la cote. D.G.



LES DÉCIDEURS

PAR **Carole Bellemare** avec Corinne Caillaud

www.decideurs.lefigaro.fr

PASCAL LEBARD
Bureau Veritas



Une nouvelle pointure bientôt au conseil du numéro deux mondial de l'inspection et de la certification des produits. La cooptation de l'ex-financier des Agnelli, aujourd'hui PDG du papetier Sequana, devrait être ratifiée lors de l'AG du 21 mai. Lebard préside aussi les conseils de Fromageries Plus et Safic Alcan, et est administrateur du Club Med et de l'équipementier Lisi. Cet Edhec de 51 ans a aussi été administrateur de SGS entre 2004 et 2009.

WAYNE KAFCSAK
Fregate Island Private



Frank Marrenbach, le patron du groupe Oetker Collection (Bristol, Cap-Eden-Roc, L'Apogée, Château Saint-Martin...) confie à cet hôtelier émérite son nouveau joyau des Seychelles acquis en 2013. Wayne Kafcsak, qui totalise plus de trente-cinq ans de management dans l'hôtellerie de luxe, a notamment dirigé le Fairmont Royal Pavilion à la Barbade et le Raffles Canouan Island (Grenadines).



Florent Leroux gagne la Fédération du jouet et de la puériculture

« C'est un changement dans la continuité », assure Florent Leroux, élu à la présidence de la Fédération des industries du jouet et de la puériculture (FJP) où il succède à Pierre Laura qui dirigeait jusqu'à son départ en retraite Hasbro France. Cet ESG Paris de 46 ans, doté d'un DESS de contrôle de gestion, évolue dans le secteur des jeux et du jouet depuis quinze ans. Avant de rejoindre le groupe Ravensburger, il a démarré sa carrière à Vienne où il a suivi son épouse, autrichienne. Florent Leroux était alors contrôleur de gestion international de l'entreprise de pétrochimie OMV. Puis il œuvre en région parisienne pour Bidim Geosynthetics, filiale d'un groupe autrichien dont il deviendra directeur administratif et financier. C'est en 1999 qu'il change d'univers pour intégrer la société allemande Ravensburger. Il devient directeur général de la filiale de production de Chalon-sur-Saône, puis, en 2002, est appelé au siège de l'entreprise outre-Rhin comme directeur du département contrôle de gestion international, avant de devenir directeur financier. En 2012, il a pris la direction générale pour la partie jeux et puzzles, une division qui représente 285 millions d'euros, soit 80 % du chiffre d'affaires du groupe. Parallèlement, il assume aussi la direction générale de la filiale installée près de Mulhouse, *« la France étant le deuxième plus gros marché de Ravensburger »,* pointe-t-il. S'il demeure basé dans le sud de l'Allemagne, le dirigeant a donc fréquemment l'occasion de se rendre dans l'Hexagone. Membre du comité directeur de la FJP depuis cinq ans, il a l'habitude de travailler par mail avec ses homologues et *« l'équipe de la fédération est très flexible ».* La FJP compte 76 membres et le marché du jouet tricolore est le deuxième en Europe derrière le Royaume-Uni avec 3,2 milliards d'euros. La branche puériculture représentait un milliard en 2013. Une des missions que Florent Leroux a à cœur de poursuivre porte sur les règles de sécurité et environnementales. *« La fédération a un rôle à jouer pour défendre nos adhérents concernant ces réglementations qui depuis dix ans se sont amplifiées et nous contraignent, à tous les niveaux »,* plaide-t-il. La fédération entretien également des liens étroits avec les circuits de distribution, concernant la LME, elle a déjà obtenu des accords dérogatoires. *« On est en liaison avec les spécialistes pour examiner la poursuite des discussions, compte tenu de notre saisonnalité et de la situation du marché »,* précise-t-il. C. C.

FRANÇOISE LABRO
Baccarat



La nouvelle patronne, Daniela Riccardi, crée un poste de directeur du comité artistique qu'elle confie à l'ex-vice présidente Europe, Moyen-Orient, Russie de Ralph Lauren Home. Françoise Labro, qui travaillera comme consultante via son bureau de consulting Studio Labro, doit notamment mettre en place le comité artistique de Baccarat et nommer ses membres. L'épouse de l'écrivain et journaliste Philippe Labro assurera aussi la coordination artistique des différentes collections et conseillera Baccarat dans la création et la conception de nouveaux produits visant à renforcer l'identité de la marque. Ancienne réalisatrice TV, elle a été rédactrice en chef de *Elle Décoration*, puis de *Maison & Jardin*, *Vogue Décoration* chez Condé Nast, avant de passer dix-huit ans chez Ralph Lauren.

VINCENT MEILHAC
Bred Banque privée

Le patron de la gestion privée à Paris de la banque Martin Maurel renoue avec les grands groupes. Cet ESCP de 41 ans, qui effectua jusqu'en 2010 la majeure partie de son parcours au sein du géant ABN Amro, devient directeur de Bred Banque privée.

LE CAC

	Jour	% var.	+ haut jour	+ bas jour	% cap. ech.	31/12
ACCOR	35,94	-0,31	36,345	35,51	0,334	+4,78
AIR LIQUIDE	104,75	+1,06	104,75	103,85	0,255	+1,9
AIRBUS GROUP	48,595	+0,08	48,88	47,815	0,355	-12,93
ALCATEL-LUCENT	2,933	+1,38	2,942	2,853	0,794	-3,98
ALSTOM	28,825	-0,33	29,28	28,775	0,84	+8,88
ARCELORMITTAL	11,905	+2,06	11,95	11,66	0,756	-8,21
AXA	17,59	+0,29	17,7	17,325	0,393	-12,96
BNP PARIBAS ACT.A	53,53	+1,92	53,86	52,31	0,519	-5,51
BOUYGUES	32,375	+1,54	32,395	31,725	0,299	+17,85
CAP GEMINI	50,21	+0,45	50,61	50,04	0,734	+2,2
CARREFOUR	26,99	+1,85	27,08	26,425	0,527	-6,32
CREDIT AGRICOLE	12,045	+1,56	12,085	11,82	0,333	+29,45
DANONE	51,88	+1,57	51,96	51,34	0,347	-0,84
EDF	28,155	+1,4	28,22	27,725	0,077	+9,62
ESSILOR INTL	78,42	+1,36	78,67	77,31	0,348	+1,48
GDF SUEZ	19,08	+1,65	19,115	18,815	0,264	+11,61
GEMALTO	76,67		77,48	76,03	0,376	-4,17
KERING	153,85	+0,03	154,6	152,95	0,199	+0,13
L'OREAL	126,05	+1,41	126,05	124,15	0,134	-1,29
LAFARGE	63,41	+0,83	63,82	62,42	0,264	+16,41
LEGRAND	46,54	+1,06	46,69	46,01	0,216	+16,18
LVMH	142,7	+1,86	142,8	140,1	0,174	+7,62
MICHELIN	88,72	+1,57	88,84	87,03	0,294	+14,85
ORANGE	12,2	+1,24	12,2	11,985	0,259	+35,56
PERNOD RICARD	86,42	+0,14	86,69	86,17	0,229	+4,36
PUBLICIS GROUPE SA	60,69	+0,65	60,83	60,13	0,278	-8,75
RENAULT	69,51	+2,06	69,86	68,11	0,325	+18,92
SAFRAN	47,23	+0,47	47,245	46,495	0,351	-6,49
SAINT GOBAIN	42,7	+1,14	42,785	42,21	0,429	+6,82
SANOFI	79,07	+0,65	79,3	78,38	0,224	+2,53
SCHNEIDER ELECTRIC	68,51	+1,84	68,51	67,17	0,263	+8,06
SOCIETE GENERALE	44,845	+3,06	44,905	43,23	0,669	+6,22
SOLVAY	122,85	+1,99	122,95	120,6	0,349	+6,83
TECHNIP	79,71	+0,3	80	79,07	0,266	+14,1
TOTAL	53,08	+2,67	53,08	51,51	0,341	+19,2
UNIBAIL-RODAMCO	202,15	+1,94	202,2	198,3	0,422	+8,54
VALLOUREC	42,32	+1,51	43	41,55	1,212	+6,87
VEOLIA ENVIRON	13,255	+2,08	13,27	12,955	0,506	+11,81
VINCI	54,6	+0,87	54,87	54,04	0,27	+14,42
VIVENDI	19,085	-0,08	19,085	18,83	0,487	-0,37

LES VARIATIONS

PLUS FORTES HAUSSES

LEXIBOOK LINGUST.	4,01	+8,97	4,02	3,65	1,974	-8,66
RUSAL	6,11	+6,25	6,11	5,7		+44,79
SOITEC	2,23	+5,69	2,25	2,1	1,151	+57,04
SOLOCAL GROUP	1,74	+5,45	1,75	1,65	0,554	-58,18
HAULOTTE GROUP	13,42	+4,84	13,58	12,85	0,061	+22,67

PLUS FORTES BAISSES

ATARI	0,32	-5,88	0,35	0,32	5,985	-62,79
CGG	10,4	-4,81	10,84	10,245	2,338	-17,33
HUBWOO	0,2	-4,76	0,21	0,2	0,031	+11,11
NRJ GROUP	8,8	-3,19	9	8,75	0,025	+24,82
ARKEMA	75,58	-2,34	76,85	75,35	0,624	-10,86

LES VALEURS

CGG POURSUIT LA CHUTE BOURSIÈRE

Le cours de ce spécialiste des services parapétroliers a encore chuté de 4,90 % hier, s'établissant à 10,39 euros, ce qui porte à 15,80 % la baisse du cours sur les cinq dernières séances. Rappelons que CGG a publié une perte nette de 40,4 millions de dollars au cours du premier trimestre, contre un bénéfice de 79,1 millions un an plus tôt. Cette énorme déception s'explique par la réduction des investissements d'exploration par les grandes compagnies pétrolières européennes.

SOLVAY GAGNE PRÈS DE 2 %

L'action Solvay s'est adjugé 1,99 %, à 122,90 euros, hier, après avoir obtenu le feu vert de la Commission européenne pour créer une entreprise commune avec le suisse Ineos dans le secteur des PVC. Pour cela, les deux partenaires ont accepté de céder plusieurs usines et certains actifs d'Ineos. La nouvelle coentreprise devrait se classer parmi les trois premiers acteurs mondiaux sur le créneau des chlorures de vinyle, dont fait partie le PVC.

GENFIT REPART À LA HAUSSE

Le cours de cette société biopharmaceutique s'est adjugé 1,37 %, à 20,01 euros, après l'annonce d'un chiffre d'affaires trimestriel de 1,13 million d'euros provenant de l'accord de recherche conclu avec le groupe Société Sanofi. La trésorerie ressort à 20,91 millions d'euros, contre 16,9 millions d'euros au 31 mars 2013.

l'or

	Jour	Veille	31/12
LINGOT DE 1KG ENV	30490	30390	+8,54
NAPOLEON	180,1	178,2	+6
PIECE 10 DOL USA	520	490	+7,22
PIECE 10 FLORINS	188	187	+6,52
PIECE 20 DOLLARS	1040	995	+7,22
PIECE 20F TUNISIE	183	182	+10,24
PIECE 5 DOL US (H)	253	252	+4,55
PIECE 50 PESOS MEX	1145	1140	+8,89
PIECE FR 10 FR (H)	99,9	100	+9,78
PIECE SUISSE 20F	176,1	179,9	+6,66
PIECE LATINE 20F	176	175	+6,6
SOUVERAIN	226,1	231,9	+9,76
KRUGERRAND	998	1000	+8,48

COTATION QUOTIDIENNE ASSURÉE PAR TESSI-CPOR
www.cpordevises.com

les devises

Monnaie		1 euro =
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,4857 AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,5175 CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8233 GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	10,8759 HKD
JAPON	YEN	141,95 JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	1,2178 CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,3953 USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	2,2354 TND
MAROC	DIHRAM	11,2542 MAD
THAILANDE	BAHT	45,326 THB
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	2,8975 TRY
MEXIQUE	PESO MEXICAIN	18,0859 MXN
BRESIL	REAL	3,0902 BRL
NORVEGE	COURONNE NORVEGIENNE	8,178 NOK
RUSSIE	ROUBLE	48,955 RUB
HONGRIE	FORINT	304,17 HUF
LITUANIE	LITAS	3,449 LTL
POLOGNE	ZLOTY	4,1932 PLN
REP. TCHEQUE	COURONNE TCHEQUE	27,403 CZK
ROUMANIE	LEU	4,4373 RON
CROATIE	KUNA	7,5862 HRK
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	9,7634 EGP
CHINE	YUAN	8,6891 CNY
INDE	ROUPIE	83,6385 INR
INDONESIE	ROUPIAH	16100,46 IDR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	108,8831 DZD
SENEGAL	FRANC CFA	655,957 XOF
ILE MAURICE	ROUPIE MAURICIENNE	41,4862 MUR

LA SÉANCE DU JEUDI 08 MAI 2014

CAC 40	SBF 120	EUROSTOXX 50	FOOTSIE	NASDAQ (18h)	X-DAX	DOW JONES (18h)	NIKKEI
4507,24	3519,05	3204,30	6839,25	4105,57	9607,40	16612,46	14163,78
+1,37%	+1,24%	+1,41%	+0,63%	+0,93%	+0,90%	+0,57%	+0,93%

EONIA (06/05)	ONCE D'OR	EURIBOR	PÉTROLE (Lond.)	EURO CONTRE DOLLAR	YEN	CHF	LIVRE
0,108 (0,126)	1287,00 (1296,00)	0,338 (0,337)	107,86 (107,85)	1,3953 (1,3910)	141,95 (141,75)	1,2178 (1,2189)	0,8233 (0,8205)

Le CAC 40 au plus haut depuis septembre 2008

Tablant sur une action de la BCE, l'indice a gagné 1,37 %, à 4 507 points.

DANIÈLE GUINOT @danieleguinot

MARCHÉS Les perspectives d'une action prochaine de la BCE ont dopé les marchés européens, hier. Son président, Mario Draghi, a en effet laissé entendre que la Banque centrale pourrait assouplir sa politique monétaire dès juin *(lire page 17)*. Des propos qu'attendaient les investisseurs. *« Le marché aime toujours qu'on fasse fonctionner la planche à billets. L'argent inondera forcément les marchés et soutiendra les achats d'actions »*, estime Yves Marçais, chez Global Equities.

À Paris, le CAC 40 a bondi de 1,37 % et franchi le cap symbolique des 4 500 points, à exactement 4 507,24 points, dans un marché pourtant calme en ce jour férié. L'indice parisien a atteint à la clôture un nouveau sommet, inégalé depuis septembre 2008.

Statistiques rassurantes

Même enthousiasme à Francfort, où le Dax s'est adjugé 0,90 % (à 9 607,40 points) et à Londres (+ 0,63 %, à 6 839,25 points). D'autres statistiques rassurantes ont aussi soutenu la tendance. À commencer par la légère hausse des échanges de la Chine avec l'étranger en avril et la baisse plus importante que prévu des inscriptions hebdomadaires au chômage aux États-Unis la semaine dernière. Cette bonne nouvelle pour le marché de l'emploi américain a peu fait réagir Wall Street. À mi-séance, le Dow Jones grappillait 0,57 % (à 16 612,46 points) et le Nasdaq 0,93 % (à 4 105,57 points). *« Les investisseurs digèrent une salve de résultats d'entreprises »*, avancent les experts de Wells Fargo. Ils guettaient aussi, hier, les propos de la présidente de la banque centrale américaine (Fed), Janet Yellen, qui intervenait pour une deuxième journée consécutive, devant le Congrès. La veille, elle avait indiqué que la Fed allait poursuivre sa politique monétaire de taux bas.

Côté valeurs à la Bourse de Paris, Société générale (+ 3,06 %, à 44,84 %) a enregistré la meilleure performance du CAC. Renault (+ 2,06 %, à 69,51 euros) a suivi de près, bénéficiant de l'ouverture en Slovénie d'une nouvelle unité de production de la Twingo. Veolia Environnement (+ 2,08 %, à 13,26 euros) s'est aussi illustré, tout comme ArcelorMittal (+ 2,06 %, à 11,91 euros) et Vallourec (+ 1,51 %, à 42,32 euros). À l'inverse, CGG a continué de s'enfoncer (- 4,81 %, à 10,40 euros), affecté par une perte trimestrielle. Arkema a, lui, souffert (- 2,34 %, à 75,58 euros) d'un changement de recommandation. ■

Aperam s'envole de 16 %, porté par des résultats meilleurs que prévu

Cette ex-filiale d'ArcelorMittal, qui se place parmi les leaders mondiaux des aciers inoxydables, a bondi hier de 17,17 %, à 22,21 euros, à la suite de l'annonce d'une hausse de 10 % de son chiffre d'affaires et d'un bond de 98,5 % de son excédent brut d'exploitation, à 129 millions de dollars. Évoquant *« une reprise de la demande réelle d'acier inoxydable »*, le directeur général d'Aperam, Philippe Darmayan, a estimé que le groupe est en mesure d'augmenter sa profitabilité au deuxième trimestre. Les analystes de Crédit Suisse ont considéré que ces comptes constituent le catalyseur qu'ils attendaient pour réviser à la hausse leur opinion sur la valeur. Ils ont donc porté leur objectif de cours de l'action Aperam de 21 à 28 euros. R. L.

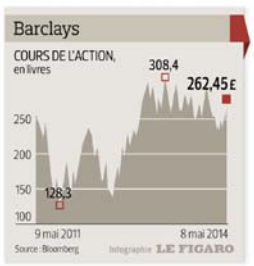
Barclays porte à 19 000 ses suppressions de postes

Barclays renonce officiellement à son ambition de concurrencer Goldman Sachs et JPMorgan. Jeudi, la banque a dévoilé un drastique plan de restructuration de sa banque financement et d'investissement (BFI), dont les résultats fléchissaient depuis plusieurs exercices. Au premier trimestre, les revenus de cette division affichaient une chute de 28 % sur un an. Antony Jenkins, le PDG de Barclays, a expliqué que le ralentissement de ces activités était provoqué par les nouvelles régulations, qui minent la rentabilité des opérations de trading, et serait donc permanent.

Dans ces conditions, il a choisi de couper net dans sa BFI : d'ici à 2016, il entend supprimer un emploi sur quatre, soit 7 000 postes, de cette division. En février, la banque avait déjà annoncé 12 000 suppressions de postes répartis entre les autres divisions du groupe.



STEFAN WERMUTH/REUTERS



La banque de détail à l'honneur

Barclays ne couvrira alors plus l'intégralité des géographies et des métiers. En Asie, la banque va revoir drastiquement à la baisse ses ambitions, ainsi que sur les marchés des dérivés complexes. *« C'est une simplification courageuse de Barclays. Nous serons une banque internationale focalisée et opérant uniquement dans des domaines où nous avons les compétences, la taille et les avantages compétitifs »*, a détaillé le PDG, en place depuis 2012. La banque d'investissement, qui avait atteint son apogée sous l'ancien patron Bob Diamond avec le rachat des activités américaines de Lehman Brothers en 2008, ne sera plus le premier moteur de Barclays. Le groupe revient à ses fondamentaux historiques en remettant à l'honneur sa banque de détail britannique et sa gestion de fortune.

Barclays a aussi annoncé jeudi la création d'une structure de défaisance, qui accueillera les actifs dont le groupe souhaite se séparer, parmi lesquels des portefeuilles de sa banque d'investissement mais aussi ses filiales de banque de détail en Europe du Sud et en France.

Barclays avait déjà tenté ces dernières années de vendre sa banque de détail française. Les prochains mois s'annoncent donc rudes pour les salariés du champion britannique. Les actionnaires, en revanche, se sont déclarés très satisfaits des mesures annoncées, et notamment de la promesse d'une rentabilité de plus de 12 % des capitaux propres. Le titre s'est envolé de 7,87 % à la Bourse de Londres. ■ A. G.



LE CONSEIL DE
Roland Laskine
rlaskine@lefigaro.fr

AREVA MANQUE ENCORE DE VISIBILITÉ

Le titre Areva a bondi hier de 4,2 %, à 18,10 euros. La Bourse a très favorablement réagi à l'annonce de la cession de sa filiale de services informatiques Eurlware à Capgemini. Parallèlement, les deux groupes ont signé un contrat d'infogérance et d'intégration de systèmes pour un montant d'un milliard d'euros sur dix ans. Areva a par ailleurs été retenu pour fournir les turbines au consortium emmené par GDF SUEZ, qui exploitera un parc d'éoliennes au large du Tréport et de Noirmoutier. Après la déception créée par la confirmation d'une baisse du carnet de commandes et du chiffre d'affaires au cours du premier trimestre, les investisseurs sont rassurés. Le titre a repris de la vigueur hier à la Bourse de Paris, mais son potentiel de hausse pour les mois à venir reste limité. Areva souffre toujours d'un manque de visibilité sur l'évolution du carnet de commandes qui peine à repartir dans le domaine nucléaire, en Europe et dans les pays émergents. Les diversifications du groupe dans l'installation d'éoliennes en haute mer sont prometteuses, mais elles sont loin d'offrir les mêmes perspectives de rentabilité que les activités traditionnelles du groupe. Le pari d'un fort redressement des résultats dès 2014 reste donc assez risqué.

suivez
les portefeuilles
du Figaro sur
lefigaro.fr/bourse

SICAV ET FCP

VALEURS LIQUIDATIVES EN EUROS (OU EN DEVISES), HORS FRAIS

BANQUE PALATINE — 42 rue d'Anjou, 75008 Paris, Tél. : 01 55 27 94 94, www.palatine.fr

SICAV	VALEUR LIQUID.	DATE DE VALORISAT.
UNI HOCHE C	223,34	06/05/14

LA BANQUE POSTALE ASSET MANAGEMENT — 36,10 0,34 € / mn — www.labanquepostale-am.fr

SICAV		
LBPAM ACTIONS BD D	85,85	06/05/14
LBPAM ACTIONS AMÉRIQUE C	29,33	06/05/14
LBPAM ACTIONS DIVERSIFIER	44,07	06/05/14
LBPAM ACTIONS EURO R	28,97	06/05/14
LBPAM ACTIONS FRANCE C	122,00	06/05/14
LBPAM ACTIONS INDICE EURO R	85,95	06/05/14
LBPAM ACTIONS INDICE FRANCE	36,51	06/05/14
LBPAM ACTIONS MONDE C	237,56	06/05/14
LBPAM OBLI MOYEN TERME C	29,87	06/05/14
LBPAM OBLI REVENUS	113,02	06/05/14
LBPAM PROFIL 50 D	231,36	06/05/14
LBPAM RESPONSABLE ACTIONS	12216,52	06/05/14
FCP		
LBPAM ACTIONS EUROPE D	70,33	06/05/14
LBPAM EONIA 3-6MOIS	10308,94	08/05/14
LBPAM OBLI CREDIT	202,21	06/05/14
LBPAM RESP. TRESO I	10042,08	08/05/14
LBPAM TRÉSORERIE I	10948,80	08/05/14
LBPAM TRÉSORERIE P	3246,42	08/05/14
TONI ACTIONS 100 R	90,54	06/05/14
VIV ACCIO ACTIONS	184,75	06/05/14

EDMOND DE ROTHSCHILD — www.edram.fr

ACTIONS		
EDR ASIA (C)	187,12	26/09/13
EDR COMMOSPHERE (A)	129,23	06/05/14
EDR EUROPE VALUE & YIELD (C)	103,77	06/05/14
EDR EUROPE FLEXIBLE (A)	134,52	06/05/14
EDR GOLDSPHERE (A)	69,28	06/05/14
EDR CHINE (A)	192,82	05/05/14
EDR GLOBAL HEALTHCARE (A)	636,94	06/05/14
EDR US VALUE & YIELD (C)	153,67	06/05/14
EDR EUROPE SYNERGY (A)	134,70	06/05/14
EDR TRICOLORE RENDEMENT (C)	298,10	06/05/14
OBLIGATIONS CONVERTIBLES		
EDR EUROPE CONVERTIBLES (A)	574,65	06/05/14
EDR GLOBAL CONVERTIBLES (A)	136,92	06/05/14
ALLOCATION D'ACTIFS		
EDR CROISSANCE GLOBALE (A)	115,12	30/09/13
EDR MONDE FLEXIBLE (A)	242,60	06/05/14
EDR PATRIMOINE GLOBAL (A)	196,67	06/05/14

THIRIET GESTION — 37 av. des Champs-Élysées 75008 Paris, Tél. : 01 56 43 62 50

BETELGEUSE	43,22	06/05/14
BELLATRIX C	278,47	06/05/14
VICTOIRE SIRIUS	45,33	06/05/14

A LIRE DANS

wansquare

SITE D'INFORMATIONS EXCLUSIVES

- La Coface bientôt en Bourse ?
- Wendel se rapproche de la fin de son épopée Saint-Gobain
- Banques : les résultats trimestriels mettent en avant la baisse du coût du risque

www.wansquare.com

Meheut : LCI en gratuit renforcerait la position dominante de TF1

Le président du groupe Canal+ s'oppose au passage de la chaîne d'info LCI sur la TNT gratuite.

PROPOS RECUEILLIS PAR
ENGUÉRAND RENAULT @erenault

AUDIOVISUEL Au lendemain de l'audition de TF1 devant le CSA pour le passage de LCI en TNT gratuite, Bertrand Meheut, le président du groupe Canal+, prend position clairement contre cette éventualité.

LE FIGARO. – Quelle est la position du groupe Canal+ face au passage de LCI en clair ?

Bertrand MEHEUT. – Devant le CSA, TF1 a fait preuve d'une certaine mauvaise foi. C'est précisément TF1 qui a affaibli la TNT payante en vendant Eurosport à l'américain Discovery et en décidant d'arrêter la diffusion de TF6. Et maintenant, TF1 argue du fait que la TNT payante est moribonde pour demander le passage de LCI en clair. C'est un comble. En fait, TF1 poursuit une stratégie qui consiste à multiplier les chaînes sur la TNT gratuite afin d'augmenter encore plus la fragmentation des audiences, ce qui du même coup lui permet de renforcer sa position dominante sur le marché publicitaire. En effet, plus il y aura de petites chaînes, plus les annonceurs donneront une prime au leader qui est TF1. Je rappelle que TF1 totalise 25 % de l'audience de la télévision en France mais plus de 50 % des recettes publicitaires.

Canal+ et M6 ont dénoncé cette situation et nous avons chacun déposé une plainte devant l'Autorité de la concurrence contre TF1 pour abus de position dominante. J'ai confiance dans la décision du CSA qui ne devrait pas accepter de renforcer encore cette position dominante en autorisant le passage de LCI en gratuit. Surtout qu'en 2011, le CSA avait jugé inopportun de passer LCI en gratuit pour des raisons économiques. Depuis, le marché s'est encore dégradé.

> Plus il y aura de petites chaînes, plus les annonceurs donneront une prime au leader qu'est TF1
> BERTRAND MEHEUT

TF1 explique que Canal+ refuse de payer pour diffuser LCI sur son bouquet payant. Qu'en est-il ?

C'est inexact. Il y a trois ans, TF1 avait décidé d'arrêter l'exclusivité de LCI sur CanalSat pour diffuser la chaîne également sur les bouquets de télévision par ADSL d'Orange, SFR et Bouygues Telecom. Du coup, notre groupe ne pouvait plus payer la même redevance pour une chaîne non exclusive que pour une chaîne exclusive. Et aujourd'hui, je remarque que TF1 n'a même pas déposé une offre de prolongation du contrat LCI auprès de Canal+. Si TF1 avait déposé une offre, nous l'aurions analysé. Ce n'est donc pas Canal+ qui refuse de payer LCI, c'est TF1 qui ne veut plus garder sa chaîne d'information en payant.

Pourquoi, en 2012, TF1 n'a-t-il pas proposé le passage de LCI en TNT gratuite alors que le CSA faisait un appel d'offres pour six nouvelles chaînes ? À l'époque, il a préféré présenter trois autres dossiers HD1, Stylia et Tendance 24.

Quel serait l'impact du passage de LCI en gratuit pour i-Télé ?

Du fait de la baisse du marché publicitaire en 2013, notre chaîne i-Télé a perdu de l'argent, ce qui n'était pas le cas auparavant. Si LCI bascule en gratuit, i-Télé risque de perdre 20 % de son audience et donc 20 % de ses recettes publicitaires. Cela aggraverait encore ses pertes.

L'arrivée d'une troisième chaîne d'info pousserait-elle à des fusions ?

La stratégie de TF1 consiste à étouffer les petites chaînes afin de susciter des opérations de fusion. La fusion de LCI et i-Télé a déjà été étudiée il y a quelques années. Nous y avions renoncé, car une fusion entre chaînes d'information est très compliquée à mettre en œuvre. Comme les coûts de ces chaînes reposent essentiellement sur les effectifs des rédactions, une fusion conduirait nécessairement à une forte réduction du nombre d'emplois. J'ajoute que la position archidominante de TF1 dans le domaine de l'info avec plus 30 % de la consommation de l'info à la TV et 56 % du marché publicitaire de l'information n'a pas besoin d'être renforcée avec une nouvelle chaîne d'info.

L'information est-il un secteur important pour le groupe Canal+ ?

Il est normal pour un groupe média comme Canal+ d'avoir une offre d'information. i-Télé est la news factory qui fabrique des journaux pour nos chaînes Canal+ et D8.

Êtes-vous motivé par le passage de votre chaîne Planète+ en gratuit ?

La décision de proposer le passage de Planète+ en clair résulte du fait que TF1 et M6 veulent sortir leurs chaînes LCI et Paris Première de la TNT payante. Si nous devions transférer Planète+, ce que je ne plébiscite pas, notre objectif n'est pas de déstabiliser le marché mais de renforcer le pluralisme en proposant aux téléspectateurs une nouvelle chaîne de découverte.



Bertrand Meheut, le président du groupe Canal+.
REMY CORTIN / CANAL+

Le groupe Canal+ a-t-il comme objectif de réaliser 500 millions d'euros de publicités en 2017 ?

Pour le groupe Canal+, l'accès au marché publicitaire s'explique par la nécessité de diversifier nos sources de revenus et de diversifier les sources de financement de nos contenus audiovisuels. Nous avions l'objectif d'arriver à 500 millions d'euros de recettes publicitaires en 2017, mais je ne sais pas si nous l'atteindrons compte tenu de la dégradation du marché publicitaire. ■

LES AUDIENCES

Mercredi 7 mai
en millions de téléspectateurs
(source Médiamétrie)

TF1
5,1 millions
Série *Grey's Anatomy*
Part d'audience : 20,5 %

France 2
4 millions
Téléfilm *La Disparition*
Part d'audience : 16,5 %

France 3
2,5 millions
Documentaire
Le Monde de Jamy
Part d'audience : 10,5 %

M6
2,1 millions
Jeu « Pékin Express »
Part d'audience : 9,2 %

EN BREF

Drahi regarderait le dossier « Libération »

Patrick Drahi, actionnaire principal d'Altice et Numericable, réfléchirait à investir dans *Libération*, selon *Le Monde*. Bruno Ledoux, l'actionnaire de *Libération*, a déjà versé 4 millions d'euros en prêt pour renflouer le quotidien et a promis d'apporter 14 millions d'euros. Il a approché des investisseurs, dont Patrick Drahi, pour financer cette somme. Il y a une semaine, Patrick Drahi a répondu qu'il avait d'autres priorités. Mais, depuis, il s'intéresse de plus près au dossier et considère que *Libération* est un titre important pour la place française et le pluralisme de l'information. Si rien n'est encore signé, les choses pourraient s'accélérer au cours de la semaine prochaine.

Bertelsmann : bénéfice net divisé par deux

L'éditeur allemand a confirmé ses prévisions pour 2014, après un premier trimestre marqué par une division par deux de son bénéfice net, à 104 millions d'euros.

Le phénomène « League of Legends » débarque à Paris

Le tournoi du jeu racheté par le chinois Tencent, qui se tient au Zénith de Paris jusqu'à dimanche, fait salle comble.

VINCENT JOLLY vjolly@lefigaro.fr

JEUX VIDÉO Le phénomène *League of Legends* a débarqué en grande pompe à Paris. L'un des jeux vidéo les plus pratiqués au monde s'est installé au Zénith depuis hier après-midi pour un gigantesque tournoi qui s'achèvera dimanche prochain. Devant quelque 25 000 fans déchaînés et dans une ambiance électrique digne des plus grands matchs de foot, les meilleures équipes venues des quatre coins du globe s'affrontent pour la gloire… et un prix de 50 000 dollars.

Lancé en 2009, le jeu a connu un succès immédiat et atteint des chiffres mirobolants. 67 millions de joueurs se connectent au moins une fois par mois, selon les derniers chiffres publiés par Riot Games, éditeur et développeur du jeu, dont plus de la moitié du capital a été rachetée en 2011 par le géant chinois Tencent (le troisième groupe Internet après Google et Amazon) pour une somme estimée à près de 400 millions de dollars.

Par jour, ce ne sont pas moins de 27 millions de joueurs qui se connectent aux serveurs dont la fréquentation a doublé en à peine deux ans. Parfois même, lors des périodes de pointe quotidiennes, plus de 7,5 millions de joueurs simultanés. En 2013, la société annonçait avoir dégagé 624 millions de dollars de recettes. Une belle performance puisque le jeu est de type « free-to-play », c'est-à-dire entièrement gratuit. Le business model repose sur les micro-transactions que les joueurs peuvent réaliser pour enrichir leur compte. Cependant, aucun de ces achats ne peut augmenter la puissance d'un joueur ou ses chances de remporter une partie : ils sont d'ordre purement cosmétique et participent uniquement à améliorer votre apparence à l'intérieur du jeu. Un parti pris ayant permis à *League of Legends* de se distinguer de ses cousins tout en s'imposant en tant que véritable e-sport : un joueur est bon parce qu'il sait bien jouer, non parce qu'il a un bon portemonnaie.

Forts de cette expansion retentissante, les créateurs Brandon Beck et Mark Merrill ont lancé, il y a quatre ans, une compétition officielle de leur jeu calquée sur le modèle de la NBA ou de la NFL, les ligues professionnelles de basket-ball et de football américains. Les joueurs professionnels – dont les salaires dépassent parfois le demi-million de dollars par an – peuvent même décrocher des visas pour les États-Unis de type P-1A, le même que celui utilisé par Tony Parker pour jouer de l'autre côté de l'Atlantique. En 2013, la finale de la troisième saison de ces LCS (League of Legends Championship Series) s'est déroulée au Staples Center de Los Angeles, résidence des Los Angeles Lakers, devant 8 000 spectateurs et a été suivie par 8,5 millions de personnes sur Internet. L'équipe gagnante empochait la coquette récompense d'un million de dollars.



L' All-Star 2014 de *League of Legend*, un événement exceptionnel au Zénith de Paris.
FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO

Podiums dignes des plus grands concerts

La mise en scène des tournois est également empruntée à l'archétype du show américain sportif. Riot Games débloque sans cesse plus de moyens pour offrir à sa communauté le spectacle qu'elle réclame. Des stades entiers sont investis, des podiums surplombés d'écrans géants dignes des plus grands concerts sont dressés, des commentateurs décryptent en direct les rencontres et analysent chaque action, et les « sportifs-joueurs », adulés par les fans, sont érigés en superstars… Comme dans un match de foot.

Et cette visibilité dont jouissent les équipes et les joueurs sur les réseaux sociaux et dans les compétitions leur permet de décrocher de juteux contrats avec des sponsors tels que Nike, Numericable ou encore Razer, pour ne citer qu'eux. Des marques comme Samsung ou SK Telecom (un des plus gros opérateurs de téléphonie mobile de Corée du Sud, la Mecque de l'e-sport) ont même acheté des équipes professionnelles. En Suède, McDonald's a appelé un de ses hamburgers saisonniers le McNiP en hommage à une équipe suédoise de *League of Legends*. Et pour cette quatrième saison des LCS, ce n'est ni plus ni moins Coca-Cola Zero qui a rejoint la liste des sponsors pour les ligues européennes et nord-américaines.

Les compétitions de jeux vidéo existent depuis plus d'une dizaine d'années mais elles n'ont jamais paru aussi séduisantes. Riot Games a réussi un véritable tour de force dans le monde du jeu vidéo : créer un jeu attractif, facile d'accès et extrêmement compétitif, mais surtout avoir su lui construire un écrin essentiel à son essor – et à sa longévité. En prenant le risque d'investir, souvent à perte, dans la création d'événements « sportifs » à grande échelle, Brandon Beck et Mark Merrill souhaitaient conférer à leur jeu un statut immuable. Pari réussi : cinq ans après son lancement, *League of Legends* est loin d'être passé de mode. ■

« LEAGUE OF LEGENDS » EN CHIFFRES

27
millions de joueurs quotidiens

624
millions de dollars de chiffre d'affaires en 2013 avec les seuls achats des joueurs

600 000 à 700 000
euros gagnés par an par le joueur européen Ocelote.

LE FIGARO et vous



Laurence et Philippe Ratinaud

JOAILLERIE

BAGUES MERVEILLEUSES, MANCHETTES DE GUERRIÈRE... L'ESTHÉTIQUE FANTASTIQUE REVIENT EN FORCE PAGE 25

MODE

COLLECTION CROISIÈRE DIOR : LE NEW LOOK SELON RAF SIMONS

PAGE 24





L'orgue n'a plus le bourdon

Alors qu'une nouvelle génération d'artistes entend le faire sortir des églises, la France célèbre les 10 et 11 mai cet instrument encore trop déconsidéré. PAGE 22



ÇA C'EST... MONTRÉAL !

Ludovic Hirtzmann

PIQUETTE SPATIALE

OUVERTURE DE LA BIENNALE D'ART NUMÉRIQUE AU MUSÉE DES BEAUX-ARTS.

Les pirates mondains n'ont qu'à bien se tenir. Pour le lancement de la Biennale d'art numérique de Montréal (Bian), le Musée des beaux-arts de la métropole québécoise s'est transformé en Fort Knox. Numérique oblige, les organisateurs ont chargé un aréopage de jolies hôtesses de jouer les pare-feu pour écarter les resquilleurs. Les exclus du canon de Bordeaux trépignent.

L'art branché est un exercice qui se mérite. Le directeur artistique de la biennale, Alain Thibault, vient à la rescousse du néophyte : *« Nous regroupons 90 artistes qui exposent leurs œuvres dans une trentaine de lieux de la ville, jusqu'au 19 juin,* confie-t-il. *Notre thème est la physical/ité. »* La physical/ité ? *« Oui, c'est un travail axé sur le corps. Le corps du spectateur est partie prenante de l'œuvre. »* Telles sont les mystérieux abîmes de l'art 2.0.

Au cœur d'une immense verrière, la directrice du musée, Nathalie Bondil, évoque la magie de la Bian. Une pluie de superlatifs s'abat sur les esprits, encore plus forte que les cordes qui submergent la verrière. La maîtresse des lieux n'oublie pas son public anglophone, unilingue, mais si mécène. *« C'est ben une Française pour parler anglais de même »*, dit un minuscule Québécois à sa « blonde ».

Place aux invités d'honneur. Des papys version *Men in Black*, coupe de cheveux *Terminator*. *« Spectacles depuis trente ans, technologie sur scène, poèmes virtuels, immersifs. On est spatialisé »*, confie l'un d'eux, le créateur Michel Lemieux, ésotérique et intarissable. Une pitoune (jolie fille) préfère tapoter sur son téléphone, comblée par cette expérience immersive.

« Montréal fait un complexe de supériorité numérique. Le concept de cette biennale manque de simplicité. Personne n'a compris de quoi il s'agissait », avoue un diplomate. Pour quelques arpents de création contemporaine, la ville se pavane. Pour le moment, c'est razzia sur les chips, distribuées au compte-gouttes. *« Ils sont donc ben gratteux (radins) »*, déplore une élégante.

Une Québécoise herculéenne au manteau en peau de yéti n'en semble pas moins au paradis. Dans un pays où le vin est trois fois plus cher qu'en France, le rouge coule à flots. Des groupes de discussion, tout sauf virtuels, ont choisi leur camp : l'éthylique avant le numérique !

STEPHANIE PILICK/EPA/MAXPPP, DIOR, DR



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

ENQUÊTE

Grand-messe nationale, concerts insolites... Le roi des instruments trouve un second souffle.



L'orgue s'offre une nouvelle tribune

THIERRY HILLÉRITEAU
@thilleriteau

Pompeuse. Ennuyeuse. Lugubre... Les a priori négatifs sur la musique d'orgue ne manquent pas. Tout comme les clichés qui ont longtemps accompagné les praticiens de l'instrument, «affectueusement» surnommés par le milieu musical «punaises d'orgue». Déjà, en 1754, Joseph Goupy caricaturait Haendel en organiste soiffard sous le titre : *La Brute charmante*. Le musicien y était montré sous des traits porcins, jouant assis sur une barrique de vin, avec perdrix et faisans accrochés aux tuyaux et, en guise de pédalier, cette inscription en lettres capitales : *«I am myself alone.»* Toujours aujourd'hui, on décrit volontiers l'organiste, qui plus est d'église, comme un grand solitaire un peu rustre. Parfois claviériste frustré, reconverti en rat de bibliothèque. Souvent bon compositeur mais rarement de bonne composition.

«Une image répandue jusque dans les années 1970, où il arrivait que l'on se transmette la charge de père en fils, et où l'organiste restait enfermé à sa tribune, concède Philippe Lefebvre, cotitulaire des grandes orgues de Notre-Dame de Paris et président de l'association Orgues en France. Mais les temps ont changé. *«Ayant pris le relais des églises moins fréquentées par les jeunes, les écoles de musique et les conservatoires suscitent de nouvelles vocations. Et forment une génération d'organistes de plus en plus enclins à s'ouvrir à d'autres pratiques et d'autres répertoires»*, poursuit-il.

Plus de 500 manifestations

C'est pour casser cette image qui n'a plus cours que Philippe Lefebvre et son association ont lancé en 2012 le Jour de l'orgue, dont la 3e édition aura lieu ce week-end, les 10 et 11 mai. Plus de 500 manifestations dans toute la France, de la plus grande ville au village le plus reculé, pour fédérer l'attention du public. *«Dans l'esprit de ce qui se fait pour les Journées du patrimoine, nous voulions mettre en avant la richesse organistique française. On compte dans notre pays 12 000 orgues dont 1 200 classés»*, indique-t-il. Lors de ces manifestations, l'objectif est double : *«Attirer l'attention sur ce patrimoine, en rappelant qu'un plan de sauvegarde serait le bienvenu : un certain nombre d'instruments sont en danger... Y compris dans des cathédrales d'État telles qu'Arras ou Grenoble, où les orgues sont muets!»* Mais aussi et surtout montrer qu'avant d'être un élément de patrimoine religieux – et un outil liturgique – *«l'orgue est un instrument aux possibilités sonores infinies, d'une facture architecturée de très grande beauté mais qui doit rester au service du spectacle vivant»*. Pour ce faire, l'association organise aussi des manifestations à longueur d'année : concerts-lectures, spectacles chorégraphiés (comme ce week-end à Saintes), projection de films muets dans les églises accompagnés à l'orgue (ce devrait être le cas prochainement à la cathédrale de Luçon).

Des initiatives qui tendent à se multiplier. Y compris dans des endroits inconnus. Illustration à Luxeuil-les-Bains. Cette petite commune de 7 000 habitants, perdue dans le nord de la Franche-Comté au cœur d'un paysage bucolique, offre depuis six ans, chaque lundi de Pâques, un spectacle hallucinant. Dès 6 h 30 du matin, 200 passionnés se donnent rendez-vous dans la basilique Saint-Pierre encore endormie pour... une journée entière de musique d'orgue et de chant grégorien!

La «Nef des fous»

Organisée autour de sept concerts, dont certains sont chorégraphiés, et dont le premier démarre à l'aube, le dernier s'achevant à la nuit tombée, «15 h non stop» rassemblera au fil de la journée jusqu'à 800 spectateurs. À l'origine de cette véritable «Nef des fous» organistique, un ancien industriel tombé amoureux de l'orgue de la basilique Saint-Pierre de Luxeuil : Bernard Leuvrey. Il est intarissable sur ce qu'il appelle affectueusement «le monstre» : *«Avec 44 jeux, dont 4 datent de 1617, 3137 tuyaux et une partie instrumentale classée monument historique à 69 %, c'est non seulement le plus vieil orgue de Franche-Comté, mais c'est aussi l'un des plus beaux buffets sculptés de tout le pays, puisque celui-ci démarre à même le sol pour s'achever à la voûte!»* Un trésor inestimable, mais qu'il n'est pas facile de faire vivre au quotidien dans une ville de la taille de Luxeuil. C'est pour sortir des offices du dimanche qu'il a fondé l'association et l'événement «15 h non stop», avec le soutien du célèbre organiste Pierre Pincemaille (titulaire des grandes orgues de la basilique de Saint-Denis), qui a bien voulu prêter son nom à un concours d'improvisation organisé tous les deux ans lors de la manifestation.*

Et Leuvrey ne compte pas s'arrêter là. *«Il y a peut-être en France 2 000 orgues qui crèvent*, s'insurge-t-il. *C'est inimaginable. Avec l'association, nous voudrions mener une vraie campagne pour sauver d'autres instruments de la région.»* Une croisade dont il ne dira pas plus pour le moment, mais pour laquelle il s'annonce déterminé : *«Vous trouvez que je suis fou? Je crois que je le suis. Mais quel amateur d'orgue ne le serait face à de tels instruments?»* ■

Jour de l'orgue, les 10 et 11 mai.
Tout le programme
sur www.orgue-en-france.org

Luxeuil-les-Bains, en Franche-Comté, offre chaque lundi de Pâques quinze heures de musique d'orgue et de chant grégorien. DR

CLAIRON DE CHIFFRES

12 000
orgues ont été dénombrés en France, dont 1 200 sont classés.

5 000
organistes, professionnels ou bénévoles, d'église ou de concert, font vivre notre patrimoine. On dénombre à ce jour 200 classes d'orgue en conservatoires.

30
inaugurations d'orgues neufs ou restaurés au moins auront lieu en 2014, révèle *La Lettre du musicien* dans son édition d'avril, qui consacre un dossier à l'instrument. Le chantier de restauration d'un orgue coûte entre 100 000 et 1 million d'euros.

Les bons tuyaux de Cameron Carpenter

Il se décrit lui-même comme *«un performer»*. Cheveux hirsutes, look iconoclaste de vedette punk, avec hauts à paillettes et boots garnies de strass, l'Américain Cameron Carpenter est devenu, en quelques années, un phénomène pour les salles de concerts du monde entier. À 32 ans, il bouscule le milieu de l'orgue par son allure de Scott Ross du XXIe siècle. Mais aussi avec un tout nouvel instrument, créé spécialement pour lui par le facteur du Massachusetts Marshall & Ogletree, et sur lequel il vient d'enregistrer son premier album pour Sony Classical, *If You Could Read My Mind*, jouant aussi bien Bach que des transcriptions de l'œuvre pour piano de Scriabine, celle de Piazzolla ou Bernstein que celle de Marcel Dupré.

«The International Touring Organ» est un orgue exclusivement numérique, qui synthétise les sonorités de jeux d'orgues sélectionnées par Carpenter dans le monde entier, d'après les plus beaux instruments traditionnels, des orgues de cathédrale aux Wurlitzer électroniques des anciennes salles de cinéma. *«L'idée était de débarrasser les grandes orgues de leurs tuyaux pour les rendre mobiles, et que ce ne soit plus l'homme qui s'adapte à l'instrument, mais l'instrument qui s'adapte à l'artiste»*, explique-t-il.

Une prouesse technologique. Car cet instrument n'a rien d'un simple synthétiseur. Une fois assemblé (ce qui requiert trois heures et quatre techniciens), il s'étale sur quinze mètres de large. La console, qui compte pas moins de cinq claviers, est un petit bijou technologique de six modules, associant les apports du numérique à un système hydraulique et manuel. Surtout, *«l'instrument est appelé à s'enrichir de nouvelles combinaisons sonores au fil des ans*, confie Carpenter. *L'idée n'est pas d'en faire un instrument définitif, mais un idéal sonore qui doit évoluer avec l'artiste.»*



***«Nous ne fréquentions pas l'église, mais avions un orgue à la maison. J'ai commencé à en jouer dès l'âge de 4 ans»*, confie Cameron Carpenter.** DR

Synonyme de glamour

Un rêve d'artiste qui est celui de toute une vie. Pour cerner la personnalité de Cameron Carpenter, aussi changeante que sa coupe de cheveux, il faut remonter vingt-cinq ans en arrière. *«J'ai grandi dans un petit village rural de Pennsylvanie. Nous ne fréquentions pas l'église, mais avions un orgue à la maison. Et comme j'étais scolarisé dans un premier temps à domicile, j'ai commencé à en jouer dès l'âge de 4 ans. C'est sans doute de là que vient mon désir de faire sortir l'instrument des églises. Pour moi, l'orgue n'avait à l'époque rien à voir avec la religion. Je l'associais plutôt au cinéma hollywoodien, tous ces films muets des années 1920, aux actrices ultra glamour, que l'on accompagnait à l'orgue.»*

C'est donc avec cette conviction que l'orgue pouvait être associé au glamour et *«devait être une scène de théâtre ouverte aux artistes qui brûlent de crever l'écran»* que cet ancien enfant prodige (il se produisit pour la première fois à 11 ans) a construit sa personnalité musicale, après des études à la Juilliard School. Jusqu'à ce qu'une controverse, en 2003, lui donne la révélation. *«À l'époque, Marshall & Ogeltree inaugura ses premières grandes orgues numériques à la Trinity Church de Wall Street, à New York, pour remplacer l'ancien orgue à tuyaux détruit le 11 septembre 2001. Beaucoup jugèrent cela scandaleux. Pour ma part, j'ai saisi à cet instant l'extraordinaire potentiel de la facture numérique.»* ■

T. H.

QUATRE TALENTS À SUIVRE

Benjamin Alard
Né en 1985, le titulaire de Saint-Louis-en-l'Île (Paris IVe) est aussi connu pour sa carrière de claveciniste que pour ses talents d'organiste.

Jean-Baptiste Monnot
Né en 1984, le titulaire de Saint-Louis des Chartrons, à Bordeaux, est également assistant de Jean Guillou à Saint-Eustache (Paris Ier).

Vincent Dubois
Né en 1980, ce concertiste qui s'est produit avec les orchestres les plus prestigieux, dirige aujourd'hui le conservatoire de Strasbourg.

Olivier Houette
Né en 1980, il est le titulaire de la cathédrale de Poitiers ainsi qu'à l'église Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux (Paris IVe).

« Macbeth » au Soleil et en Cinémascope

CHRONIQUE Ariane Mnouchkine signe un spectacle magistral, orchestrant le ballet vertigineux de quarante comédiens.



LE THÉÂTRE
Armelle Héliot
aheliot@lefigaro.fr
blog.lefigaro.fr/theatre

Au Soleil, tout commence dès l'entrée. Ariane Mnouchkine est là, qui déchire les billets, accueillant le public. Au Soleil, tout continue dans le grand hall décoré de peintures qui reproduisent des affiches du monde entier : *Macbeth* russe, japonais, anglais, taïwanais… Sur le mur du fond, un portrait monumental de Shakespeare veille. Certains spectateurs se restaurent, d'autres feuillettent des livres. On pénètre dans la salle. Sous le gradin, on peut observer les comédiens qui fignolent leur maquillage. Sur de longs portants, des dizaines et des dizaines de costumes, comme une armée qui se prépare au mouvement.

Sur le plateau, tout est déjà en route. Derrière le grand rideau, on devine une ronde, un sabbat peut-être ou une bataille. L'espace est envahi de tumulte et des stridences déchirantes des sorcières… Le son, dans cette mise en scène magistrale de *Macbeth*, est l'un des éléments essentiels. Et durant les 3 h 30 à peu près que dure la représentation (avec un entracte au milieu), le bruit, la fureur, les cris atroces des égorgés comme les soupirs du chagrin, le fracas des pales d'hélicoptère, la nature en furieux météores, tout saisit le spectateur tandis que, côté cour, Jean-Jacques Lemêtre distille sa musique en accents précis par le déploiement des instruments fabuleux.

C'est un grand opéra sanglant que ce *Macbeth*, qui date de 1606, *« une tragédie comme elle est jouée au Théâtre du Soleil »*, qui reprend le frontispice de l'édition de 1674 : *« Macbeth : a tragedy, as it is now acted at the Dukes Theatre. »* Trois cent quarante ans plus tard, pour marquer les cinquante ans du Soleil (*« Nos cinquante premières années »*, dit Ariane Mnouchkine, souriant), voici donc, au présent de notre monde, cette histoire terrible.

Les puissances de la magie

Au présent, oui. Dans une traduction précise, fidèle aux images et aux pulsions de la langue du dramaturge élisabéthain, de la main même – et de l'oreille – d'Ariane Mnouchkine.

L'adéquation de la représentation au texte ajoute à la puissance hypnotique de ce *Macbeth*. Un grand spectacle en Cinémascope dans lequel quarante comédiens sont engagés. Dans cette salle qui n'a pas de cintres, les changements se font à vue, dans une fluide rapidité de ballet strictement réglé. Comédiens et serviteurs de scène se partagent ce travail consubstantiel au sentiment qui enveloppe chaque spectateur : nous pénétrons dans un monde magique où les hommes doivent compter avec les puissances mystérieuses du surnaturel et où les morts reviennent vous hanter.

Le grand plateau est peint comme un parquet de demeure seigneuriale et il est recouvert de vastes tapis qui figurent les différents sols. Tous les éléments sont d'une texture particulière, qui ajoute encore à l'impression d'un univers fantasmatique.

Dans Shakespeare, la cruauté et le crime, la violence et la peur sont suspendues par de brèves scènes franchement comiques. Ariane Mnouchkine excelle à les dessiner ou à faire affleurer le rire et le portier d'Eve Doe-Bruce est une respiration irrésistible.

Mais la tonalité dominante de *Macbeth*, on le sait, est noire. *« La vie n'est qu'une ombre en marche, un pauvre acteur/Qui, sur scène, se pavane et se ronge pendant une heure/Et puis qu'on n'entend plus : c'est une histoire contée par un idiot, pleine de bruit et de fureur/Et ne signifiant rien. »* (V, 5). Ariane Mnouchkine, en dirigeant la troupe comme un grand orchestre, avec ses accents du monde entier – mais tout est très audible –, ne renonce à aucun détail et instille l'humanité au cœur du cauchemar.

Les interprètes des rôles principaux sont excellents, anciens comme nouveaux. Chacun passe d'un personnage à l'autre avec maestria, de Maurice Durozier à Sébastien Brottet-Michel, Duccio Bellugi-Vannuccini, Juliana Carneiro da Cunha, Vincent Mangado, Martial Jacques, Astrid Grant, Shaghayegh Beheshti.

Nirupama Nityanandan, tanagra inflexible, est une Lady Macbeth amoureuse, volontaire et si complexe qu'elle bouleverse dans la scène du somnanbulisme. Serge Nicolaï tient sans faiblir le parcours exténuant de Macbeth. Il est sidérant et l'on comprend les vertiges du mal comme ses terreurs, sa férocité aveuglée. Sous ses pas, les chemins de pétales de rose deviennent des fleuves de sang. C'est tout *Macbeth*. ■

Théâtre du Soleil (Paris XIIe), à 19 h 30 du mercredi au samedi et 13 h 30 les samedis et dimanches, tél. : 01 43 74 24 08. www.theatre-du-soleil.fr
Traduction Éditions Soleil-Théâtrales (9 €).



Pour son *Macbeth*, Ariane Mnouchkine dirige la troupe comme un grand orchestre, avec ses accents du monde entier, ne renonce à aucun détail et instille l'humanité au cœur du cauchemar. MICHÈLE LAURENT

ZOOM

Deux statues khmères vont revenir au Cambodge

Pillées dans les années 1970 et considérées comme des chefs-d'œuvre de l'art khmer, deux statues millénaires devraient quitter les États-Unis pour revenir au Cambodge. Le Duryodhana bondissant, datant du Xe siècle, avait été volé sur le site de Koh Ker à quelque 80 km des temples d'Angkor, en 1972, et vendu aux enchères à Londres en 1975. La seconde statue, Bhima, avait été achetée en 1976 par le Musée Norton Simon de Pasadena, en Californie. Le Cambodge a l'intention de « célébrer » le retour des deux statues en les exposant au Musée national de Phnom Penh.

Femmes de l'ambre

EXPOSITION Conservés à Marrakech, les plus beaux bijoux berbères de la collection Pierre Bergé-Yves Saint Laurent sont montrés à Paris.

ÉRIC BIÉTRY-RIVIERRE
ebietryrivierre@lefigaro.fr

Du Rif au Sahara vous ne trouverez pas de plus beaux bijoux traditionnels. Ces opulents colliers, ces larges fibules triangulaires, ces lourdes boucles d'oreilles et bracelets ont été passionnément collectionnés par Yves Saint Laurent et Pierre Bergé à partir de 1966. Ils constituent les fleurons de leur fonds berbère conservé à Marrakech dans l'atelier du peintre orientaliste Jacques Majorelle, une propriété années 1930, signée Paul Sinoir, que le couple avait sauvée de la démolition avec son jardin exotique et a fait transformer en un exquis musée dédié à la culture autochtone du royaume chérifien. Celle préarabe, de langue tamazighte, toujours vivace notamment dans les vallées du Haut Atlas.



NICOLAS MATHEUS/MUSÉE BERBÈRE/FONDATION P. BERGÉ – Y. SAINT LAURENT

Parures de la région du Souss, au sud-ouest du Maroc.

On remarque dans ces assemblages complexes d'argent, d'ambre importé depuis la Baltique, de corail, d'amazonite, de coquillages, de pièces de monnaie et de boules d'émaux, quantité de losanges, chevrons et hachures gravés, moulés ou niellés. Ces motifs sont identiques à ceux visibles dans l'art pariétal. Ils remontent à la préhistoire. Ils symbolisent les grands moments de la vie – accouplement, grossesse, enfantement…

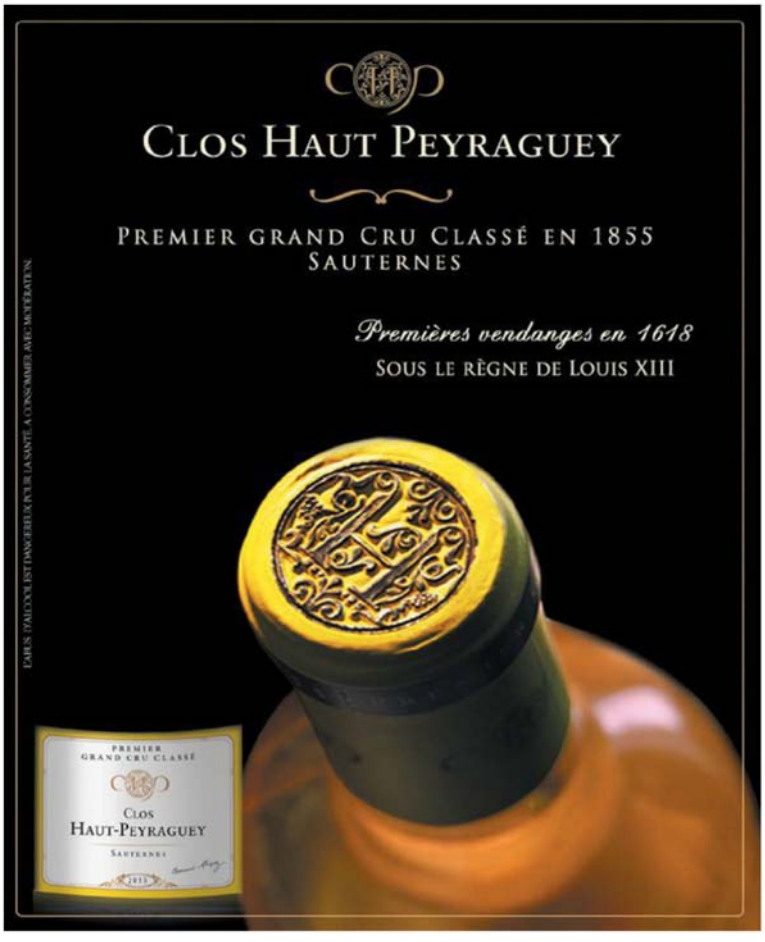
Pour les grandes fêtes

Car ces bijoux sont des cadeaux de fiançailles ou de mariages aux femmes, qui ont toujours été au centre des communautés paysannes. Ce sont des promesses de fertilité et, donc, de bonheur. Ils protègent contre le mauvais œil, concentrent la baraka. On ne les sort des buffets et des linges que pour les grandes fêtes tribales ou confréries.

Dans les vitrines de la Fondation, ils voisinent avec des tapis, des costumes tissés, des poteries et vanneries au même style géométrique, simple et répétitif. Les couleurs, d'une étonnante fraîcheur, éclatent dans la pénombre, saillant parmi des extraits de documentaires montrant des danses saisonnières et des grands tirages en noir et blanc prises au début des années 1950 par la photographe Mireille Morin-Barde. D'autres ensembles vestimentaires des différentes tribus sont enfin détaillés sur des écrans plats au format large.

Ayant grandi en Algérie, autre terre tamazighte, *« Yves Saint Laurent s'est beaucoup inspiré des vêtements de ces femmes. N'a-t-il pas dit qu'il avait appris les couleurs au Maroc ? »*, rappelle Pierre Bergé dans le catalogue. ■

« Femmes berbères du Maroc », jusqu'au 20 juillet à la Fondation Pierre Bergé-Yves Saint Laurent (Paris XVIe). Catalogue Artlys, 192 p., 30 €. Tél. : 01 44 31 64 31. www.fondation-pb-ysl.net



Dior en croisière à New York

COLLECTION Ce défilé, présenté à Brooklyn, marque sans conteste une nouvelle direction dans le travail du designer Raf Simons, qui s'empare de la silhouette New Look.





Défilé Dior Croisière 2015

DIOR

GODFREY DEENY
gdeeny@lefigaro.fr
ENVOYÉ SPÉCIAL À NEW YORK

« *Je préfère admirer le skyline de Manhattan de loin plutôt qu'être sur place. Et d'ici, nous avons la vue !* », s'exclame Raf Simons, ce mercredi, à Brooklyn, à l'issue de la présentation d'une collection Dior au ton citadin, tout en maîtrise, poésie et abstraction. Fort à propos, ce défilé Cruise 2015 commence littéralement par une croisière, laquelle transporte les invités en bateaux-taxis jaunes (griffés Dior) sur les eaux mouvementées de l'East River, jusqu'au chantier naval du Brooklyn Navy Yard, où a lieu le show.

S'inspirant des motifs floraux dessinés par M. Dior lors de ses week-ends à Milly-la-Forêt, le directeur artistique présente d'emblée les imprimés qui vont faire le charme de cette édition, des créations inédites peintes à la main, dans l'esprit des archives, retravaillées sur Photoshop et agrandies jusqu'à l'abstraction. Une nouvelle direction dans le travail de Raf Simons, jusque-là plus connu pour son art du color block. Dans une démonstration de coupe virtuose, il redessine la silhouette New Look, diaphane, plissée, pour la restructurer près du corps et la décliner en suède bleu lavande ou dans une laine technique japonaise, proche du Néoprène, noir charbon. « *Les plis plats donnent une allure urbaine des plus sophistiquées* », explique-t-il, en envoyant les mannequins par petits groupes stylés et toniques en accord avec son humeur énergique. Une version inédite d'un New Look élégant et bien inspiré.

Une version profilée de la veste Bar

Autre code Dior revisité, le carré de soie qui se prête, ici, à l'élaboration de hauts foulard ou de petites robes à panneaux à l'allure avant-garde. « *Je ne voulais pas venir à New York pour y servir des clichés* », insiste le couturier, qui en jette vraiment avec de superbes manteaux et boléros en astrakan ou vison rasé à bandeaux aux couleurs primaires. Les pièces de soie aux fleurs abstraites sont omniprésentes. Nouées sur des sneakers, en bandoulière sur des minaudières, par le biais d'une myriade d'inclusions et de clins d'œil. Les silhouettes d'ouverture percutantes, quatre ensembles pantalon longilignes qui révèlent d'entrée cette soie imprimée emblématique, prouvent que Simons n'a pas peur de monter la taille très haut pour faire sortir de ses ateliers une version plus profilée que jamais de la veste Bar maison. « *C'est la version la plus pure de cette forme* », plaide-t-il après avoir reçu les applaudissements d'un public où se tiennent notamment Marion Cotillard, Chiara Mastroianni et Margot Robbie, l'actrice révélée par *Le Loup de Wall Street*. « *Marion a des proportions magnifiques, une silhouette parfaitement équilibrée* », s'enthousiasme Raf Simons dans la cohue des photographes qui se focalisent sur la fraîche Rihanna, venue en petite robe rose Dior.

Ce défilé est la quatrième collection croisière de la maison Dior à New York. La première, présentée en mai 2005 dans la tour LVMH de Manhattan, avait été réservée à quelque 200 acheteurs et aux journalistes de la presse locale. Cette fois, 950 personnes ont fait le déplacement, dont plus d'une centaine de rédacteurs de mode du monde entier, à l'invitation de la griffe. « *Nous sommes revenus à New York parce que le marché américain est en pleine vitalité, il a une énergie incroyable. La collection croisière a pris son sens ici, où elle était indispensable. Maintenant c'est le cas partout* », insiste le PDG, Sidney Toledano. Il rappelle également avoir déjà rénové, cette année, quatre de ses boutiques sur le sol américain, dont celle du casino Bellagio à Las Vegas ; la maison développe aussi un grand projet pour San Francisco, prépare une boutique dans le Design District de Miami et ouvrira un nouveau concept store conçu par Peter Marino dans le quartier new-yorkais de SoHo.

« *Raf vient de l'architecture, il a le sens de la couleur et maîtrise les mélanges de matières et d'imprimés. Il a un œil moderne sur la silhouette. Si Christian Dior a créé le New Look, Raf sait le recréer* », précise Toledano, en soulignant les pièces iconiques remises au goût du jour par Simons, comme la veste Bar ou le sac Lady Dior, joliment décliné dans une version punchy à motifs de feuillage abstrait.

Le designer belge fait aussi bel effet sur les finances de la maison. Christian Dior Couture a enregistré une augmentation de 14 % de ses ventes pour atteindre 1417 millions d'euros sur la période janvier-décembre 2013 – première année complète de l'équipe Raf Simons-Sidney Tolenado. Les bénéfices atteignent 165 millions d'euros, soit une significative augmentation de 26 %.

Un héros américain

Si, en son temps, M. Dior était devenu un héros américain en faisant la couverture du magazine *Time*, un mois après le lancement de la collection New Look, Raf Simons, lui, voyage souvent aux États-Unis où il s'intéresse particulièrement aux artistes de Los Angeles, dont il collectionne les œuvres. « *J'adore cette ville, et New York aussi. Dès le début, j'ai senti qu'il y avait une interaction très forte entre Dior et l'Amérique. Ici, les femmes d'affaires, celles qui travaillent dans le monde de l'art ou du cinéma, disent vraiment ce qu'elles pensent* », raconte Simons, qui compte bien ne pas manquer, dès le lendemain, l'ouverture de l'édition new-yorkaise de la Frieze Art Fair. La gigantesque foire d'art contemporain qui, à l'exemple de Dior, a elle aussi quitté Manhattan pour prendre ses quartier à Randall's Island, sur l'East River. ■

Mary Katrantzou, la virtuose numérique

PORTRAIT Peu de stylistes ont su créer une esthétique aussi affirmée que cette Grecque, dont le mélange d'imprimés digitaux et de silhouettes architecturales produit un style immédiatement reconnaissable.

Elle reste pour l'instant relativement méconnue du grand public, mais cela pourrait bientôt changer : à l'automne, elle signera une collection capsule de chaussures et de vêtements pour Adidas Originals, dans la lignée des collaborations du géant du sportswear avec Pharrell Williams, Rick Owens ou Raf Simons.

Mary Katrantzou doit son surnom de « Reine de l'imprimé photo » aux images omniprésentes sur ses vêtements : saphirs de la taille d'un ballon de football, gros plans de billets de banque, énormes machines à écrire ou portraits de Mme de Pompadour. Depuis son premier défilé sur le thème des flacons de parfum, en 2009, ses silhouettes témoignent d'une sophistication croissante, avec l'introduction progressive de jupes à godets, de lignes tubulaires, de formes inspirées du jeu d'échecs et de cuirasses à la *Game of Thrones*. « *C'est vrai qu'il a fallu du temps pour convaincre les femmes qu'elles pouvaient porter une robe machine à écrire ou un top billets de banque* », s'amuse la créatrice, attablée pour un déjeuner chez Saturne lors de son dernier passage à Paris, où elle est distribuée dans douze points de vente, dont Colette, Joseph, le Bon Marché et les Galeries Lafayette. « *Les femmes qui s'intéressent au design apprécient mes vêtements, car elles n'ont pas peur des messages forts. Et celles qui n'y connaissent pas grand-chose peuvent faire semblant* », dit-elle en riant.

Depuis déjà longtemps, ses kaléidoscopes de couleurs se remarquent sur tapis rouge. Claudia Schiffer, convertie de la première heure, a adopté ses robes ceinturées et sculptées. Et Keira Knightley a joué les éclaireurs avec les robes bustier et jupes à godets de sa collection Fabergé porcelaine de Saxe.

Un courant couture

Après des études d'architecture à la Rhode Island School of Design à Providence, aux États-Unis, Mary Katrantzou a suivi le master en textiles de la Saint Martin School à Londres. C'est ainsi qu'elle trouve sa signature dans ce mélange de structure et d'inventivité dans les imprimés.

Si cette fille unique, née du mariage tardif de deux Grecs quarantenaires, confesse avoir « *vécu une enfance très heureuse à Athènes, où (elle) était le premier bébé-éprouvette* », la vie n'a pas toujours été facile. Et quand le chauffage ne suffisait pas dans son minuscule studio de Hackney, elle s'enroulait tout simplement dans du papier bulle pour dormir. « *C'était le bon vieux temps !* » raconte la styliste, qui a aujourd'hui 30 ans. Elle réussit alors à présenter sa première collection, soit huit robes à peine, dans quinze boutiques, dont Colette à Paris, Browns à Londres et Corso Como à Milan. Sans grandes notions de comptabilité, elle vend tous ses modèles au prix unique de 250 livres. Quatre ans plus tard, elle est diffusée dans 150 boutiques ; aujourd'hui, elle compte 280 points de vente.



Mary Katrantzou. GIO STAIANO/NOWFASHION

« *J'étais une petite fille étrange. Je lisais tout ce que je trouvais sur les différents cultes, qu'ils soient hippies ou religieux, tous genres confondus.* » Aujourd'hui, elle tire parti des avancées dans la technologie de l'imprimé pour modeler ses matières premières directement sur le corps humain et faire de l'image une partie intégrante de la robe.

Son assurance croissante s'est manifestée dans la création d'élégantes robes de crêpe à motif de laques de Coromandel, et dans l'utilisation de toujours plus d'ornements. Dentelle numérisée, motifs héraldiques et – en collaboration avec les ateliers Lesage de Paris – broderies florales abstraites. Ses collections représentent sans conteste le courant le plus couture de la récente révolution de l'imprimé qui a agité Londres, avec Christopher Kane pour l'abstraction, Erdem pour les fleurs et Peter Pilotto pour la géométrie.

« *Pour un jeune styliste, les imprimés sont un bon moyen de se distinguer. C'est beaucoup plus délicat de se faire une réputation sur la coupe. Quand on débute, il faut savoir se faire entendre, se faire remarquer ! Il faut être un peu tapageur pour qu'on vous remarque !* » déclare la jeune Athénienne, dont les clients se sont de fait souvent mués en collectionneurs, en achetant au moins une pièce à chaque saison. Exactement comme les clients des collections Adidas, qu'il s'agisse des sneakers ergonomiques à languette oversized de Rick Owens ou des plates-formes ailées de Jeremy Scott. Il faut donc s'attendre à être surpris cet automne, avec la collection de Katrantzou. « *J'ai grandi en portant des Adidas, et je suis extrêmement impatiente de partager ma vision de cette grande marque mondiale* », conclut cette jeune femme pulpeuse, qui, avec un certain sens du paradoxe, est ce jour-là tout entière vêtue en Stretch monochrome Alaïa. ■

G. D.

+ SUR LE WEB
» Retrouvez plus de mode
www.lefigaro.fr/madame

Légendes dorées

TENDANCE Les héroïnes de « Game of Thrones » portent peu de bijoux. Pourtant, le succès de la série donne envie d'arborer des bagues médiévales, des plastrons d'amazone et des boucles d'oreilles fantastiques.



3



4



1

2

ÉLODIE BAËRD
ebaerd@lefigaro.fr

Tous les fans le soutiennent, la fameuse série de HBO *Game of Thrones*, regardée par près de 15 millions de téléspectateurs aux États-Unis, *« n'est pas vraiment de* l'heroic fantasy ». Le genre de cette histoire, située dans une région et une époque imaginaires, est riche et assez difficile à définir tant se mêlent le fantastique, le merveilleux, saupoudrés de fantasmes médiévaux, de quelques clins d'œil à la sorcellerie, aux préraphaélites et à Tolkien... *« Une recette bien dosée pour donner une ambiance très forte mais ne pas repousser ceux qui seraient réfractaires à l'un ou l'autre de ces univers »*, analyse un spectateur de la première heure.



5

Ce sont avant tout les personnages bien troussés et ambigus, ainsi que l'intrigue politique de cette conquête du Trône de fer, qui rendent les fans fébriles entre deux épisodes. Il n'en reste pas moins que l'esthétique de la série est tellement particulière, et les quatre saisons ont fait couler tant d'encre dans les journaux du monde entier, qu'elle marque fortement l'époque et les esprits de ceux qui suivent ses aventures comme des autres.

On se surprend alors devant des plastrons en maille losange de Stefano Tartini, comme devant des bagues mystérieuses de Sylvie Corbelin, à penser naturellement à Cersei Lannister, la femme du roi des Sept Couronnes, ou à Daenerys Targaryen, la « mère des dragons ». Quelques spécificités stylistiques, comme les pierres de taille anciennes, mais surtout l'or noirci et le ciselage du métal, évoquent ces bijoux de princesses d'un âge et d'un monde à part. Les bagues rhodiées et gravées d'une étoile transpercée d'un éclair de Shamballa Jewels, tout comme les bijoux en fer de Marianne Anselin, véhiculent avec eux des images de Moyen Âge, de sortilèges et d'amazones.

Certains motifs récurrents renforcent cet imaginaire, notamment les références martiales. L'Italien Stefano Tartini raconte sa fascination pour les époques historiques marquées par la brutalité et la spiritualité, à l'instar de celles qui règnent à Westeros. Ses colliers, rudes et raffinés, se glisseraient naturellement au cou d'une guerrière. Même impression devant les bijoux de Valentina Kova qui ressemblent à des mini-armures aux doigts et aux poignets, et dégagent une beauté légèrement inquiétante. *« Les bijoux de cette créatrice américaine me plaisent, car ils font cohabiter un côté sauvage, ethnique, et une extrême sophistication dans la réalisation avec l'or et les pierres précieuses »*, explique Martine Hadida, cofondatrice des boutiques L'Éclaireur, où ces pièces sont vendues en exclusivité.

« Une nature jamais mièvre »

Citons également le naturalisme, *« qui rejoint souvent le fantastique et le merveilleux »*, rappelle Philippe Ratinaud. Ce créateur de la galerie Elsa Vanier travaille avec sa femme depuis près de trente ans pour créer des collections *« très inspirées de la nature et teintées de sorcellerie, Limousin oblige »*, précise ce natif de Limoges. Ses bagues Écorce et ses boucles d'oreilles Tiges sont aussi réalistes et poétiques que troublantes.

« Dans cette esthétique, la nature n'est jamais mièvre, prévient Stéphanie Roger, propriétaire du magasin de joaillerie White Bird, rue du Mont-Thabor, à Paris Ier. *Avec des épines de roses et des plantes rampantes et dévorantes, elle est même violente et fascinante. »*



6

Les créations de Cathy Waterman en sont un parfait exemple. Avec leurs motifs de feuillages qui viennent sertir la pierre de centre, elles semblent sorties d'un conte de fées. C'est d'ailleurs à elle que le réalisateur Rupert Sanders a demandé d'imaginer les bijoux de Charlize Theron dans son *Blanche-Neige et le Chasseur*. Encore une histoire de princesse, de sorcière, de royaume et de sortilège. ■

1. Bague Écorce, en argent noirci, or jaune et quartz rutile, 2 030 €. Laurence et Philippe Ratinaud chez Elsa Vanier. 2. Bague Voyance, en or, argent, cristal de roche et diamants, prix sur demande, Sylvie Corbelin. 3. Bijoux de Valentina Kova. 4. Plastron en bronze, argent et diamants, prix sur demande, Stefano Tartini chez L'Éclaireur. 5. SOS Alliance, en or jaune 18 carats rhodié noir et diamants, 8 000 €, Shamballa Jewels. 6. Manchette dessinée pour le film *Blanche-Neige et le Chasseur* par Cathy Waterman, dont les créations sont vendues chez White Bird à Paris.

Diviser pour séduire

JOAILLERIE Maison Martin Margiela présente une collection pleine d'esprit qui fait voler en éclats, au sens propre, les grands classiques.

Le décalage a toujours été une valeur forte chez Maison Martin Margiela. Pour sa collection de joaillerie, ce principe est pris au pied de la lettre, avec des pièces dont la construction est déstructurée. Les pierres ne sont plus au centre, les anneaux ont été sciés en deux et les pavages existent indépendamment. Pourtant, cette ligne – qui, comme les autres, porte un numéro, le 12 – a été baptisée Héritage, signe qu'elle trouve tout de même sa source dans les codes classiques. *« Elle est inspirée des bijoux traditionnels familiaux et sentimentaux, qui se transmettent entre générations, comme l'alliance, le solitaire, la bague de fiançailles ou la chevalière »*, confirme-t-on chez Margiela.

Mais quand MMM décide de proposer un solitaire, celui-ci est pavé d'un diamant rond coupé en deux, et dont les moitiés sont placées l'une au-dessus de l'autre sur le doigt (à la manière d'un « toi et moi » contemporain et étonnant) ou encore sur deux doigts grâce à une bague double qui prend l'annulaire et le majeur. L'alliance pavée de diamants est, elle aussi, scindée en deux et légèrement tordue formant une boucle qui ne se referme pas. Quant à la très classique bague de fiançailles, avec son saphir bleu entouré de diamants, appelée ici Pompadour, elle est aussi éclatée en largeur sur deux doigts *(notre photo)* ou en hauteur sur la phalange. Soit une quarantaine de déclinaisons, avec une majorité de bagues, qui ont été pensées comme des *« bijoux de reconquête, de retrouvailles, de non-demande en mariage »*.



La marque du groupe Diesel avait déjà imaginé une première (et audacieuse) collection de joaillerie il y a quatre ans, en partenariat avec le joaillier et fabricant italien Damiani. On se souvient, entre autres, des clous d'oreilles hypertrophiés et montés en bague ou encore du collier de perles de nacre monté tel un pendentif sur une chaîne en or. Belles et radicales, ces pièces jouaient avec d'autres codes de la Maison, notamment l'*oversized* et le trompe-l'œil. *« Cette fois-ci, nous avions envie de modèles plus fins, plus délicats, en travaillant sur les pierres précieuses comme le saphir et le diamant, chose que nous n'avions pas encore faite dans le passé »*, précise-t-on chez MMM.

Un marché en mutation

Le groupe Christian Bernard a désormais en charge la licence MMM. Cette entreprise française, qui dispose de deux sites de fabrication, en Franche-Comté et au Vietnam, et réalise 160 millions de chiffre d'affaires, va apporter son expertise de fabricant et de distributeur à la marque de mode. *« Ce partenariat est intéressant pour nous également car il s'inscrit dans notre stratégie d'adaptation à une mutation du marché. La joaillerie a longtemps été tirée par des produits en or génériques (sans marque) et se déplace aujourd'hui vers une demande de bijoux griffés »*, explique Fred Jacob, directeur marketing du groupe.

Le lancement aura lieu le 19 mai chez Colette, et peu de temps après dans les meilleurs points de vente des grandes capitales, puis dans toutes les boutiques Margiela. La ligne Pompadour, dont le détournement est le plus lisible, a déjà séduit les acheteurs. ■

FONDATION CULTURELLE
MUSÉE BARBIER-MUELLER
avec le soutien de
VACHERON CONSTANTIN
Manufacture Horlogère. Genève, depuis 1755.

VOUS INVITE À UNE TABLE RONDE
LE 13 MAI 2014 À 15H30
AU MUSÉE DU QUAI BRANLY À PARIS,
ANIMÉE PAR PATRICK POIVRE D'ARVOR

La Fondation soutient l'étude de peuples méconnus dont les cultures sont en péril

ENTRÉE GRATUITE

Tél. : ++ 41 22 312 02 72
E-mail : fondation@barbier-mueller.ch

www.fondation-culturelle-barbier-mueller.org

Comment choisir et bien utiliser son tee

TECHNIQUE En bois ou en plastique, petit ou grand, fin ou gros... Les modèles se multiplient. Pour savoir lequel adopter, mettez-vous à l'heure du tee.

ALYETTE DEBRAY-MAUDUY
adebray@lefigaro.fr

En bois naturel à l'origine, ce petit support sur lequel on pose sa balle au départ du trou a connu un véritable boom ces quinze dernières années. Il a d'abord grandi avec l'apparition des grosses têtes de drivers, il s'est décliné en plastique pour gagner en solidité, en couleur pour être plus tendance... Avant de prendre les formes les plus fantaisistes – Tour Eiffel, Mickey, stripteaseuses – en guise de clin d'œil. Aujourd'hui, on trouve une bonne dizaine de modèles différents en boutique. Deux critères doivent déterminer le choix du joueur : leur composition et leur hauteur.

En bois ou en plastique ?

Les premiers sont les plus classiques et ont toutes les faveurs des bons joueurs qui apprécient le contact de balle qu'ils offrent. Ils se déclinent généralement dans deux tailles : 7 cm pour les drivers et 5,4 cm pour les autres clubs. Revers de la médaille : ils se cassent très facilement – si le sol est dur, la balle mal tapée – et il est rare de terminer un parcours sans en avoir changé au moins deux ou trois fois. Mieux vaut donc en prévoir un stock dans son sac. C'est ainsi que les tees en plastique, beaucoup plus solides, ont trouvé la parade, même si certains puristes affirment qu'ils rayent les drivers lorsque le coup est mal frappé. Le choix est le même en ce qui concerne la hauteur (5,4 cm et 7 cm) mais ils sont proposés avec un plus large éventail de couleurs, plus faciles à repérer quand il s'agit de retrouver son tee sur l'aire de départ. Autre déclinaison très prisée des débutants et des joueurs moyens : les modèles en plastique à étages, plus gros sur leur partie supérieure pour faciliter le réglage de la hauteur. Ces derniers sont proposés dans cinq tailles différentes, de 2,5 cm pour les fers à 7 cm pour les drivers.

Les autres choix

À côté des incontournables modèles en bois et en plastique, de « nouvelles » matières ont vu le jour. Dans la catégorie des tees biodégradables, dont les vertus écologiques sont méritantes, les Lignum Tee, fabriqués dans un bois reconstitué très compact, marient les avantages techniques du bois standard à la solidité du plastique. Gradués de plusieurs repères sur toute leur longueur, ils facilitent le placement souhaité en fonction de la canne. De leur côté, les Fancy Tees combinent une base en plastique à une extrémité en gomme, beaucoup plus douce pour ne pas abîmer les clubs. Peu concluant, en revanche, le « tee brosse », qui mise sur une durée de vie maximale mais qui modifie tout de même les sensations à l'impact.



1. Lignum Tee. 2. Tee Brosse. 3. Tee Tour Eiffel. 4. Tee Brosse. 5.Tee à étages. 6. Fancy Tee. CLÉMENT MAHOUDEAU POUR LE FIGARO

Ni trop haut ni trop bas

Les règles de golf autorisent le joueur à utiliser un tee au départ. *« C'est un privilège qu'il a tout intérêt à exploiter*, explique le coach Philippe Mendiburu... *À condition de le placer à la bonne hauteur*, ajoute-t-il. *Un tee trop bas entraîne forcément un mauvais coup, car les clubs modernes privilégient un impact sur la partie haute de la face. De la même manière, il ne faut pas croire qu'une chandelle est la conséquence d'un tee trop haut, elle s'explique par un angle d'attaque trop vertical. »*

Un tee à la bonne hauteur aide aussi à taper la balle en remontant, garantie d'une belle longueur. L'idéal est donc de passer un peu de temps au practice pour tester différentes hauteurs de tee avec son driver, ses bois et ses fers pour trouver celle qui vous convient le mieux.

Compter 3 € pour un sachet de 50 tees bois ou plastique ; 2 € les 15 tees à étages ; 3,90 € les 8 Lignum Tee ; 8 € les 24 Fancy Tees... ■

SUR LE WEB

» Adam Scott, Henrik Stenson, Bubba Watson et Matt Kuchar peuvent déloger Tiger Woods de sa place de n°1 mondial cette semaine au Players Championship, considéré comme le 5e Majeur de la saison

» Quinze Françaises sont en Turquie pour la reprise du Ladies European Tour, après deux mois de mise en sommeil...

www.lefigaro.fr/golf

LE FIGARO.fr golf
L'ACTUALITÉ DU GOLF AVEC
ROLEX

IMMOBILIER avec Explorimmo

LE MEILLEUR DE L'IMMOBILIER

AVIS À NOS LECTEURS - MENTIONS LÉGALES

Toutes les annonces qui ne comprennent pas la mention « Part. » pour les particuliers ou « Agents Co. » pour les agents commerciaux sont des annonces émanant d'agents immobiliers ou de promoteurs. Sans mention explicite d'honoraires dans les annonces, les prix présentés s'entendent nets pour l'acquéreur. Toutes les annonces des rubriques « appartements » sont réputées être des lots de copropriété, sauf mention contraire. Ces biens faisant partie d'une copropriété, le vendeur doit vous informer du nombre de lots de la copropriété, des charges annuelles du bien proposé à la vente et de l'existence ou non d'un recours à l'encontre de la copropriété à la date de la parution de l'annonce.

Légende des sigles utilisés dans nos annonces : ◆ membre F.N.A.I.M (Fédération nationale de l'immobilier) ★ membre S.N.P.I (Syndicat national des professionnels immobiliers) ■ Notaires ◆ Ventes aux enchères M.A.P : mise à prix.

Immobilier d'entreprise

Ventes BOUTIQUES

MURS OCCUPES
◆8 Fg Saint Honoré
10 m2 RdC
80.000€/an HC/HT

MURS LIBRES
◆11 Chemin Vert
Boutique d'angle
100m2 RdC + 20m2 jardin
◆14 Raymond Losserand
48m2 RdC + 19m2 sous sol
18m2 Terrasse
URGENT
RECHERCHONS MURS DE BOUTIQUES

LA TOUR IMMO
COMMERCES & BUREAUX
01 47 64 30 00

01 56 52 8000 FIGannonces

Ptaire vend murs de boutique Paris / Banlieue
Locataires 1er ordre
ex : 135m2, loyer 55.000€
06.60.54.55.55

Immobilier ventes et achats

Achats APPARTEMENTS MAISONS

LARGIER
Agence des Ambassades
Fondée en 1859
01 42 65 18 83

VENTE LOCATION GESTION
NOUS RECHERCHONS
APPARTEMENTS PRIVES
ACTIFS IMMOBILIERS
PORTEFEUILLE A CEDER
IMMEUBLES A ACHETER
contact@largier.eu

Explorimmoneuf
3,50 € chez votre marchand de journaux
www.explorimmoneuf.com

Ventes 7e APPARTEMENTS

BAC Seine, 150 m2 luxe, belles prestations, gdes récept., 3 chbres, balcon parquet moulures,cheminée
06.10.70.68.89.

◆VERNEUIL 230M2◆
Triplex–Comme une maison
6P. – 2 bains – Charme
Parking–État exceptionnel
EMILE GARCIN
01.42.61.73.38
www.emilegarcin.fr

N°1 de l'immobilier de prestige
PROPRIÉTÉS
10 € chez votre marchand de journaux
Vient de paraître
www.proprietesdefrance.com

Ventes 15e APPARTEMENTS

GUTENBERG
★ Beau 4P. traversant 1ret. 94m2 – 798.000€ parking en sus 25.000€
★ Autres appts 3/4P. dispos à la vente à partir de 598.000€ hors parking. Classe energie : D
06.07.62.63.00
paris15–gutenberg.fr

Ventes 16e APPARTEMENTS

◆ IENA ◆
dans Hôtel part.–6P 322m2 Récept.–3 chbres–serv–box
EMILE GARCIN
01.58.12.02.02
www.emilegarcin.fr

Ventes 92 MAISONS Hauts-de-Seine

NEUILLY ST JAMES
Maison–Belles réceptions Jardin–soleil–garage–Rare
EMILE GARCIN
01.47.17.18.18
www.emilegarcin.fr

Ventes APPARTEMENTS Ouest

DEAUVILLE
Part. vd Appt gd stand. dans villa XIXe vue mer 160 m2 + 100 m2 terrasse. Très belle récept. boiseries. 2 chbres + 2 s. de bains, chbre service, caves A saisir 850.000 €. Part. 06.09.74.78.64

Ventes APPARTEMENTS MAISONS Sud-Ouest

ROYAN PONTAILLAC
EXCEPTIONNEL
appt 215m2 + 2 terrasses 90m2 env., jardin. 3 parkis cave. 100m plage 890.000€ particulier 06.99.42.19.86
info.pontaillac@gmail.com

Ventes APPARTEMENTS MAISONS Sud-Est

CHAMBRE DES NOTAIRES DE PARIS
◆ ENCHERE ◆
LAJOUX (01) – 1560 route de la Combe en Haut, ensemble immobilier à usage de centre de vacances 2.808m2 s/terrain de 12ha. Prix de réserve–départ des enchères : 185.000€
Classe Energie : E
Vis.12/05 – 14h30 à 16h30
14 & 16/05 – 9h30 à 11h30
NOTAIRE 01.44.90.14.14
www.encheres-paris.com

Explorimmoneuf
LE MEILLEUR DE L'IMMOBILIER NEUF
LE FIGARO
Le palmarès 2014 des 10 villes où investir
3,50 € chez votre marchand de journaux
En kiosque
www.explorimmoneuf.com

Immobilier locations

Locations 8e OFFRES VIDES

4e PLEIN CIEL
ATELIER ARTISTE duplex, Monceau/Villiers 2.950€ part 06.11.01.92.12

Locations 16e OFFRES VIDES

R. DE LONGCHAMP
Près Mal Iéna, dans bel imm. pierre de taille, appt ancien 77m2, 3P., excellent état, 1er ét., 2.500€ /mois ch. comp., classe énergie E
PART. 01 47 27 34 45.

BONNES AFFAIRES

Antiquités



ACHETE CHER ART ASIATIQUE
Porcelaine de Chine, Ivoires, Jade, Corail, Textile, Tabatières, Bronze, Mobilier.
ANTIQUITES
Horlogerie, Argenterie, Miroirs, Tableaux, Objets Russes.
ESTIMATIONS GRATUITES
williams.lacombe@orange.fr
06.14.25.02.10.

Bijoux



PIERRONO BIJOUX

Philatélie

Part. vend
TIMBRES
avec des variétés : France 1950 – 1990.
06.45.29.89.15.

Décoration

CONFECTION RÉALISATION A VOS MESURES !



VOILAGES RIDEAUX, STORES
Intérieurs et extérieurs Choix de tringles et de tissus d'éditeurs. Conseils, devis, prises de mesures, réalisations et Poses assurées par nos décorateurs.
– 15% LECTEURS DU FIGARO.
34, Rue de Bassano, 75008 Paris.
01.47.20.78.64.

NETTOYAGE ENTRETIEN D'AMEUBLEMENT



Nettoie Rénove Ravive vos Tapis Rideaux Moquettes Stores Tentures Murales, Canapés et Cuirs. Confection Restauration de votre ameublement. Réfection sièges et fauteuils. Excellentes références. Devis Livraison gratuits.
M.T.D Paris 8e
34 Rue de Bassano
01.47.20.78.64.

CRÉEZ VOTRE TAPIS



RÉALISATION DE MODÈLES UNIQUES
Large choix de styles formes matières textures LAINE, SOIE, LIN. Fabrication française et sans intermédiaire.
Étude et Devis gratuits.
Manufacture Tapis Design
34 Rue de Bassano, 75008 Paris.
01.47.20 78 84.
www.lightandmoon.com

Pour passer votre annonce contactez-nous au
01 56 52 8000 FIGannonces

SURFACE TRANSLUCIDE À IMAGINER



PLAN DE CUISINE. TABLE. COMPTOIR PAROI. CLOISON
Texture et Couleur de votre choix.
DESIGN LUXUEUX
en verre et sur mesure adapté à votre intérieur.
Étude et devis gratuits.
34 rue de Bassano
75008 Paris.
01.47.20.78.64.

AVEC GAVO FINI LES CORVÉES D'AMEUBLEMENT !



Spécialiste depuis 1939 du Nettoyage d'ameublement. Décroche et raccroche vos rideaux. Ravive vos tapis, canapés, moquettes, tentures.
Devis gratuit.
– 15 % LECTEURS DU FIGARO
84, rue Michel Ange, 75016 Paris.
01.47.43.11.43.

Automobiles ventes

CLIO
Privilège Beige Cendré. Octobre 2008. 32.500 km. 1ère main. 5.500 €. Part. 01.46.51.70.32.

Automobiles de collection

PORSCHE CARRERA 2
MODELE 993
Superbe. Juillet 95
Bleu tout cuir bleu TOE
101.660 kms. Tiptronic
Entretien et carnet Porsche à jour.
Commde tech.OK
Expertise Prs 40 000€
Prix vente 37 700€
Paris / Particulier
06 21 27 06 75



BIEN VU
Anthony Palou
apalou@lefigaro.fr

Hollande ravive sa flamme

« Cérémonie du 8 Mai »
France 2 | 10 heures | Jeudi

Il y avait, tôt ce jeudi matin, un micro-trottoir édifiant pour ne pas dire affligeant et que l'on n'espère pas représentatif. Des jeunes gens semblaient quelque peu perdus lorsqu'on leur a demandé ce que représentait le 8 mai 1945. Florilège : *« C'est l'armistice de 14-18 ? »*, *« Ce n'est pas l'Ascension ?»*, *« Ce ne serait pas le Débarquement ? Il y a un truc en Normandie ? »*, *« La fin de la Deuxième Guerre mondiale en 1949… Non, en 1948… Non, 1946 ! Ou plutôt 1942 »*… Houlà ! Tout s'embrouille. Les profs d'histoire tombent de leur chaise, il y a de quoi. Commémorons, commémorons, il n'en restera pas forcément quelque chose, la preuve. Nous savons que la mémoire n'est pas vraiment l'histoire, que ces journées anniversaires sont un choix de société. On se souvient que Giscard d'Estaing avait, en 1975, supprimé la commémoration du 8 mai 1945 au nom de la réconciliation avec l'Allemagne et qu'elle fut réhabilitée par Mitterrand, six ans plus tard. En ce jeudi 2014, François Hollande, qui a atteint le seuil critique de l'impopularité, essaya de reprendre un peu grandeur, de se refaire une petite santé. On le suivit pas à pas, en pleine forme, sur France 2. Il était comme débarrassé d'une certaine lourdeur. La gerbe déposée au pied de la statue du général de Gaulle lui redonnera-t-elle un coup de fouet ? Un peu de résistance ? Raviver la flamme du soldat inconnu ravivera peut-être la sienne. Il peut toujours rêver, le fond de l'affaire est d'y croire, un peu comme ces cierges que l'on brûle à Lourdes quand, au bout du rouleau, on s'en remet à on ne sait quel au-delà, on ne sait quelle transcendance aléatoire.

LE BUZZ TV

Invité : Cyril Féraud
interviewé par Nicolas Vollaire, aujourd'hui sur :

LE FIGARO.fr TV MAGAZINE orange

Le loup de Wall Street

Comment Bernard Madoff a réussi le casse du siècle, 65 milliards de dollars, sans que le gendarme boursier américain s'en mêle.

CONSTANCE JAMET @constancejamet

« *Trop gros pour s'effondrer* » : telle était la réplique pétrifiée des experts à la chute de Lehman Brothers lorsque s'amplifia la crise des subprimes à l'automne 2008. Cette phrase pourrait s'appliquer aussi à l'affaire Madoff, dont France 3 démonte les rouages, ce vendredi, avec l'enquête *L'Homme qui valait 65 milliards*.

Ce « casse du siècle » est l'œuvre de sa vie. Véritable joueur de flûte de Hamelin, Bernard Madoff a ensorcelé 13 000 investisseurs et endormi les autorités de contrôle grâce à son bilan à la tête d'une des institutions clés de Wall Street. Au début des années 1990, « Bernie » est auréolé de son passage au Nasdaq, le marché de cotations des start-up. Il a fait basculer la place dans le tout-informatique permettant des transactions instantanées.

À cette réputation immaculée s'ajoute une société en apparence irréprochable. Sur les 200 traders qui officialient pour lui, seuls 12 sont impliqués dans ses magouilles. Ne reste plus qu'à mettre en place un modèle d'escroquerie des plus simples : la pyramide de Ponzi. Dans les années 1920, l'escroc italien Charles Ponzi avait ruiné nombre de ses compatriotes installés à Boston : au lieu de placer leurs économies comme promis, il avait utilisé de l'argent pour payer les intérêts des anciens clients et rembourser ceux qui voulaient sortir leur fonds sans oublier de se servir au passage.

Sauf que le terrain de chasse de Madoff est bien plus prestigieux que le milieu d'immigrés italiens. « Bernie » vise les millionnaires et les milliardaires en leur garantissant des rendements annuels imbattables : 10 à 12 %, voire 20 %. Le génie du financier est aussi d'avoir bâti son fonds, qui valait autant que le PIB de la Croatie, sur le modèle des clubs de gentlemen élitistes. N'investit pas qui veut : 10 000 ou 20 000 dollars n'intéressent pas Madoff, qui fait mine d'exiger comme droit d'entrée au moins 1 million. Atterrir chez lui est un signe que vous êtes un VIP. La flatterie marche : « Bernie » enrôle plus de la moitié des membres du Palm Beach Country Club. Parmi ses autres habitués, Steven Spielberg, Elie Wiesel, Liliane Bettencourt…



Bernard Madoff, à son arrivée au tribunal de New York, le 12 mars 2009. CHRIS HONDROS/AFP

france 3 **23.10**

Le stratagème fonctionne sans anicroche de longues années : Bernard Madoff paye les intérêts rubis sur l'ongle et clôture les comptes de ceux qui veulent partir. Cette fluidité l'oblige à recruter de plus en plus de victimes. Mais la crise balaye le château de cartes. Le plongeon des marchés panique les investisseurs qui veulent, tous en même temps, retirer leur mise. La « petite entreprise » de Madoff n'a évidemment pas la trésorerie nécessaire. Le financier se dénonce lui-même en décembre 2008.

Sourde oreille

Signé Jean-Louis Pérez, *L'Homme qui valait 65 milliards* comprend des passages dignes d'un thriller. On se croirait sur place à Palm Beach quand des témoins évoquent le carillon des téléphones portables annonçant le cataclysme dans la salle à manger du Country Club. Le documentaire donne un visage à l'affaire. Celui de ses victimes qui furent aussi des Américains de la classe moyenne désormais sans retraite.

De leur récit émerge une question lancinante : comment Madoff a-t-il pu opérer aussi longtemps sans éveiller les soupçons ? Pourquoi est-ce que personne ne s'est étonné que son hedge fund soit le seul à produire des rendements positifs quelles que soient les fluctuations du marché, même lorsqu'il baissait ?

Des lanceurs d'alerte à la Edward Snowden, des concurrents soupçonneux, il y en a eu. Mais le gendarme boursier a fait la sourde oreille. Des zones d'ombre qui font dire à certains que Madoff, seul condamné dans le dossier, a bénéficié de complicités. Ou du moins de l'accord tacite de ses pairs, qui, tant que la machine à profit fonctionnait, n'y trouvaient rien à redire. ■

Madagascar et ses goélettes bretonnes

Le magazine « Thalassa » filme les Vezo, un peuple de marins qui naviguent sans carte ni compas.

BLAISE DE CHABALIER @dechab

C'est à bord d'embarcations d'un autre temps que nous invitent, ce vendredi sur France 3, dans le cadre de « Thalassa », Stéphanie Brabant et Denis Bassompierre. Leur reportage, riche de rencontres attachantes, nous entraîne sur la côte ouest de Madagascar, là où le transport de marchandises est effectué à 80 % par des goélettes rustiques, sur lesquelles naviguent les Vezo, un peuple de marins.

Ils fabriquent eux-mêmes leurs bateaux, appelés également boutres, grâce à un savoir-faire transmis au XIXe siècle par un Breton enterré à Belo-sur-Mer, sur la côte ouest de l'île. Or c'est dans ce village que sont construits la moitié des 80 voiliers qui naviguent aujourd'hui sur les eaux turquoise du canal du Mozambique. On suit Justin, 68 ans, maître charpentier de marine, qui s'enfonce dans la forêt pour y prélever la vingtaine d'essences dont il a besoin pour réaliser une goélette. Son rôle : transmettre ses connaissances aux jeunes du bourg qui sont prêts à prendre le relais, à l'image de Fernand, 22 ans.

On accompagne deux commerçantes de Belo-sur-Mer, qui embarquent sur un boutre afin d'aller, en une journée, sur le marché de Morondava pour y acheter des provisions. Le secret du succès des goélettes tient à l'absence de routes. Voilà pourquoi les Vezo, qui cabotent en naviguant à vue, sans carte ni instrument, attirent les clients, séduits, en outre, par des prix bas. Ainsi les marchands de sel n'hésitent-ils pas à faire appel aux goélettes pour des convoyages de deux semaines, jusqu'à Tuléar, dans le sud de l'île. ■

france 5 **20.45**

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

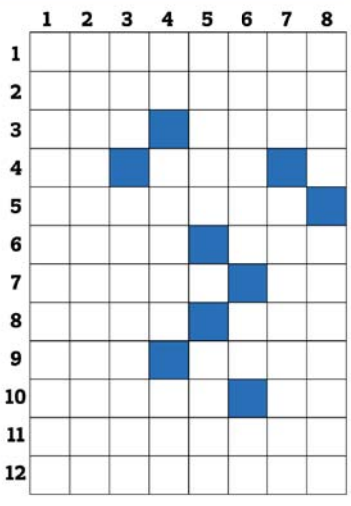
PROBLÈME N° 3469

HORIZONTALEMENT

1. Mère des martyrs. – **2.** Désagréables au palais. – **3.** Son chef-lieu est Altdorf. Mobiles hommes. – **4.** Deux lettres pour une Grosse Pomme. Balle traçante. – **5.** Avec elle, tout est vain. – **6.** Initiales brevetées. A eu des pépins, mais quoi de plus normal après ce qu'elle a fait. – **7.** Contient un produit caustique. Avant la date. – **8.** Fais gagner une bonne place. Parti de « Madiba ». – **9.** Agrégation de lettres. C'est un point de vue qui se respecte. – **10.** Protection supérieure. Compte dans la vie. – **11.** Il aime croquer son angélique confite. – **12.** Pris avec des pincettes.

VERTICALEMENT

1. Donne un beau marron. – **2.** Branche médicale créée par Armand Trousseau. – **3.** Belle à croquer. Somme postprandiale. – **4.** Tout juste reçu dans le monde. Ils assurent une protection rapprochée. Marocain au long cours. – **5.** A engagé un bras de fer. Pharaon de la XIXe dynastie qui lutta contre les Hittites. – **6.** Plante aquatique primitive. Passe ses journées vautré dans les canopées. Coupure de journal. – **7.** Repéré sur les cartes du Vietnam. Le flabellifère l'agitait près du roi. – **8.** Ouverture dans le bois. A récolté des fleurs.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 3468

HORIZONTALEMENT **1.** Césarien. – **2.** Opérante. – **3.** Marabout. – **4.** Puisa. Dt. – **5.** Olé. Tale. – **6.** Seul. Set. – **7.** Issues. – **8.** Tje. Ram. – **9.** Remariés. – **10.** Itère. Tu. – **11.** Centurie. – **12.** Estérase.

VERTICALEMENT **1.** Compositrice. – **2.** Épaulés-jetés. – **3.** Sérieusement. – **4.** Aras. Lu. Arte. – **5.** Rabat. Erreur. – **6.** Ino. Assai. Ra. – **7.** Étudie. Métis. – **8.** Netteté. Suée.

BRIDGE

Par Philippe Cronier www.lebridgeur.com

PROBLÈME N° 1780 : Compte d'exploitation

♠ A 9 5
♥ D
♦ R V 10 7 6 5 4
♣ V 2

N O E S

♠ R 7 6 4 2
♥ A 7 3 2
♦ D
♣ R 6 5

Contrat : Sud joue **4 Piques**.

Entame : Valet de ♥ pour le Roi d'Est pris de l'As.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 1779 : Sept efficace

Contrat : Sud joue **6 Piques**.
Entame : 5 de ♠ (le 2 en Est).

Vous pourriez songer à jouer As-Roi de ♥ et ♥ pour trouver votre douzième pli, mais il y a mieux à faire. Après As-Roi d'atout, encaissez As-Roi de ♥ (la Dame ne tombe pas) puis As-Dame de ♦ (en défaussant un ♥) et **coupez un ♥**. Las, la couleur n'est pas 3-3. Las encore, Ouest n'a pas non plus quatre ♥, auquel cas vous gagneriez en montant au mort à l'atout pour jouer le Valet de ♥ sur lequel vous défausseriez le 4 de ♣, obligeant Ouest à se jeter dans la fourchette à ♣.
Bref, vous découvrez avec désappointement le pire cas de figure : Est a la Dame de ♥ quatrième. Qu'à cela ne tienne. Rejoignez le mort à la Dame d'atout et détachez **le 7 de ♣ en couvrant au plus près la carte d'Est.**
Observez les quatre jeux. Si Est veut couvrir le 7, il doit le faire avec le Valet et votre contrat est assuré, puisque votre Dame poussera au Roi. S'il ne couvre pas, vous fournissez le 4 de votre main et réclamez votre dû. Bien entendu, si Est couvre le 7 du 8, placez la Dame et, si Ouest fait la levée du Roi, appelez le 10 sur son retour obligé à ♣.

♠ D 10 7 3
♥ V 7 5 3
♦ A D
♣ 10 7 2

N O E S

♠ 6 5
♥ 4 2
♦ V 9 7 3 2
♣ R 9 8 5

♠ 2
♥ D 10 9 8
♦ 10 8 6 5 4
♣ V 6 3

♠ A R V 9 8 4
♥ A R 6
♦ R
♣ A D 4

TF1

19.00 Money Drop. Jeu **20.00** Journal **20.40** Nos chers voisins. Feuilleton **20.45** C'est Canteloup

20.55
Divertissement



The Best, le meilleur artiste

Prés. : Estelle Denis, Christophe Beaugrand. 2h30. Inédit. À chaque prime, sous l'oeil de quatre professionnels et du public, douze candidats se succèdent sur scène.

23.30 Qui veut épouser mon fils ? Téléréalité. Prés. : Elsa Fayer **1.25** Confessions intimes. Magazine

france 2

18.55 N'oubliez pas les paroles ! Jeu **20.00** Journal **20.40** Parents mode d'emploi. Série

20.45
Série. Comédie



Candice Renoir

Fra. Saison 2. 2 épisodes. Inédits. Avec Cécile Bois, Raphaël Lenglet, Mhamed Arezki, Gaya Verneuil. Le corps sans vie d'une femme est retrouvé sur une plage. L'enquête mène Candice dans un camping.

22.40 Ce soir (ou jamais !) Mag. **0.15** La parenthèse inattendue. Invités : Rose, Lambert Wilson, Thierry Marx

france 3

19.00 19/20 **20.00** Tout le sport **20.15** Plus belle la vie. Feuilleton. Avec Michel Cordes, Cécilia Hornus

20.45
Magazine. Mer



Thalassa

Prés. : Georges Pernoud. 1h50. Inédit. Voyages à Madagascar. Au sommaire : «Dans le sillage des goélettes» – «Libertalia, rêve de pirate» – «Destination vanille».
22.40 Soir/3

23.11 Madoff, l'homme qui valait 65 milliards Documentaire. Inédit **0.05** Si près de chez vous. Série

NT1

19.00 Les frères Scott. Série **19.45** Au nom de la vérité. Série

20.50 Revolution
Série. Science-fiction. EU. 2012. Saison 1. Le dernier pont. Inédit. Avec Billy Burke. Miles et son groupe tentent de franchir l'un des seuls ponts pouvant les conduire à Philadelphie.

21.40 Revolution. Série (2 épisodes) **23.20** Dexter. Série (3 épisodes)

CANAL+

19.05 Le Grand journal (C). Magazine **20.00** Le Grand journal, la suite (C) **20.25** Rugby. Top 14. Avant-match

20.45
Rugby



Top 14

Toulouse/Racing-Métro. Barrages. Au stade Ernest-Wallon, à Toulouse. En direct. Toulouse, 4e de la saison régulière du Top 14, affronte dans ce match de barrage le Racing-Métro, 5e.

23.05 Broken City Film. Thriller **0.50** The Call. Film. Thriller **2.20** Le journal du hard. Magazine

arte

19.00 Le Grand Nord en trente jours. Série doc. **19.45** Arte journal **20.05** Le calamar géant. Documentaire

20.50
Film TV. Drame



La vie devant soi

Fra. 2010. Réal. : Myriam Boyer. 1h36. Avec Myriam Boyer, Julien Soster, Eddie Rahaingo, Jude Butel. Madame Rosa, ex-racoleuse et rescapée d'Auschwitz, recueille les enfants délaissés des prostituées.

22.30 Naturopolis Série doc. **23.20** Je marcherai jusqu'à la mer. Documentaire **0.15** Court-circuit

6ter

19.10 Charmed. Série. L'élu – Ressuscitées. Avec Rose McGowan

20.50 Norbert et Jean : le défi !
Magazine. Culinaire. Présentation : Norbert Tarayre, Jean Imbert. 1h00. Inédit. Transformer des plats traditionnels de bistrot en mets gastronomiques.

21.50 Norbert et Jean : le défi ! Prés. : Norbert Tarayre, Jean Imbert

M6

18.40 100 % mag. Magazine **19.45** Le 19.45 **20.05** Scènes de ménages. Série. Avec Gérard Hernandez

20.50
Série. Policière



Bones

EU. 2 épisodes. Avec Emily Deschanel, David Boreanaz, Michaela Conlin, Tamara Taylor, T.J. Thyne. Le corps d'un chanteur de country est découvert dans un potager urbain, déterré par des animaux.

22.30 Bones Série. Policière. EU. (3 épisodes) **0.55** New Girl. Série **2.00** Hannah Mangold. Film TV

NRJ 12

18.55 Stargate SG-1. Expérimentation hasardeuse – Destins croisés

20.50 Les bœuf-carottes
Série. Policière. Fra. 1999. Saison 4. Haute voltige. Avec Jean Rochefort, Philippe Caroit. Deux hommes masqués dérobent la recette des bateaux-mouches parisiens.

22.40 Les bœuf-carottes. Série **0.30** La maison du bluff. Téléréalité

RMC DÉCOUVERTE

19.10 Les justiciers des mers. Série documentaire (2 épisodes)

20.45 Chroniques du Troisième Reich
Série documentaire. Historique. 2h00. 2 épisodes. Inédits. Le 30 janvier 1933, Adolf Hitler devient officiellement chancelier d'Allemagne.

22.35 Les énigmes de l'Histoire **23.30** Le procès Hitler. Documentaire

france 5

19.00 C à vous **20.00** C à vous, la suite. Magazine **20.15** Entrée libre

20.35 On n'est pas que des cobayes !
Magazine. Scientifique. Prés. : Agathe Lecaron, Vincent Chatelain, David Lowe, Elise Chassaing. 0h55. Inédit.

21.30 On n'est pas que des cobayes ! **22.20** C dans l'air. Magazine

TMC

18.45 Sans aucun doute. Magazine. Présentation : Julien Courbet

20.50 Les experts : Manhattan
Série. Policière. EU. 2007. Saison 4. Les cicatrices du passé. Avec Gary Sinise. Mac découvre un corps momifié, pendu dans un bureau vide du Tribune Building de Chicago.

21.40 Les experts : Manhattan. Série **0.55** 90' enquêtes. Magazine

W9

19.00 Les Marseillais à Rio **19.50** Les Simpson. Série **20.35** Soda. Série

20.50 Enquête d'action
Magazine. Prés. : M.-A. Casalta. 2h00. Inédit. Délinquance des plages : tolérance zéro ! À Deauville, touristes, stars et délinquants débarquent dès l'arrivée des beaux jours.

22.50 Enquête d'action. Magazine. Prés. : Marie-Ange Casalta

8

18.30 Touche pas à mon poste ! Talk-show **20.30** D8 le JT

20.50 La folle soirée du Palmashow
Divertissement. Prés. : Grégoire Ludig, David Marsais. 1h50. Inédit. Invités : Florence Foresti, Alex Lutz, Kyan Khojandi, Christophe Lambert.

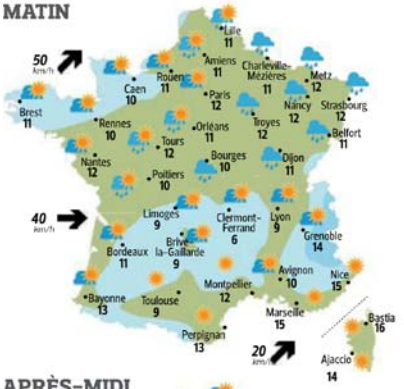
22.40 Touche pas à mes jeux télé ! Magazine. Prés. : Cyril Hanouna

TV MAGAZINE Tous les programmes dans TV Magazine et sur tvmag.com

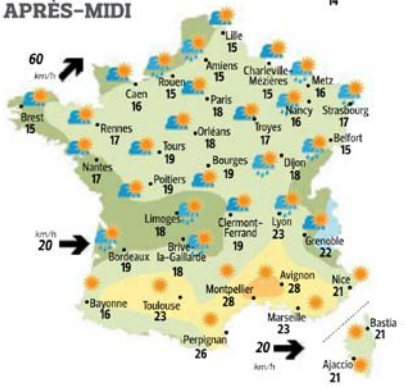
MÉTÉO PAR la chaîne météo

ÉPHÉMÉRIDE St-Pacôme
Soleil: Lever 06h18 – Coucher 21h17 – Lune croissante

MATIN



APRÈS-MIDI



T (en °c) : <-10 à 0 | 0 à 10 | 10 à 20 | 20 à 30 | 30 à >40

LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	16/21	AMSTERDAM	10/12	ATHÈNES	11/22
BARCELONE	13/21	BELGRADE	8/22	BERLIN	11/17
BERNE	9/19	BRUXELLES	9/15	BUDAPEST	11/23
COPENHAGUE	8/13	DUBLIN	8/14	LISBONNE	13/23
LONDRES	10/15	MADRID	12/28	PRAGUE	11/19
RABAT	16/19	ROME	12/23	TUNIS	15/22

SAMEDI	DIMANCHE	LUNDI			
7/16	9/12	7/12			
11/16	7/20	9/12	10/13	8/13	6/12
8/21	9/14	6/14			
12/21	14/25	12/16	14/23	10/16	9/19

la chaîne météo lachainemeteo.com par téléphone : 3201 LIVE 24/24 EN EXCLUSIVITÉ SUR CANALSAT et sur numericable

SUDOKU

RCR JEUX

Chaque jour un peu plus difficile

GRILLE 915 DIFFICILE

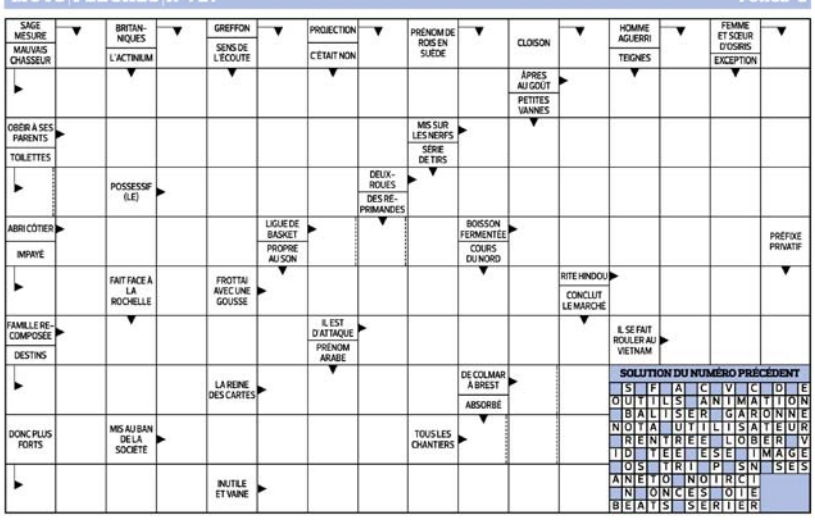
					3	4		
		6	9		4			
4	1	5						
1	7		6	2			9	
5	9			1			3	2
	2			3	9		1	7
						2	5	6
			8		2	3		
		2	5					

SOLUTION DU N° 914

4	8	2	5	6	9	7	3	1
7	1	5	2	3	8	9	4	6
9	3	6	7	4	1	2	8	5
5	7	8	4	9	2	1	6	3
1	2	4	6	5	3	8	9	7
6	9	3	1	8	7	4	5	2
2	6	9	3	7	4	5	1	8
8	5	7	9	1	6	3	2	4
3	4	1	8	2	5	6	7	9

MOTS FLÉCHÉS N°727

FORCE 2



LE FIGARO MAGAZINE présente

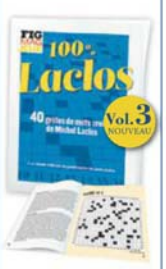


FIG MAG JEUX
Édition Collector
6,90 €
EN VENTE ACTUELLEMENT
en kiosque, en librairie et sur www.figarostore.fr

Isabelle Barth, tête chercheuse

SUCCÈS Cette mère de six enfants, qui vient d'être nommée chevalier de la Légion d'honneur, est l'une des rares femmes à diriger une grande école de management.



ALEXIS CHEZIERE



Aude Sérès
aseres@lefigaro.fr

Elle a cette soif d'apprendre et cette curiosité intellectuelle qui font la marque des universitaires. À 54 ans, Isabelle Barth vient d'être nommée chevalier de la Légion d'honneur pour ses recherches sur le management de la diversité. Directrice de l'École de management de Strasbourg, cette mère de six enfants est en mouvement intellectuel permanent et n'a pas la langue dans sa poche.

« J'ai un parcours hyperclassique », s'excuse-t-elle presque. D'une mère professeur d'histoire-géographie et d'un père prof de musique et organiste, elle a hérité cette soif d'apprentissage et cette curiosité de tout qui ne l'ont jamais quittée.

Après une enfance à Mâcon et une prépa HEC au lycée du Parc à Lyon, elle intègre Sup de Co Lyon, actuel EM Lyon. Trois années qui lui serviront pour son actuel poste à la tête de l'EM Strasbourg, qu'elle assure depuis trois ans. *« J'ai été frappée par cette sensation de vide intellectuel que l'on affronte après deux années très intenses*, se souvient-elle. *En prépa, on fait de la philo, de l'histoire, on développe son sens critique et puis, tout d'un coup, en école de commerce – du moins à l'époque –, plus rien ou presque… »* Très attachée au système des classes prépa, elle a remis la culture générale à l'honneur à l'EM Strasbourg et lancé des conférences de philo. Celles d'histoire débuteront à la rentrée. *« Le manager doit avoir de la longueur de vue, de la culture générale, du recul, c'est essentiel »*, martèle-t-elle. Elle s'étonne chaque jour – tout en le comprenant – de la demande autour du livre qu'elle a publié avec Yann-Hervé Martin, agrégé de philosophie, *Le Manager et le Philosophe*, qui fait dialoguer ces deux univers. *« Tout l'intéresse*, souligne Yann-Hervé Martin. *Elle ne met pas sa pensée dans des petites cases. Au contraire, tout ce qui concerne l'homme peut concerner le manager, selon elle. »* Philosophie, psychanalyse mais aussi religion sont autant de domaines qu'elle aime conjuguer avec le monde de l'entreprise, pour faire dialoguer les univers et enrichir la fonction du manager.

Cette conviction, Isabelle Barth l'a acquise au cours d'une vie professionnelle et personnelle riche. L'Afrique, tout d'abord, où jeune diplômée de Sup de Co Lyon, elle rejoint son futur mari et monte son entreprise. *« Là-bas, les diplômes ne comptaient pas. J'y ai appris que la personnalité est parfois plus importante. »*

« La vie n'est jamais acquise »

Rapidement, la vie lui réserve ensuite un accident qui fait repenser un parcours tout tracé. Alors qu'elle a 23 ans, son premier enfant naît avec un grave problème de santé. Trois ans d'hôpital à se battre aux côtés de Camille lui apprennent que *« la vie n'est jamais acquise »*. Face à la maladie de sa petite fille, elle fait le choix de continuer à travailler, attend son deuxième enfant, convaincue que *« les enfants sont très sensibles au message que l'on fait passer »*. *« J'avais décidé d'avancer »*, sourit-elle.

Avancer, pour elle, c'est aussi continuer des études, qu'elle reprend à 27 ans. Elle intègre ensuite le laboratoire lyonnais Iseor, à l'université de Lyon, où elle s'engage dans la recherche en entreprises. Une conviction qui ne l'a jamais quittée, même aujourd'hui dans son unité de recherche à Strasbourg. *« La recherche en management et en gestion ne doit jamais être éloignée des entreprises, sinon on est déconnecté »*, martèle-t-elle.

Un quatrième, un cinquième, puis un sixième enfant. Comment gérer-t-on une famille nombreuse en continuant une vie professionnelle intense ? *« Je crois à une vision augmentée du temps familial*, sourit-elle. *Le temps que l'on passe à travailler vient enrichir la relation que l'on a avec ses enfants »*, explique-t-elle. Elle admet cependant que l'université lui a donné la possibilité d'un temps choisi. *« En réalité, on parle de double vie, mais certaines, dont moi, ont une triple vie, à savoir la vie familiale, la vie professionnelle et la vie étudiante. »* Car, en parallèle d'une carrière universitaire à Lyon puis Metz, elle poursuit ses études, jusqu'à passer l'agrégation à… 45 ans. Mais, elle insiste, *« il est essentiel de passer du temps avec ses enfants »*.

Ceux qui ont travaillé avec elle évoquent une très grande capacité de travail et une grande exigence. *« Si elle n'est pas satisfaite, elle ne lâchera pas »*, glisse l'un de ses collaborateurs. Avec ses étudiants, elle se montre très pédagogue. Pierre-Louis Dubois, délégué général de la Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises, qui la côtoie dans l'univers très masculin des écoles de management, lui reconnaît *« un grand mérite »*. *« Arriver à ce niveau-là en restant une chercheuse authentique, en publiant beaucoup et en gérant une école comme l'EM Strasbourg avec une famille nombreuse, bravo ! »* À l'IAE de Lyon, Jérôme Rive, qui a travaillé avec elle, évoque une capacité *« à mener plusieurs projets de front avec une vraie vision humaniste »*. Certes, dans le milieu universitaire et des écoles de management, elle a des détracteurs. De la jalousie parfois. *« Des gens qui ne m'aiment pas, il y en a »*, concède-t-elle sans s'attarder.

Management de la diversité

C'est à partir de 2004 qu'elle commence à s'intéresser au management de la diversité, son cheval de bataille. Sur ce sujet, elle dirige des recherches, participe à des colloques mais met en garde contre le risque de rester entre gens convaincus. *« C'est la majorité silencieuse qu'il faut convaincre sur ces sujets, pas les quelques grandes entreprises très investies sur la parité hommes-femmes, le handicap, mais les myriades de PME qui composent le tissu économique et dans lesquelles la diversité est encore peu, voire mal appréhendée. »* Elle touche à tout et, de fil en aiguille, s'intéresse, en plus des femmes et du handicap, au fait religieux, à l'apparence, à la psychanalyse, à la quête d'insouciance, voire à la « coolitude ».

C'est en 2009 qu'on lui propose un poste à l'École de management de Strasbourg, dont elle prend la direction générale en 2011. Au sein de la prestigieuse Conférence des grandes écoles, elle est l'une des – trop – rares femmes à la tête d'une grande école. Entre deux allers-retours à Lyon pour voir sa famille, elle s'autorise des petites respirations. *« La culture, bien sûr, les musées, l'Opéra dès que je peux. »* Elle assume aussi son côté fan de séries TV : « Game of Thrones », sourit-elle avec une lumière dans les yeux. Une directrice normale. ■

Bio EXPRESS

1982
Diplômée de l'ESC Lyon.
1994
Obtient son doctorat en sciences de gestion.
1998
Naissance de son 6e enfant.
2004
Obtient l'habilitation à diriger les recherches, plus haut grade universitaire.
2011
Directrice de l'EM Strasbourg.
2014
Nommée chevalier de la Légion d'honneur.





UN DERNIER MOT Par Étienne de Montety

edemontety@lefigaro.fr

Entraîneuse [an-trê-neu-s'] n. f.

Femme qui fréquente les clubs masculins.

Une femme ayant été nommée pour entraîner l'équipe masculine de Clermont Foot, il nous faut considérer le mot entraîneur. Son accent circonflexe s'explique ainsi : si l'équipe a de mauvais résultats, c'est lui qui porte le chapeau. Entraîner signifie mener à sa suite. La langue anglaise étant passée par là (*to train*), le verbe a bientôt signifié préparer. Un entraîneur est un meneur et un préparateur. Il imprime à son équipe un rythme de jeu qu'on espère entraînant.
Venons-en à l'entraîneuse. Dans un dancing, elle entraîne les clients à boire et à danser, autant de sports que la Faculté conseille de pratiquer avec modération. Hélène Costa est une entraîneuse d'une tout autre trempe. Elle n'a visiblement rien de la mouche du coach. Et fera certainement ses preuves à la tête de Clermont Foot. On espère cependant que ces messieurs se laisseront entraîner, avec entrain et non en traînant des pieds.
Mais qu'on apprenne qu'elle fait monter l'équipe (en division supérieure, s'entend), on verra inévitablement naître les sourires entendus. ■

FIGARO-CI … FIGARO-LÀ

UMP : la tournée-marathon de Geoffroy Didier pour les européennes



Afin de maximiser les chances de victoire de l'UMP aux européennes où il est candidat, Geoffroy Didier a entrepris sa propre tournée-marathon en Ile-de-France. Le leader de la Droite forte a mis en place un programme de tractages, visites à la population et réunions dans plusieurs dizaines de villes nouvellement conquises par la droite ainsi que dans une bonne partie des arrondissements de Paris.



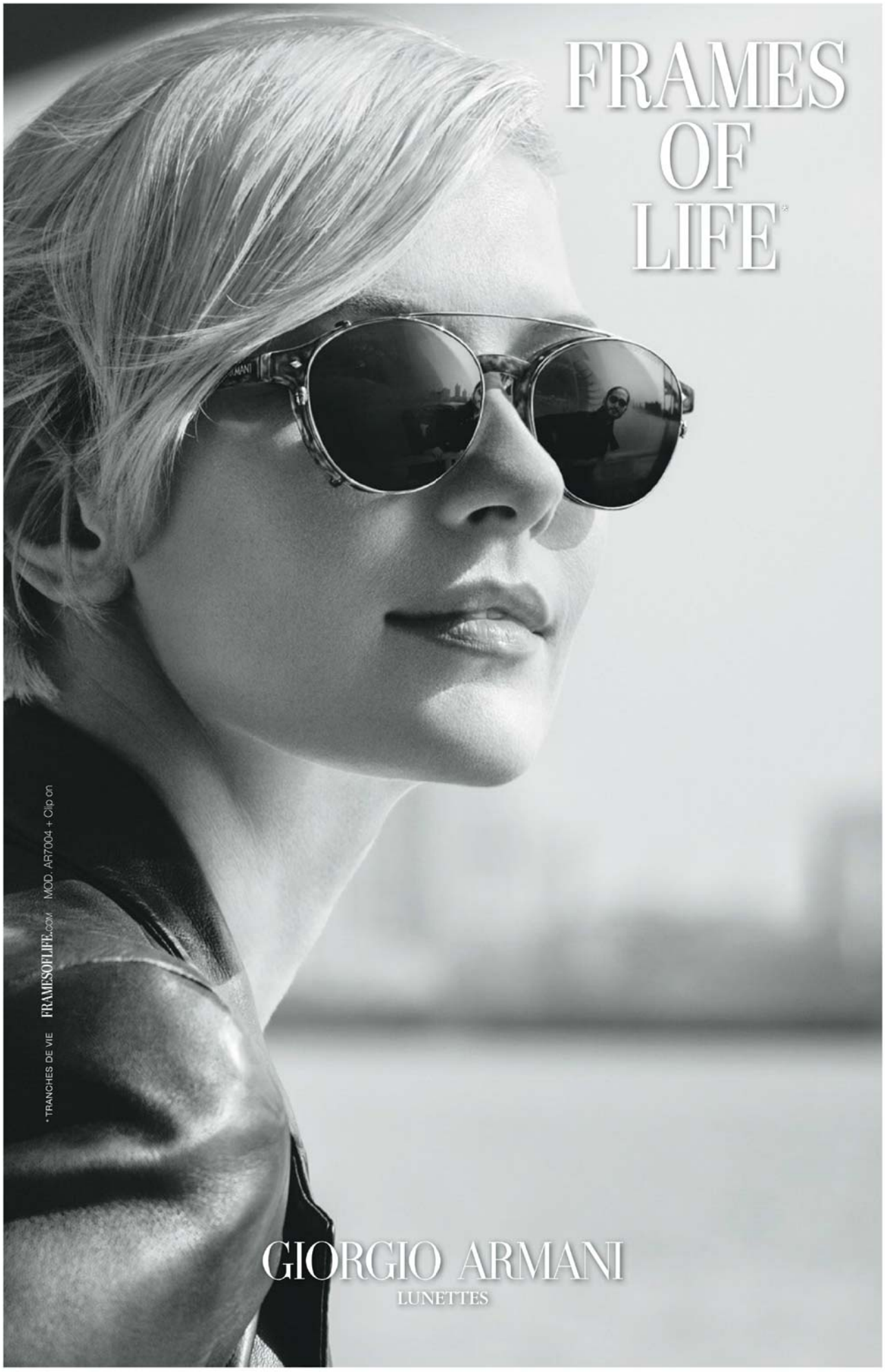
SÉBASTIEN SORIANO/LE FIGARO. PAUL A. HEBERT/INVISION/AP.

Placido Domingo décoré en Autriche

L'artiste lyrique a été fait « Professor » par le chancelier autrichien Werner Faymann. Ce titre honorifique récompense la grande carrière du chanteur, ainsi que les liens qui l'unissent à l'Autriche, où il s'est produit plus de 240 fois. Le titre lui a été octroyé à Vienne, lors du congrès d'Europa Nostra, un mouvement européen pour la sauvegarde du patrimoine que le maestro préside.

Nicolas Sarkozy à la FNSEA

L'ex-chef de l'État a déjeuné, ce mercredi, avec l'état-major de la FNSEA. Il n'était jamais venu au siège du premier syndicat agricole français, rue de la Baume, dans le VIIIe, à Paris. Il a profité de cette occasion pour donner son point de vue sur les questions européennes. Le président de la FNSEA, Xavier Beulin, est préoccupé par l'absence de débat en France à l'approche des élections au Parlement de Strasbourg.


FRAMES
OF
LIFE*
* TRANCHES DE VIE FRAMESOFLIFE.com MOD. AR7004 + Clip on
GIORGIO ARMANI
LUNETTES